



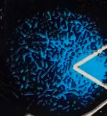
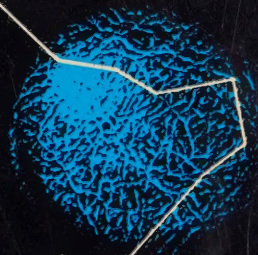
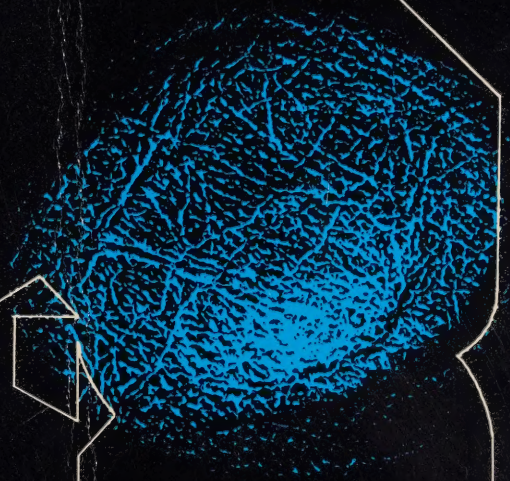
Commission ministérielle sur
l'éducation secondaire en langue française

Ministerial Commission on
French Language Secondary Education

CA20N DE

-72M31

3 1761 11973700 5





**Commission ministérielle
sur l'éducation secondaire
en langue française**

**Ministerial Commission on
French Language
Secondary Education**

CARON DE
-72M31

T. H. B. Symons *commissaire*
Charles Beer *cosecrétaire*
Berchmans Kipp *cosecrétaire*
Gérard Raymond *directeur de la recherche*

T. H. B. Symons *Commissioner*
Charles Beer *Co-Secretary*
Berchmans Kipp *Co-Secretary*
Gérard Raymond *Director of Research*

le 17 février 1972

17 February, 1972

Monsieur le Ministre,

Dear Mr. Minister,

J'ai le plaisir de vous soumettre le Rapport de la Commission ministérielle sur l'Éducation secondaire en langue française.

I am happy to submit to you the Report of the Ministerial Commission on French Language Secondary Education.

Puis-je vous remercier de l'intérêt sincère que vous avez témoigné envers cette Commission depuis que vous avez assumé le portefeuille de ministre de l'Éducation. Je voudrais aussi profiter de l'occasion pour remercier par votre entremise, votre prédécesseur aux fonctions de ministre de l'Éducation, l'honorable Robert Welch, sous la compétence duquel cette Commission ministérielle a été établie le 1er octobre 1971. L'aide qu'il a eu la bienveillance d'accorder à la Commission pendant toute la durée de sa tâche a été des plus utiles. Je voudrais faire part ici également de mes remerciements aux Ontariens de toute la province qui ont prêté leur concours à la Commission pour la rédaction de ce rapport.

May I thank you for your thoughtful interest in this Commission since assuming the portfolio of Minister of Education. May I also take this opportunity to thank, through you, your predecessor as Minister of Education, the Honourable Robert Welch, under whose authority the Ministerial Commission was established on 1 October, 1971, for the helpful assistance which he was kind enough to give to the Commission throughout its work. I would like, too, to record my appreciation for the thoughtful co-operation extended to the Commission by Ontarians across the province in the preparation of this Report.

With good wishes,

Veuillez croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma considération distinguée.

Yours very truly,

T. H. B. Symons

L'Honorable Thomas L. Wells
Ministre de l'Éducation
Edifice Mowat
Queen's Park
Toronto, Ontario

The Honourable
Thomas L. Wells,
Minister of Education,
Mowat Block,
Queen's Park,
Toronto, Ontario.

Imprimé et publié par
William Kinmond
Imprimeur de la Reine

Printed and published by
William Kinmond
The Queen's Printer and Publisher

Table des matières

I	Introduction	5
II	Prémisses	11
III	Comités de langue française	19
1	Le principe	
2	Composition et élection	
3	Attributions	
4	Ressources et services	
5	Autres modifications à la loi	
IV	La commission des droits linguistiques en éducation	32
V	Structures	35
1	Objectifs à trois niveaux	
2	Ministère de l'Éducation: Le bureau central	
3	Ministère de l'Éducation: Les bureaux régionaux	
4	Autorité locale: Les conseils scolaires	
5	Organismes	
VI	Services dans les deux langues	43
VII	Autres préoccupations	45
1	Services éducatifs	
i	Manuels scolaires, télévision éducative et aides pédagogiques	
ii	Bibliothèques	
iii	Programmes d'études	
iv	Orientation scolaire	
v	Éducation spéciale	
vi	Éducation permanente	
vii	Activité culturelle et loisirs	
viii	Formation des maîtres	
iv	Perfectionnement professionnel des maîtres	
2	Programmes d'anglais et de français	
3	Niveau post-secondaire	
4	Religion	
5	Considérations d'ordre financier	
VIII	Programmes d'enseignement en français aux élèves anglophones	61
IX	Conclusion	63
X	Annexes	64

Table of Contents

I	Introduction	5
II	Premises	11
III	French Language Committees	19
1	The Concept	
2	Composition and Election	
3	Responsibilities	
4	Resources and Services	
5	Other Legislative Changes	
IV	Linguistic Rights Commission in Education	32
V	Structures	35
1	Objectives at three levels	
2	Department of Education: The Head Office	
3	Department of Education: The Regional Offices	
4	Local Jurisdictions: The Boards of Education	
5	Agencies	
VI	Bilingual Services	43
VII	Other Areas of Concern	45
1	Educational services	
i	Textbooks; Educational Television; and Learning Materials	
ii	Libraries	
iii	Curriculum	
iv	Counselling	
v	Special Education	
vi	Continuing Education	
vii	Cultural and Recreational Activities	
viii	Teacher Education	
ix	Professional Development for Teachers	
2	Anglais and Français	
3	Post-Secondary Education	
4	Religion	
5	Financial Considerations	
VIII	French Language Programmes for Anglophones	61
IX	Conclusion	63
X	Appendices	64



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119737005>

I Introduction

Le Ministre de l'Éducation, l'Honorable Robert Welch, annonçait le 15 septembre 1971 son intention de créer une Commission d'enquête ministérielle dans le cadre de la Loi sur le ministère de l'Éducation, dans le but de réviser les statuts gouvernant l'éducation en langue française au niveau secondaire en Ontario et de soumettre des recommandations qui permettraient d'apporter des améliorations et des précisions à ces lois. La Commission devait en outre, et dans un contexte plus général, être chargée de réexaminer les dispositions ayant trait à l'éducation en langue française dans la province et de présenter des recommandations visant à résoudre d'une façon équitable les problèmes qui pourraient surgir lors de la mise en application de cette législation.

Le professeur T. H. B. Symons, recteur et vice-chancelier de l'université Trent a été nommé Commissaire et a assumé ses fonctions le 1^{er} octobre. Les termes du mandat constitutif de la Commission ministérielle sur l'éducation secondaire en langue française, annoncés le 4 octobre, étaient les suivants:

"La Commission fera des recherches quant à l'efficacité de la législation actuelle permettant de mettre en pratique un programme d'éducation en langue française dans les écoles de l'Ontario. Ce faisant, la Commission attachera une attention particulière à l'établissement, au fonctionnement et aux progrès réalisés dans les écoles secondaires de langue française ainsi qu'aux cours de langue française dans les écoles secondaires.

La Commission soumettra son rapport définitif aussitôt que possible et présentera, en outre, un rapport préliminaire au ministre de l'éducation avant ou au plus tard, le 30 décembre 1971.

Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, la Commission peut présenter des recommandations au sujet:

- 1 des compétences dévolues aux conseils de l'éducation pour dispenser l'enseignement en langue française;*
- 2 du fonctionnement de comités consultatifs de langue française;*
- 3 de l'efficacité des mesures devant assurer la continuité de l'enseignement en langue anglaise là où l'instruction est dispensée en langue française; et*
- 4 de toutes autres questions que la Commission jugera pertinentes."*

I Introduction

On 15 September 1971, the Minister of Education, The Honourable Robert Welch, announced his intention to establish a Minister's Commission of Enquiry, under the Department of Education Act, to review the legislation providing for French language secondary education in Ontario and to make recommendations for the improvement and clarification of this legislation. Further, and more broadly, the Commission was to be asked to re-examine the general provisions for French language instruction in the province and to make recommendations for the equitable resolution of problems arising from the implementation of the legislation.

Professor T. H. B. Symons, the President and Vice-Chancellor of Trent University, was appointed Commissioner, taking up his duties on 1 October, and the specific terms of reference for the Ministerial Commission on French Language Secondary Education, announced on 4 October, were as follows:

"The Commission shall inquire into the effectiveness of the legislation to implement a programme of French language education in the schools in Ontario. The Commission shall direct particular attention to the establishment, operation, and progress of French language secondary schools and French language classes in secondary schools.

The Commission shall submit a final report as soon as possible, and shall make a preliminary report to the Minister of Education on or before 30 December, 1971. Without restricting the generality of the foregoing, the Commission may make recommendations in respect of:

- 1 the jurisdiction of boards of education to provide French language education;*
- 2 the functioning of French Language Advisory Committees;*
- 3 the effectiveness of the safeguards for the continuance of English language education where education in the French language is provided; and*
- 4 such other matters the Commission considers relevant."*

Comme le stipulent les termes du mandat constitutif, la Commission devait soumettre son rapport définitif "aussitôt que possible" et présenter en tout cas au Ministre, un rapport préliminaire dans un délai plutôt court d'à peu près douze semaines soit "avant ou au plus tard, le 30 décembre 1971". Le facteur temps a donc été un élément constant et important dans le travail de la Commission. Ses activités et son programme ont pris de ce fait un caractère d'urgence qui, en définitive, l'a peut-être incitée à s'acquitter de sa tâche d'une façon rapide et directe. La Commission a effectivement présenté son rapport préliminaire au ministre le 30 décembre 1971, comme on lui avait demandé de le faire; le rapport définitif lui a été soumis le 17 février 1972, soit dans un délai de moins de vingt semaines à partir de la date à laquelle la Commission avait commencé ses travaux.

Pour l'aider dans son travail, on avait affecté à la Commission dès le début d'octobre, un personnel plutôt restreint comptant en tout trois personnes mais qui avaient toutes des connaissances et de l'expérience dans le domaine de l'enseignement en français. M. Charles Beer, secrétaire exécutif de la Commission permanente Ontario-Québec ainsi que M. Berchmans Kipp, surintendant adjoint aux programmes d'études auprès du ministère de l'Éducation, ont été nommés cosecrétaires. M. Gérard Raymond, surintendant des écoles de langue française au Conseil scolaire de Niagara Sud, a été nommé directeur de la recherche. Diverses autres dispositions administratives, y compris l'aménagement de bureaux, étaient prises en même temps de telle sorte que la Commission se trouvait, le 20 octobre, en mesure d'annoncer la composition de son personnel et son programme de travail.

Des avis invitant le public à soumettre à la Commission des mémoires ou des demandes de renseignements, ont été publiés en français et en anglais dans tous les quotidiens de la province. De plus et simultanément, le Commissaire a adressé quelque 500 lettres à tous les conseils scolaires, aux universités, aux collèges communautaires, aux collèges de pédagogie et aux écoles normales à travers l'Ontario ainsi qu'à des organismes qui s'occupent d'éducation dans toute la province, les informant de l'avis publié dans les journaux et les invitant à présenter leurs vues. On avait d'abord fixé le 19 novembre comme date limite pour l'envoi des mémoires. Toutefois, à la demande d'un grand nombre de personnes et d'organismes, cette période a été

As will be noted in these terms of reference, the Commission was asked to submit a final report "as soon as possible" and, in any case, to make a preliminary report to the Minister within the short period of some twelve weeks "on or before 30 December 1971". The factor of time was thus a constant and important consideration in the Commission's work. It imbued its activities and schedule with a sense of urgency that, on balance, perhaps assisted the Commission to proceed with its work in an expeditious and direct manner. The Commission did meet with the Minister to make a preliminary report, as requested, on 30 December 1971, and the final report was conveyed to him on 17 February 1972, less than twenty weeks from the date on which it commenced its duties.

During early October, a small staff of three people, each of whom had knowledge and experience in the area of French language education, was assembled to assist with the Commission's work. Mr. Charles Beer, executive secretary of the Ontario-Quebec Permanent Commission, and Mr. Berchmans Kipp, assistant superintendent of curriculum in the Department of Education, were named Co-secretaries. Mr. Gérard Raymond, superintendent of French Language Schools for the Niagara South Board of Education, was appointed Director of Research. At the same time, various other necessary administrative and office arrangements were being made, so that the Commission was able to announce both its staff membership and its programme of work on 20 October.

Public notices inviting submissions and enquiries to be directed to the Commission were placed on 22 October, in both English and French, in all the daily newspapers of the province. In addition, the Commissioner sent out at the same time some five hundred letters to all school boards, universities, colleges of applied arts and technology, colleges of education, and teachers' colleges throughout Ontario, as well as to province-wide educational organizations, drawing their attention to the public notice and inviting them to submit their views. Initially, 19 November was set as the final date for the submission of briefs. However, at the request of many people and organizations, this period for the submission of briefs

prolongée et la Commission s'est d'ailleurs fait un plaisir d'accepter et d'étudier avec soin les mémoires et les exposés qu'elle a reçus de la part de citoyens ou d'organismes intéressés, jusqu'au moment où elle a commencé à rédiger son rapport.

La réaction que cette demande de mémoires et d'exposés a suscitée a été remarquable par le nombre et la qualité des documents présentés. La Commission en a reçu plus d'une centaine dont la longueur variait entre une ou deux pages, exprimant néanmoins des idées intéressantes, et d'autres plus volumineux qui, dans plusieurs cas, comptaient plus de deux cents pages de documentation. Une bonne part des mémoires reçus avaient fait l'objet de nombreuses recherches et avaient été préparés avec beaucoup d'attention.

En plus de ces exposés, la Commission a reçu et a répondu à un nombre considérable de lettres et de demandes de renseignements adressées par des groupes et des particuliers intéressés. On en a compté à peu près mille, provenant dans une proportion à peu près égale d'anglophones et de francophones.

Les divers exposés présentés à la Commission ont été versés aux dossiers du ministère de l'Éducation et sont accessibles au public intéressé.

Le programme que s'est fixé la Commission de recueillir des opinions et des renseignements sous forme d'exposés et d'autres présentations par écrit, a été complémenté par un vaste programme de visites officielles effectuées par son personnel dans des régions représentatives de la province où existent des écoles et des classes de langue française au niveau secondaire. Le personnel s'était entretenu au cours de ces visites avec des membres des conseils scolaires, des directeurs de l'enseignement, des membres des comités de langue française ainsi qu'avec une variété d'autres groupes ou particuliers intéressés dans chaque communauté. Le but primordial de ces visites était d'obtenir des renseignements et des commentaires concernant la façon dont la législation actuelle sur l'éducation en langue française au niveau secondaire était effectivement mise en application, et la mesure de succès obtenue dans les différentes régions de l'Ontario. Une vingtaine de visites ont été organisées à ces fins dans diverses agglomérations, et tous les territoires de la province où existe un programme d'éducation en langue française assez important ont été visités.

was extended and, indeed, the Commission gladly received and studied with care briefs and submissions from interested citizens and organizations up to the time of the writing of its report.

The response to this request for briefs and submissions was excellent, in terms both of numbers and of quality. Over one hundred briefs were received. These ranged from those that were only a page or two, which nonetheless often made useful points in a telling manner, to others of a much more extensive nature, in several instances running to over two hundred pages of documentation. A high proportion of the submissions were well-researched and most thoughtfully prepared.

In addition to these briefs, the Commission received and responded to a great many letters and enquiries, totalling nearly one thousand, from interested and concerned individuals and groups. These came in approximately equal numbers from anglophone and francophone citizens.

The various submissions made to the Commission are on file with the Department of Education and are available for examination by interested members of the public.

The Commission's programme of actively seeking views and information through briefs and other written submissions was supplemented by an extensive programme of informal visits which were made by members of the Commission staff to representative areas of the province which have French language secondary schools and classes. During such visits, discussions were held with board of education members, directors of education, members of the French Language Committees, and a wide variety of other concerned groups and individuals in each community. These were essentially fact-finding visits to obtain information and comment about the way in which the present legislation on French language secondary education was in fact being applied, and with what degree of success, in the different regions of Ontario. Some twenty visits for these purposes were arranged to different communities and every jurisdiction in the province with a substantial French language education programme was visited.

La Commission désire faire remarquer que l'on ne peut pas considérer la question de l'enseignement en français au niveau secondaire sans tenir compte des dispositions prises aux autres niveaux de l'éducation. Elle a donc tenu des séances de consultation avec des responsables de l'éducation en langue française tant au niveau élémentaire que post-secondaire.

De plus, la Commission a organisé des entrevues avec les représentants d'associations d'éducation, tant francophones qu'anglophones oeuvrant dans toute la province. Elle a tenu des discussions avec les autorités du ministère de l'Éducation, y compris tous les fonctionnaires franco-ontariens du Ministère à Toronto. Elle s'est entretenue avec les chefs et d'autres représentants des deux partis de l'opposition à la Législature ontarienne en plus des entrevues qu'elle a eues avec le Ministre de l'Éducation.

En tout, la Commission a réussi à consulter, directement ou par écrit, plus de mille cinq cents personnes et elle tient à exprimer à chacune d'elles sa vive appréciation de leur précieux concours et de l'intérêt qu'elles ont manifesté. Bien qu'il soit très difficile sinon désobligeant, de remercier spécialement certains individus et organismes, la Commission tient quand même à exprimer sa profonde gratitude au Comité ministériel des écoles de langue française de l'Ontario pour le précieux travail qu'il a accompli sous la présidence de M. Roland Bériault. Ce Comité, mis sur pied en novembre 1967 par l'Honorable William Davis, alors ministre de l'Éducation, avait soumis son rapport définitif en novembre 1968. Le rapport présenté par la Commission actuelle constitue en quelque sorte un complément de l'exposé soumis par le Comité Bériault.

La Commission désire aussi rendre hommage au Comité d'enquête culturelle pour le travail considérable qu'il a su accomplir avec tant de soin. Ce Comité a étudié, sous la présidence de M. Roger Saint-Denis, la contribution apportée par les Franco-Ontariens à la vie culturelle et artistique de notre province. Le rapport soumis par le Comité en janvier 1969, compte effectivement parmi les documents importants de l'histoire de la culture contemporaine au Canada.

Le Commissaire remercie tout particulièrement les membres du personnel de la Commission, M. Beer, M. Kipp et M. Raymond de leur aide aussi généreuse que compétente. Leur intérêt sincère et judicieux, sans parler de leur engagement soutenu à

The Commission notes that French language education at the secondary level cannot be viewed in isolation from arrangements at the other levels of education. It therefore also held consultations with representatives of those involved in French language education at both the elementary and the post-secondary levels.

Finally, the Commission arranged meetings with representatives of province-wide educational associations, both French and English. Discussions were also held with officials of the Department of Education, including all the Franco-Ontarian officers of the Department in Toronto. The Commission, further, met with the leaders and other representatives of the two opposition parties in the Ontario Legislature, in addition to holding a number of meetings with the Minister of Education.

In all, the Commission has consulted in person or in writing with well over fifteen hundred people and it wishes to express its appreciation to each of them for their interest and assistance. While it would be both difficult and invidious to single out any persons or organizations for special thanks, the Commission would like to record its indebtedness to the splendid work done by the special Ministerial Committee on French Language Schools in Ontario, under the chairmanship of Mr. Roland Bériault. This Committee, which was established in November 1967 by the Honourable William Davis who was then Minister of Education, tabled its final report in November 1968. The report of the present Commission is in some senses a companion volume to the report of the Bériault Committee.

The Commission would also like to pay tribute to the careful and extensive work of the Committee of Enquiry which, under the chairmanship of Mr. Roger Saint-Denis, examined the participation of Franco-Ontarians in the cultural and artistic life of the province. The report of this Committee, which was presented in January of 1969, is one of the major documents in contemporary Canadian cultural history.

The Commissioner would like to express the particular appreciation that he feels to the members of the Commission staff, Mr. Beer, Mr. Kipp, and Mr. Raymond for their generous and knowledgeable assistance. Their sensitive and thoughtful concern and their

l'accomplissement des tâches confiées à la Commission, ont contribué dans une large mesure, à chaque aspect du travail de cette dernière. Il a été ainsi agréable en tout temps de travailler en collaboration avec eux.

La Commission tient de plus à exprimer toute son appréciation à sa secrétaire, Mlle Esther Anidjar, de son excellent travail. Elle s'est constamment assurée à ce que tous les services nécessaires, sans lesquels aucune commission ne peut fonctionner, soient fournis à temps avec autant de bonne grâce que d'efficacité.

Il conviendrait de soulever un autre point concernant le programme de travail de la Commission. Dès le début de son étude, la Commission s'est rendue compte que la situation particulière qui existait à Sturgeon Falls ne pouvait attendre la présentation de son rapport définitif, et ce, bien qu'on se soit efforcé de préparer cet exposé dans le plus court délai possible. En effet, une profonde divergence d'opinions s'y faisait sentir concernant le développement futur de l'éducation secondaire dans le secteur public. Le Commissaire et son personnel se sont donc rendus à plusieurs reprises dans la région de Nipissing. A la demande du président du Conseil scolaire de Nipissing et de groupes anglophones et francophones de cette localité, le Commissaire a pris une part active aux délibérations qui ont amené les deux groupes à discuter de leurs différends et à trouver des solutions acceptables à tous. Bien que le temps et les efforts consacrés à cette question particulière aient obligé la Commission à se détourner quelque peu de sa tâche principale qui était d'étudier le contexte général dans lequel se dispensait l'enseignement en langue française à travers l'Ontario, la Commission demeure convaincue qu'il était d'une importance capitale, sinon vitale, de consacrer ce temps à aider la population de Sturgeon Falls à résoudre les problèmes importants et immédiats auxquels elle faisait face.

Si les événements qui se sont déroulés à Sturgeon Falls au début de l'année scolaire 1971 ont de toute évidence dicté la création de la Commission ministérielle sur l'éducation secondaire en langue française, il n'en

strong commitment to the tasks of the Commission contributed greatly to every aspect of the Commission's work and made it at all times a pleasure to be associated with them.

The Commission also wishes to express appreciation to its secretary, Miss Esther Anidjar, for her very helpful work. She ensured that all the various services, without which no Commission can function, were supplied in a gracious and efficient way.

One further point should be made regarding the Commission's programme of work. It became clear at an early point in the Commission's study that the particular situation in Sturgeon Falls, where there were strong differences of opinion about the future development of public secondary education, could not await the presentation of the Commission's final report, despite the expedition with which this was being prepared. Several visits were made to the Nipissing area by the Commissioner and the staff. At the request of the Chairman of the Nipissing Board of Education, and of local English-speaking and French-speaking groups, the Commissioner was able to play some part in bringing people together to discuss their differences and to assist them in finding mutually acceptable solutions to these differences. While the time and energies spent on this specific question did deflect the Commission for a period from its larger task of reviewing the framework of French language education throughout Ontario, the Commission believes that it was both vitally necessary and worthwhile to devote this time to assisting with the resolution of the important and immediate issues that confronted the citizens of Sturgeon Falls.

Although the events that took place at the opening of the 1971 school year at Sturgeon Falls clearly prompted the establishment of the Ministerial Commission on French Language Secondary Education, there was

demeure pas moins qu'on sentait déjà de plus en plus chez les éducateurs et les autres citoyens, anglophones et francophones, qu'il était souhaitable et opportun de réexaminer les problèmes et les progrès du programme d'éducation en langue française dans tout l'Ontario. La création d'une Commission à cet effet, avait été recommandée par un certain nombre d'organisations au cours des mois précédents. Ceci confirmait d'ailleurs l'opinion exprimée par le Comité Bériault voulant qu'une telle révision soit entreprise de trois à quatre ans après qu'elle aurait terminé ses propres travaux. En effet, lorsque la Commission ministérielle a été instituée le 1^{er} octobre 1971, trois années et demie ou presque s'étaient écoulées depuis la promulgation, le 30 mai 1968, des réformes législatives importantes recommandées par le Comité Bériault au sujet de l'éducation en langue française.

already at that time a growing consensus amongst educators and other citizens, both anglophone and francophone, that it was desirable and timely to re-examine the problems and progress of the French language education programme throughout Ontario. Indeed, the establishment of a Commission for this purpose had been recommended during the preceding months by a number of organizations. This was in keeping with the view of the Bériault Committee that such a general re-examination should be undertaken some three or four years after it had completed its own work. When the Ministerial Commission was established on 1 October 1971, nearly three and one half years had in fact passed since the introduction, on 30 May 1968, of the major legislative reforms in regard to French language education which had been recommended by the Bériault Committee.

II Prémisses

La population francophone de l'Ontario est à la fois nombreuse et éparse. Il est ressorti du recensement de 1961 que plus de 10 p. 100 de la population de la province, soit environ 650,000 des 6,236,000 habitants, étaient d'origine française. Le segment d'origine francophone de la population ontarienne était donc égal ou supérieur au total de la population de quatre autres provinces du Canada, (la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard), et nettement supérieur à la population anglophone du Québec (608,635). Tout semble indiquer qu'en 1971, au moment du recensement suivant dont les résultats n'ont pas encore été publiés, ce chiffre se rapprochait des trois quarts de million.

Bien que la population francophone se concentre en assez grands nombres dans certains secteurs de la vallée de l'Outaouais, du moyen-nord et du grand nord, ainsi que du sud de l'Ontario, elle est présente dans presque toutes les régions de la province et est représentée dans chaque collectivité d'une certaine importance. En 1961, dans 16 des 54 comtés et districts de l'Ontario, la population d'origine francophone formait plus de 10 p. 100 de l'ensemble. Dans 10 d'entre eux, elle dépassait les 20 p. 100 et dans 3, les 50 p. 100 par de très grands écarts. Dans 12 autres comtés et districts, cette population dépassait les 5 p. 100. Dans 11 comtés seulement elle représentait moins de 3 p. 100 et aucun comté de cette province ne reportait alors une population francophone de moins de 1 p. 100.

Dans l'ensemble, l'Ontario avait ainsi des raisons particulièrement sérieuses et naturelles de prendre une part active au grand débat national sur le bilinguisme, débat qui a dominé l'actualité publique au Canada au cours des dix dernières années. Les Franco-Ontariens, quant à eux, avaient un intérêt bien compréhensible et tout particulier dans ce débat. Rappelons en particulier qu'en 1961, seulement 425,000 Franco-Ontariens employaient le français, soit environ les deux tiers du nombre total d'Ontariens qui sont d'origine francophone, ou encore 7 p. 100 environ de la population totale de la province, par rapport au taux plus important de 10 p. 100 de citoyens d'origine francophone. Même si elle croissait régulièrement, cette population francophone de l'Ontario perdait en même temps une proportion non négligeable de cette croissance en raison du processus

II Premises

The French-speaking population of Ontario is both numerous and widespread. At the time of the 1961 census, over 10 per cent of the province's population, approximately 650,000 people of a total 6,236,000, were of French origin. The francophone by origin population of Ontario thus approximated or exceeded the total population of four of the provinces of Canada (Nova Scotia, New Brunswick, Newfoundland, and Prince Edward Island), and it was substantially larger than the English-speaking population of the province of Quebec (608,635). Indications are that in 1971, at the time of the subsequent census for which the results are not yet published, this figure approached three-quarters of a million.

While the francophone population has areas of concentration in the Ottawa Valley, the mid-north and the far north of the province, and in southwestern Ontario, it is present in every region of the province and represented in almost every community of any size. Of the 54 counties and districts of Ontario, 16 had populations in 1961 which were more than 10 per cent French-speaking in origin. In 10 of these, the population of French-speaking origin exceeded 20 per cent, and in three of these it exceeded 50 per cent by very substantial margins. In a further 12 counties and districts, the French-speaking by origin population exceeded five per cent. In only 11 counties was it less than three per cent, and in no county of this province was it then less than one per cent.

Ontario as a whole thus had some particularly strong and natural reasons to be actively interested in the great national debate on bilingualism which has so largely dominated Canadian public affairs throughout the past decade. Franco-Ontarians, understandably, had reasons for a special interest in this debate. Amongst these was the fact that, in 1961, French was the language used by only 425,000 Franco-Ontarians, approximately two-thirds of the total number of Ontarians who were of French-speaking origin, or some seven per cent of the province's population as opposed to the higher figure of over 10 per cent who were of French origin. While the French-speaking population of Ontario was growing steadily, it was at the same time losing a sizable proportion of this growth through the

d'assimilation. Les dirigeants franco-ontariens ont attribué ce phénomène dans une grande mesure à l'insuffisance des facilités d'accès à l'éducation en langue française dans la province.

Si l'on passe en revue le débat national sur le bilinguisme, ces dernières années, tel qu'il a été mis en évidence par les travaux de la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme ainsi que par de nombreuses études entreprises simultanément par d'autres organismes provinciaux et privés de par le Canada, par la conférence sur la Confédération de demain, la série des conférences constitutionnelles fédérales-provinciales ainsi que par d'autres conférences organisées par des organismes provinciaux ou privés, on ne peut manquer de voir distinctement dans quelle direction le Canada et l'Ontario évoluent quant à la question des droits linguistiques. Les changements qui en ont résulté n'ont pas plu à tous, mais la Commission est d'avis que les Ontariens tendent maintenant à accepter généralement le principe selon lequel les Canadiens anglophones et francophones ont le droit de poursuivre leur éducation dans leur propre langue.

Sur le plan fédéral, il s'agissait d'une des recommandations principales de la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme. Au palier des provinces, c'est ce principe qui a poussé M. Robarts, alors Premier Ministre de l'Ontario, à déclarer le 24 août 1967, l'intention de son gouvernement d'instituer des écoles secondaires de langue française dans le cadre du système scolaire public de l'Ontario. Ce principe a été affirmé sur le plan national lors de la seconde conférence constitutionnelle fédérale-provinciale tenue en février 1969, quand il a été proposé, que conformément à l'un des objectifs de la Confédération, tous les parents canadiens aient la possibilité, en toute justice, de faire instruire leurs enfants dans l'une ou dans les deux langues officielles du pays. Ce même principe fut réitéré sur le plan provincial, selon les termes de l'accord de 1969 entre l'Ontario et le Québec concernant la coopération en matière d'éducation, de culture et d'administration, chaque province s'engageant à dispenser dans la mesure du possible l'enseignement aux étudiants de la minorité francophone ou anglophone dans la langue de cette minorité. Ce principe ne devrait plus être mis en question aujourd'hui en Ontario.

La législation actuelle, qui a rendu possible la fondation en 1968, d'écoles secondaires de langue française en Ontario, est donc fondée sur le principe selon lequel les Canadiens anglophones et francophones ont le droit de poursuivre leur éducation dans leur propre langue.

processes of assimilation. Franco-Ontarian leaders attributed this in large part to the lack of equitable opportunities in the province for education in the French language.

Reviewing the course of the national debate on bilingualism during recent years, highlighted by the work of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism and by numerous parallel provincial and private studies across Canada, as well as by the Confederation of Tomorrow Conference, the series of Federal-Provincial Constitutional Conferences, and various other conferences arranged by provinces or by private organizations, one cannot fail to note clearly the direction in which Canada and Ontario have been moving in regard to the question of linguistic rights. The changes that have resulted have not pleased everyone, but it is the view of the Commission that there is now a general acceptance amongst Ontarians of the principle that English-speaking and French-speaking Canadians have a right to an education in their own tongue.

At the federal level, this was a principal recommendation of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism. At the provincial level, it was the principle that moved the then Prime Minister of Ontario, Mr. Robarts, to announce on 24 August 1967 the intention of his government to provide French-language secondary schools within the public educational system of Ontario. This principle was affirmed, nationally, at the second Federal-Provincial Constitutional Conference in February of 1969 where it was proposed that, as one of the objectives of Confederation, all Canadian parents should, as a matter of equity, be able to have their children educated in either or both of the country's official languages. It was again affirmed, provincially, in the terms of the 1969 Agreement between Ontario and Quebec regarding educational, cultural and governmental co-operation, in which each province committed itself to providing education, wherever feasible, to students of the French-speaking and English-speaking minority in the language of that minority. The principle should not be in question in Ontario today.

The existing legislation that made possible the establishment of French language secondary schools in Ontario in 1968 is thus based upon the principle that English-speaking and French-speaking Canadians have a right to receive an education in their own language. It was supported at the time by the leaders

Ce point avait alors reçu l'appui de tous les chefs de partis à la Législature et y avait été approuvé par un vote unanime. Le principe a été réaffirmé récemment par M. Nixon et M. Lewis, respectivement chefs des deux partis de l'opposition en Ontario, ainsi que le 3 mai par le Premier Ministre actuel, M. Davis, dans son exposé à la Législature sur le programme du bilinguisme du gouvernement de l'Ontario. Il est évident que si le Canada doit effectivement être un pays bilingue, voire même survivre en tant que nation, il est essentiel d'assurer le maintien de ce principe, surtout dans une province comme l'Ontario qui possède une minorité francophone importante et établie de longue date.

Bien qu'on ait pu croire que ce point avait été définitivement réglé par la politique relative aux écoles francophones énoncée en 1967 et 1968, ainsi que par les décrets adoptés à cette époque en vue de mettre cette politique en vigueur, on a enregistré quelques débats sur le rôle projeté de cette politique et sur son application dans la pratique. Il y a eu en particulier des divergences de vues quant à la mesure dans laquelle on devrait aménager des locaux distincts pour les étudiants francophones. Un examen même superficiel de la législation et du contexte des débats publics au sein desquels elle fut introduite, devrait pourtant clarifier ce point.

Le point autour duquel gravitaient les préoccupations de la plupart des Franco-Ontariens fut exposé succinctement dans le rapport de 1968 du Comité sur les écoles françaises:

La communauté francophone de l'Ontario a toujours considéré l'éducation comme l'une des forces les plus importantes, sinon la plus importante, de sa survivance en tant que groupe culturel. L'éducation dans sa langue maternelle permet au Franco-Ontarien de bénéficier des valeurs de son groupe et de son mode de vie de la même façon qu'un Ontarien anglophone dans les écoles où l'anglais est la langue d'instruction et de communication. Le Franco-Ontarien tient à préserver sa langue, ses coutumes et sa culture qui font partie intégrante de la vie canadienne, tant pour lui-même que pour ses enfants.

Ce désir naturel ne constitue pas une tentative de la part des Francophones de se retrancher derrière une muraille qui les isolerait de l'omni-présence de l'Amérique du Nord anglophone. Au contraire, le désir du Franco-Ontarien de vivre dans un milieu français est parfaitement compatible avec le désir non moins vif de contribuer pleinement au progrès culturel,

of all parties in the Legislature and received a unanimous vote of approval from the Legislature. The principle has recently been re-affirmed by the leaders of the two opposition parties in Ontario, Mr. Nixon and Mr. Lewis, and by the present Prime Minister, Mr. Davis, in his statement in the Legislature on 3 May 1971 on the bilingualism programme of the government of Ontario. It is clear that if Canada is indeed to be a bilingual country—or that perhaps even if it is to survive as a country at all—it is essential to ensure that this principle is preserved, particularly in a province which, like Ontario, has a large and long-established francophone minority.

While one might have thought that this point was unmistakably settled by the policy in regard to French language schools enunciated in 1967 and 1968, and by the legislation adopted at that time to implement this policy, there has in fact been a degree of debate about the intent and about the application in practice of this legislation. In particular, there have been some disputes about the extent to which the creation of separate facilities for French-speaking students was intended. However, even a cursory examination of the legislation and of the context of public discussion within which it was introduced should make that clear.

The central concern felt by most of Ontario's French-speaking population was succinctly put in the 1968 Report of the Committee on French Language Schools:

"The French-speaking community in Ontario has always looked upon education as one of the most important forces, if not the most important, for its survival as a cultural group. Education in his mother tongue permits the Franco-Ontarian to receive the values of his society and his way of life in the same way an English-speaking Ontarian does in schools where English is the language of instruction and communication. Both for himself and his children, the Franco-Ontarian wants to preserve his language, customs and culture as an integral part of Canadian life.

This natural desire is not an attempt to draw a curtain around or to shut out the overwhelming presence of English-speaking North America. On the contrary, the desire of the Franco-Ontarian to live in a French milieu is perfectly harmonious with the equal desire to contribute fully to the cultural, economic and technical progress

économique et technique de sa province et de son pays. C'est en fonction de ces observations que nous avons abordé la question de l'éducation en français dans la province de l'Ontario.

Cette Commission partage la conviction d'un grand nombre d'Ontariens qui pensent que l'établissement d'écoles de langue française dans lesquelles la langue de communication et d'administration est le français répond le mieux au double besoin suivant: préserver la langue, les coutumes et la culture de l'étudiant(e) francophone tout en lui permettant de contribuer pleinement dès qu'il ou elle le pourra au progrès économique de sa province et de son pays. Il était clair, d'après les remarques et les recommandations particulières du Comité sur les écoles françaises de 1968, et selon les déclarations faites alors au public par le Premier Ministre de la province et par le Ministre de l'Education et d'autres, que les décrets assurant l'établissement des écoles secondaires de langue française avaient été adoptés dans cet esprit et dans ce but précis. Quelques domaines ont pourtant donné lieu à des incertitudes et même à des conflits provenant du manque de définitions claires sur les termes et les compétences.

En particulier, le sens précis des termes "écoles françaises" et "écoles bilingues" a été l'objet d'une confusion bien compréhensible. Les écoles de langue française ne sont pas forcément et exclusivement des établissements dans lesquels toutes les matières, à l'exception de l'anglais, sont enseignées en français, mais c'est là une restriction que ceux qui s'y opposent aimeraient leur imposer. Dans une école française, plusieurs cours, ceux de langue anglaise mis à part, peuvent être dispensés en anglais. C'est à la collectivité francophone que cette école dessert qu'il appartient de choisir la langue d'instruction de chaque cours, un tel choix devant être introduit par l'intermédiaire du conseil et du personnel enseignant. Chaque secteur et chaque école doit prendre une décision à cet effet en fonction de ses besoins propres. Dans une collectivité francophone, l'élément vital d'une école française est que la langue de communication et de l'administration soit le français et qu'il y règne par conséquent une ambiance nettement française. Pourvu que l'on s'en tienne à ce principe, il est alors possible de permettre l'enseignement en anglais de certaines matières sans faire perdre à l'école son caractère d'établissement francophone.

of his province and of his country. It is with these considerations in mind that we have approached the question of French language education in Ontario."

This Commission shares the belief, which is widely held by Franco-Ontarians, that the establishment of French language schools in which the language of both communication and administration is French best meets this two-fold need: to preserve the language, customs and culture of the francophone student, while enabling him or her to contribute fully in due course to the cultural life and economic progress of his province and country. The specific remarks and recommendations of the 1968 Committee on French Language Schools, as well as the public comments made at that time by the Prime Minister of the province and also by the Minister of Education and others, make clear that this was the spirit and intent of the legislation providing for French language secondary schools. There have, however, been areas of uncertainty and even of conflict arising from a lack of clear definitions of terms and of authority.

There has, in particular, been understandable confusion over the precise definition of such terms as "French language schools" and "bilingual schools". French language schools are not necessarily and only those in which all subjects, except English, are taught in French which is the restrictive definition that some of their opponents would like to impose upon them. A variety of subjects, in addition to English, may be taught in English in a French language school. The decision in regard to the language of instruction in various courses in a French language school must properly rest with the French language community that it serves, working with and through the board and teaching staff. Each area and each school must decide for itself what its needs are in this regard. For the French-speaking community, the key element in a French language school is that the language of communication and of administration, and hence the total ambiance of the school, should be French. Provided that this is the case, a variety of specific subjects could be taught in English without the school ceasing to be a French language school.

Dans un esprit assez semblable, l'appellation "école bilingue" est aussi l'objet de malentendus. En particulier, l'emploi fréquent de ces termes pour définir des écoles essentiellement anglophones dans lesquelles des élèves francophones peuvent suivre certains cours en français a provoqué de la confusion et de l'inquiétude. De telles écoles sont en fait moins bilingues que les écoles françaises qui offrent certaines matières en anglais. Le seul fait qu'un même établissement scolaire abrite des élèves francophones et des élèves anglophones ne permet pas d'attribuer à l'école le qualificatif "bilingue". L'enseignement et l'apprentissage d'une langue seconde est un sujet extrêmement complexe. Quiconque pense qu'il suffit de réunir des élèves francophones et des élèves anglophones sous un même toit en espérant que chaque groupe linguistique apprendra ainsi la langue de l'autre groupe commet l'erreur d'un raisonnement simpliste. Les faits semblent indiquer au contraire qu'en agissant ainsi on obtient, au moins dans certaines circonstances, un résultat tout à fait opposé. Comme la plupart des étudiants francophones de l'Ontario sont habituellement déjà bilingues en raison de circonstances existant en dehors de la salle de classe, tandis que la plupart des étudiants anglophones ne le sont pas il arrive presque toujours que dans ces écoles "mixtes" l'anglais devient bientôt la langue de communication et de l'administration. Le climat général est alors anglais. Dans la majorité des cas, l'école "mixte" ou "bilingue" est alors un facteur qui conduit inévitablement à l'assimilation des élèves francophones.

Par contraste, l'école française se présente alors comme un milieu dans lequel les élèves francophones ont davantage de chances d'apprendre à connaître, à raffermir et à développer leur culture et leur patrimoine. C'est précisément ce dont ils ont besoin pour conserver leur identité dans cette province où l'anglais est la langue de la grande majorité de la population. Il est en effet très important que tous les élèves, francophones et anglophones, aient une chance de se pénétrer des fondements de leur langue et de leur culture respective pendant les premières années de leur formation. S'il en est ainsi, le processus des rapports mutuels avec ceux qui appartiennent à l'autre langue et l'autre culture pourra se dérouler de manière plus naturelle et plus fructueuse, pendant leurs jeunes années et plus tard.

Compte tenu de ces considérations, la Commission est d'avis que le désir de devenir bilingues qu'expriment sincèrement de nombreux parents et élèves anglophones ne doit pas donner voie à des arrangements scolaires

In somewhat the same vein, there are misconceptions surrounding the term "bilingual school". In particular, the frequent use of this term to describe essentially English language schools that have a number of francophone students taking some courses in the French language has caused both concern and confusion. Such schools are, in practice, less "bilingual" than French language schools which offer some courses of instruction in English. The simple fact that English-speaking and French-speaking students may be attending the same school building does not make that school bilingual. The teaching and learning of a second language is a highly complex matter and it is a gross over-simplification to assume that all one has to do is to put anglophone and francophone students under the same school roof and they will then each learn the other's language. On the contrary, there is some evidence that doing this may, in at least some circumstances, have exactly the opposite result. As most francophone students in Ontario are usually bilingual already because of circumstances outside the classroom, whereas most anglophone students are not, what nearly always happens in such mixed schools is that the language of communication and administration, and thus the overall atmosphere, proves to be English. Much more often than not, the mixed or so-called "bilingual school" is a one-way street to assimilation for the French-speaking student.

By contrast, the French language school provides a setting within which francophone students will have a better opportunity to come to know and to understand and to strengthen and develop their own culture and heritage. This is essential if they are to maintain their identity in a province where the language of the vast majority is English. It is indeed important for all students, both English-speaking and French-speaking, that they should, during their formative school years, be given an opportunity to root themselves securely in their own language and culture. If this is the case, the processes of interaction with those of the other language and culture will proceed more naturally and more fruitfully both then and at a later date.

With these considerations in mind, it is the Commission's view that the very genuine desire of many anglophone parents and students to become bilingual must not result in school arrangements that deny to francophone students the opportunity of an education

dans lesquels les élèves francophones risquent de perdre leur chance de poursuivre des études dans leur propre langue et leur propre culture. C'est là l'objet précis de la fondation des écoles françaises, et l'on ne doit pas manquer d'insister sur ce point. De telles écoles ne sont pas destinées à permettre aux élèves anglophones de devenir commodément bilingues. Toute tentative en ce sens, quelle qu'en soit les bonnes intentions, risquerait, tout au moins en ces débuts de leur existence de détruire la vraie raison d'être de ces écoles. On devra alors prendre d'autres mesures appropriées afin de satisfaire aux besoins des rangs toujours croissants d'élèves anglophones désireux d'apprendre à parler couramment le français.

Nous ne voulons pourtant pas donner l'impression que l'intention d'instituer des écoles de langue française est ou a jamais été dictée par le désir de créer une situation qui restreindrait chez leurs élèves les possibilités d'apprendre l'anglais. Presque tous les enseignants et dirigeants franco-ontariens admettent qu'une connaissance complémentaire suffisante de l'anglais est essentielle à un sujet francophone s'il aspire à prendre une part active dans les affaires de la province, du Canada et effectivement de l'Amérique du Nord. Le but que se proposent les écoles françaises est donc d'offrir aux élèves francophones de l'Ontario la possibilité de suivre leurs cours dans leur propre langue tout en recevant de solides notions d'anglais, de façon à pouvoir vivre et travailler sans problème dans une province à prédominance anglophone, mais sans toutefois perdre leur identité et leur culture.

La Commission reconnaît, tout comme le faisait la législation provinciale de 1968, que l'établissement d'écoles françaises n'est ni possible ni désirable partout en Ontario où il y a un groupe francophone en raison d'un nombre insuffisant de candidats à ces écoles dans certains endroits. Dans certains secteurs, on ne peut offrir plus qu'un pavillon ou qu'une classe d'une école. La Commission est cependant convaincue qu'il est possible d'avoir une école française là où le nombre d'élèves d'expression française est suffisant et où la collectivité francophone en cause le souhaite. De la même façon, faute d'une école, les élèves francophones devraient alors être réunis dans un pavillon ou une aile d'une école, ou à défaut de pavillon, dans une classe où l'enseignement se dispense en français, à condition toutefois que leur nombre justifie un tel arrangement et que tel soit le désir de la collectivité franco-ontarienne en question.

within their own language and culture. The purpose of establishing French language schools, it must be stressed, is to provide French-speaking students with a means to know and to develop their own language and culture. Such schools are not intended to provide a convenient means for anglophones to become bilingual and attempts, however well-meaning, to make them serve this end, may, at least at this stage in the brief history of these schools, destroy their essential purpose. Appropriate arrangements, but of another sort, must be made to meet the needs of the large and growing numbers of English-speaking students who want to become fluent in the French language.

There should, however, be no impression that the intention behind French language schools has been or is now to create conditions that would limit or restrict the opportunities of their students to learn English. Franco-Ontarian educators and leaders recognize that a complementary and adequate knowledge of English is essential if the French-speaking person is to participate fully in the life of Ontario, of Canada, and, indeed, of North America. The objective of the French language schools is to provide a process whereby French-speaking students in Ontario will be taught in their own language and, at the same time, be equipped with a knowledge of English and the capacity to live and work in a predominantly anglophone province without abandoning their identity and culture.

The Commission recognizes, as did the provincial legislation of 1968, that the establishment of French language schools is not possible, or desirable, in all the areas of Ontario with a francophone population because of the lack of the numbers of students required for such a school. In some areas, wings of schools, or classes are all that can appropriately be provided. The Commission believes, however, that where a sufficient number of students can be assembled then a French language school must be provided, if it is the wish of the French-speaking community concerned. Similarly, failing a school, then the French-speaking students should be in a French language wing of the school, and failing a wing, then they should be in a French language class, provided that their numbers justify such arrangements and that it is the wish of the Franco-Ontarian community concerned.

Avant de passer à des recommandations précises, la Commission tient à insister sur le fait que ce rapport, même s'il concerne l'enseignement secondaire en français pour les élèves francophones, est néanmoins fondé sur des prémisses dont la validité est réciproque aux deux groupes linguistiques. En principe, la Commission considère que les segments anglophones et francophones de la population de la province doivent jouir des mêmes droits et possibilités quant à l'enseignement. En Ontario, la communauté francophone est minoritaire, et c'est pour cette raison que l'on doit accorder une plus grande attention à ses droits. Ceci est d'autant plus juste dans la situation actuelle, alors que la définition précise des droits en question n'en est encore qu'au stade de l'élaboration. Il n'en demeure pas moins que les principes sur lesquels repose une telle protection servent les intérêts de la minorité comme ceux de la majorité. En outre, on ne doit pas perdre de vue que c'est par contre la collectivité anglophone qui est minoritaire dans certaines localités de l'Ontario.

Par ses recommandations, la Commission cherche à établir, au moyen de changements dans la législation et les pratiques actuelles et par des modifications dans les structures à chacun des paliers ministériels, régionaux et locaux, un nouveau cadre à l'intérieur duquel la minorité linguistique officielle dans chaque secteur desservi par un conseil scolaire régional sera mieux servie et ses droits plus efficacement protégés. Il est préférable de considérer les recommandations du rapport comme un tout intégré, chacune complétant et appuyant les autres.

A titre de dernière prémisse, la Commission désire faire état du fait que des progrès énormes ont été réalisés dans les six dernières années en vue de donner à la population francophone de l'Ontario une égalité plus complète dans les possibilités d'accès à l'éducation. La hausse sans précédent du nombre d'inscriptions dans les écoles secondaires françaises témoigne de ce fait. De 8,739 en 1966-67, ce chiffre a en effet plus que triplé pour atteindre un total de 28,000 élèves francophones inscrits dans les écoles secondaires

Before turning to its specific recommendations, the Commission would like to stress that although this report concerns French language secondary education for French-speaking students, the basic premises upon which it is based are reciprocal. It is, indeed, central to the Commission's argument that the educational rights and opportunities extended to the English-speaking and French-speaking populations of the province must be the same. Within Ontario, the French-speaking community is in the minority and, for this reason, more attention has to be paid to the protection of its rights. This is all the more the case in the present situation in which a clear understanding of these rights is only now in the process of definition. Nonetheless, the principles which lie behind such a protection serve alike both the minority and the majority. Furthermore, it must be borne in mind that in a number of the communities of Ontario it is the English-speaking population that is the minority.

The Commission's recommendations seek, through changes in the present legislation and practices, and also through changes in educational structures at each of the departmental, regional and local levels to establish a new framework within which the official language minority in each divisional school board area will be better served and its rights more fully protected. The recommendations can best be viewed as an integrated whole, each of them supporting and relating to the other recommendations of the report.

As its final premise, the Commission wishes to note the fact that there have been tremendous strides in the last half dozen years towards a fuller equality of educational opportunity for the French-speaking population of Ontario. This is reflected in the unprecedented rise in the enrolment in French language public secondary schools. This enrolment, which stood at 8,739 in 1966-1967, had increased more than threefold to a total of over 28,000 students in the French language secondary schools in 1971-1972.

pour l'année 1971-72. Le système scolaire de l'Ontario compte aujourd'hui 115,000 élèves dans les classes de langue française à l'élémentaire et au secondaire. On trouvera dans ce rapport et ses annexes d'autres indications de la croissance et de la vitalité de la langue française dans le système scolaire de la province, et la Commission tient à adresser ses louanges aux nombreuses personnes, anglophones et francophones, qui ont contribué à ces réalisations importantes.

Malgré les progrès accomplis, des lacunes et des difficultés se sont révélées et quelques problèmes ont surgi, autant de points qui font ressortir la nécessité d'une révision de la législation actuelle et des pratiques courantes adoptées en Ontario dans l'enseignement secondaire en français.

Today, there are over 115,000 French-speaking students in the Ontario school system at the elementary and secondary levels. Other indications of the growth and vitality of the French language aspect of the province's educational system are given elsewhere in the report and appendices, and the Commission would like to commend the many people, both anglophone and francophone, who have contributed to these significant developments.

Despite this progress, shortcomings and difficulties have become apparent, and problems have arisen, which make clear the necessity for a review of the existing legislative provisions and current practices regarding French language secondary education in Ontario.

III Comités de langue française

1 Le principe

Nous avons exposé au chapitre précédent les principes fondamentaux dont s'inspirent les recommandations de la Commission. Ce qui a guidé la Commission, c'est la conviction que la protection et les possibilités d'épanouissement accordées aux deux langues officielles du Canada dans le domaine de l'éducation doivent être précisées plus nettement si l'on veut assurer le respect des besoins et des aspirations des minorités francophone et anglophone. Pour atteindre ce but en Ontario, la Commission estime que la minorité francophone ou anglophone dans chaque conseil scolaire régional doit avoir davantage voix au chapitre de l'enseignement qu'à l'heure actuelle. Qu'il s'agisse de l'une ou l'autre minorité linguistique, le principe est le même et la loi doit s'appliquer de manière uniforme.

Les propositions que la Commission désire faire à propos du rôle des comités de langue française revêtent la forme de recommandations visant à modifier la VIII^e partie de la Loi sur les écoles secondaires et conseils scolaires. Après chaque recommandation particulière, un renvoi est fait à l'article pertinent de la loi actuelle, le cas échéant.

Selon la Commission, la disposition contenue dans cette Loi, en 1968, visant à créer des comités de langue française a constitué une étape très importante dans la voie de l'égalité de traitement et des possibilités pour les élèves francophones et anglophones de notre province. On se rappellera que la loi stipulait dans chaque région la création d'un comité spécial désigné sous le nom de comité de langue française dans les conditions suivantes:

- a** lorsqu'au moins dix contribuables francophones d'une région scolaire demandaient par écrit au conseil régional que leurs enfants reçoivent l'enseignement en français; ou
- b** lorsque le conseil introduisait ou se proposait d'introduire un programme d'enseignement en français; ou
- c** lorsque le conseil élargissait un programme de langue française déjà sur pied (article 114 (1).)

Le but de ce comité était de faire connaître le point de vue de la communauté franco-ontarienne au conseil scolaire local ou régional, de lui prêter son concours et de lui fournir ses conseils à propos des programmes destinés à répondre aux besoins éducatifs et culturels

III French Language Committee

1 The Concept

In the preceding chapter, the basic premises that stand behind the Commission's recommendations were outlined. Fundamental to the Commission's approach is the belief that the protection and the opportunities for growth afforded the two official languages of Canada in the field of education must be much more carefully delineated in order to ensure that the needs and desires of both the French-speaking and English-speaking minorities are respected. In order to achieve this aim in Ontario, the Commission believes that the official language minority in each divisional school board area must be given a greater direct say than is now often the case in the education it receives. Whether that minority is English-speaking or French-speaking, the principle is the same, and the law should apply to both.

Many of the proposals the Commission wishes to make concerning the rôle of the French Language Committees are in the form of recommendations for amendments to part VIII of *The Secondary Schools and Boards of Education Act*. Following each specific recommendation, reference is made to the relevant section of the present Act, where applicable.

In the view of the Commission, the provision made in this Act, in 1968, for French Language Committees was a most important step forward towards ensuring equality of treatment and opportunity for francophone and anglophone students in this province. It may be recalled that the Act provided for a special committee, named the French Language Committee, to be established within each divisional area under the following conditions:

- a** if ten or more French-speaking ratepayers of a school division applied in writing to the divisional board for French language instruction for their children; or
- b** if the board introduced or planned to introduce a programme of French language instruction; or
- c** if the board extended an existing French language programme, (Section 114 (1).)

The purpose of this committee was to be to represent the views of the Franco-Ontarian community to the local or divisional board of education, and to assist and advise the board in regard to programmes designed to meet the educational and cultural needs of its French-

des élèves francophones. Le comité devait se composer de sept membres, dont quatre élus par les contribuables de langue française de la région et trois nommés par le conseil. Le Comité Bériault considérait à juste titre que l'idée des comités de langue française représentait la pierre angulaire des changements législatifs qu'il recommandait.

Cependant, comme le faisait également remarquer le Comité Bériault, l'harmonie des rapports entre le comité de langue française et les conseils serait essentielle à la réalisation de son rôle. Un grand nombre, peut-être la plupart, des comités de langue française ont réussi à établir de bons rapports de travail avec leur conseil et à contribuer au programme d'enseignement en français dans leur territoire, mais certains ont moins bien réussi. Inévitablement, des problèmes et des tensions ont surgi dans plusieurs parties de la province au moment de mettre sur pied les écoles et les classes de langue française prévues dans la loi de 1968. Dans un certain nombre de territoires, le conseil scolaire et le comité ont été divisés par de graves divergences d'opinion qui ont clairement fait ressortir la combinaison complexe de difficultés et de sentiments susceptibles d'entrer en jeu. Bien souvent, de telles divergences créent des malentendus, engendrent la mauvaise volonté et entravent les projets du conseil scolaire et la mise sur pied de programmes efficaces destinés aux élèves francophones.

La Commission a étudié, avec soin et dans ses moindres détails, le rôle joué par les comités de langue française depuis que la Loi a stipulé leur création en 1968. En dépit des difficultés que certains de ces comités ont rencontrées, la Commission en a conclu que l'existence de ces comités, créés expressément dans le but de guider leur conseil scolaire sur les besoins de la communauté francophone, est le meilleur moyen d'assurer les droits linguistiques de la minorité de langue française dans le domaine de l'éducation à l'échelon local. Cependant, même si le principe fondamental du comité de langue française est valable, il importe de prendre des mesures pour préciser et renforcer son rôle.

De telles mesures n'ont pas tant pour but d'empiéter sur l'autonomie du conseil scolaire que d'assurer qu'il ne néglige pas ou ne prenne pas trop à la légère le point de vue de son comité de langue française. La Commission souhaite, en fait, affirmer sa conviction en la valeur et en l'importance du principe d'autonomie

speaking pupils. The committee was to be composed of seven members, four of whom would be elected by the French-speaking ratepayers of the division and three of whom would be appointed by the board. The Bériault Committee rightly regarded the concept of the French Language Committee as the cornerstone in the legislative changes that it proposed.

However, as the Bériault Committee also noted, a sound working relationship between the French Language Committee, on the one hand, and the board that it was to advise, on the other, would be basic to a successful fulfilment of its potential role. While many, perhaps most, of the French Language Committees have indeed been successful in establishing a good working relationship with their board, and in contributing to the French language education programme in their jurisdiction, some have been rather less successful in doing so. Inevitably, there have been problems and tensions in several parts of the province as arrangements were being made to establish the French language schools and classes which were provided for in the 1968 legislation. In a number of jurisdictions there have been serious differences of opinion between the school board and the committee, which have illustrated clearly the complex mixture of difficulties and of emotions that may be encountered. Such differences often, in themselves, engender further misunderstanding and ill will, while impeding both the general work of the school board and the establishment of effective programmes to serve francophone students.

The Commission has reviewed, with care and in considerable detail, the role that has been played by the French Language Committees since provision was made for their creation in 1968. Despite the difficulties that some of these committees have encountered, it is the Commission's conclusion that the existence of such committees, created expressly for the purpose of advising their school boards upon the needs of the francophone community, is at present the best way to ensure the linguistic rights of the French-speaking minority in the field of education at the local level. However, while the basic concept of the French Language Committee is sound, action must be taken to clarify and to strengthen its role.

Such action will not so much impinge upon the autonomy of the school board, as ensure that it does not neglect or lightly over-ride the views of its French Language Committee. The Commission wishes, in fact, to affirm its belief in the value and importance of the

locale en matière d'éducation. Cependant, elle souligne que ce principe doit être concilié d'une façon acceptable avec la responsabilité de la province de veiller à ce que la minorité francophone ou anglophone bénéficie d'un traitement juste et équitable et à ce qu'aucun conseil ne prenne des mesures injustes et arbitraires à l'encontre des besoins et des désirs de cette minorité.

C'est pourquoi la Commission propose des mesures en vue de préciser et de renforcer le rôle du comité de langue française et, en outre, au chapitre IV, recommande un système d'appel visant à fournir à la minorité les moyens d'obtenir gain de cause.

Recommandation n° 1

La Commission recommande de maintenir les dispositions législatives touchant le comité de langue française établies à l'article 112 (b) et à l'article 114 (1) de la Loi actuelle mais de préciser et de renforcer les fonctions de ce comité.

La Commission souligne que dans les territoires de la province où le conseil scolaire est surtout composé de Francophones, la minorité anglophone devrait avoir le droit de demander de la même façon la création d'un comité de langue anglaise doté d'attributions analogues à celles d'un comité de langue française. Le chapitre IV expose la manière de résoudre les cas où des divergences d'opinion surgissent à propos de la création par le conseil d'un comité de langue anglaise ou d'un comité de langue française.

2 Composition et élection

La Commission estime que des modifications s'imposent dans la composition et le mode d'élection des comités de langue française pour leur permettre de remplir leurs responsabilités. Elle recommande que le nombre des membres de comité élus par les contribuables francophones soit porté de quatre à six. Comme le comité comprend trois membres nommés par le conseil, le comité de langue française comprendrait neuf membres en tout.

Recommandation n° 2

La Commission recommande que le comité de langue française se compose de:

- a** *trois membres nommés par le conseil;*
- b** *six contribuables francophones devant être élus selon le mode proposé ci-dessous, (article 114.)*

principle of local autonomy in education. It notes, however, that this principle must be reconciled in reasonable ways with the responsibility of the province to ensure that fair and equitable treatment is given to the official language minority and that no board acts in an unjust and arbitrary manner against the needs and wishes of this minority.

For this reason, the Commission proposes measures to clarify and strengthen the role of the French Language Committee and, further, in Chapter IV, proposes a system of appeal to provide the minority with a means of seeking redress.

Recommendation 1

The Commission recommends that the legislative provisions for the French Language Committee be retained as set out in section 112 (b) and section 114 (1) of the present Act, but that the functions of this committee should be clarified and strengthened.

The Commission notes that in those educational jurisdictions of the province where the school board is preponderantly French-speaking, the English-speaking minority should have the right to request the establishment of an English Language Committee in the same way as, and with parallel responsibilities to, those of a French Language Committee. Where a difference of opinion arises over whether a board should provide for the establishment of an English Language Committee or a French Language Committee a means for resolving such questions is set out in Chapter IV.

2 Composition and Election

The Commission believes that there should be changes in both the composition and the mode of election of the French Language Committee to better enable it to fulfil its responsibilities. It proposes that the number of members elected to the committee by francophone ratepayers be increased from four to six. With the three members appointed to the committee by the board, the total membership of the French Language Committee would then be nine.

Recommendation 2

The Commission recommends that the French Language Committee be composed of:

- a** *three members appointed by the board;*
- b** *six French-speaking ratepayers to be elected in a manner proposed below. (Section 114.)*

La Commission stipule que les six contribuables francophones candidats au comité de langue française doivent être élus en même temps et de la même façon que les membres du conseil scolaire, au lieu d'être élus au cours d'une réunion de contribuables francophones intéressés à cette question, comme c'est le cas maintenant. Les mises en candidature des futurs membres du comité auraient lieu avant l'élection, de la même manière et en même temps que pour les candidats au conseil. Cependant, leur mise en candidature émanerait des contribuables ayant le droit de participer à l'élection du comité. Les candidats qui se présentent à l'élection du comité devraient signer une déclaration indiquant qu'ils sont des contribuables francophones dans le territoire desservi par le conseil. Des bulletins de vote spéciaux pour l'élection au comité seraient publiés et mis à la disposition des électeurs dans tous les bureaux de vote, en même temps que la publication et la distribution des bulletins de vote pour les élections au conseil. Les contribuables francophones et les parents de tous autres élèves fréquentant les écoles, les pavillons ou les classes de langue française auraient le droit d'élire les membres du comité en plus de participer à l'élection des membres du conseil. Les personnes désireuses de participer à l'élection du comité seraient priées de signer ou de faire une déclaration selon laquelle ils sont des contribuables francophones ou les parents d'élèves fréquentant une école, un pavillon ou une classe de langue française. Les formules diverses qui seraient utilisées pour la mise en candidature et l'élection du comité devraient être bilingues. Le ministère de l'Éducation devrait préparer des modèles de ces formules et les envoyer aux conseils qui organiseront les élections des comités de langue française.

Il importe que le comité assure une représentation adéquate des électeurs et c'est pourquoi sa composition doit refléter, dans la mesure du possible, à la fois du point de vue géographique et du point de vue démographique toutes les régions desservies par le conseil régional. Avant la première élection, conformément aux nouvelles dispositions proposées, les comités actuels de langue française devraient notamment proposer les limites territoriales des circonscriptions qui relèvent de la compétence du conseil afin d'assurer la représentation équitable de tous les contribuables francophones au sein du nouveau comité.

La Commission estime que l'élection directe des membres du comité de langue française confèrera à ce dernier un caractère plus représentatif, en fera un

The Commission proposes that the six French-speaking ratepayers on the French Language Committee should be elected at the same time, and in much the same way, as members of the school board are elected, rather than being elected at a meeting of interested francophone ratepayers as is now the case. Candidates for the committee would be nominated prior to the election in the same way, and at the same time, as candidates for the board. However, their nomination would be made by ratepayers who had a right to participate in the voting for the committee. Candidates standing for election to the committee would be asked to sign a declaration stating that they were francophone ratepayers of the area served by the board. Special ballots for the election to the committee would be prepared and made available at all polling booths, in conjunction with the preparation and distribution of the ballots for the elections to the board. French-speaking ratepayers and the parents of any other students attending French language schools, wings, or classes would have the right to vote upon the membership of the committee, in addition to participating in the election of board members. Persons wishing to participate in the voting for the committee would be asked to sign or to make a declaration that they were francophone ratepayers or the parents of students attending a French language school, wing, or class. The various forms to be used in nominating and electing the committee should be bilingual. The Department of Education should prepare models for these forms and send them to those boards that will be conducting elections for French Language Committees.

It is important that the committee be fairly representative and, for this reason, its membership should reflect as far as possible, in terms both of geography and of population distribution, all areas served by the divisional board. Prior to the first election under the proposed new arrangements, one of the tasks of the existing French Language Committees would be to propose boundaries for wards within the board's jurisdiction to ensure that all French-speaking ratepayers would be fairly represented on the new committee.

The Commission believes that the direct election of the French Language Committee will make it more

organe mieux connu et plus efficace et lui confèrera aussi une plus grande autorité morale dans ses rapports avec le conseil.

Recommandation n° 3

La Commission recommande que les six membres francophones du comité de langue française soient élus par les contribuables francophones et les parents d'élèves qui fréquentent les écoles, les pavillons ou les classes de langue française en même temps que les membres du conseil régional et que leur mandat expire en même temps.

Recommandation n° 4

La Commission recommande que le ministère de l'Éducation prépare les modèles de formules bilingues qui serviront à la mise en candidature et à l'élection des membres des comités de langue française et qu'il les envoie à tous les conseils qui tiendront des élections pour les comités de langue française.

Recommandation n° 5

La Commission recommande que les comités de langue française actuels préparent, pour l'approbation du conseil, des propositions en vue de tracer les limites territoriales des circonscriptions électorales au sein de chaque conseil régional pour l'élection des nouveaux comités de langue française. Lorsqu'aucun comité de langue française n'existe et qu'une élection doit avoir lieu, le conseil doit tracer lui-même ces limites. Dans les deux cas, les limites de ces circonscriptions électorales doivent être susceptibles d'appel devant la Commission des droits linguistiques dont la création est proposée au chapitre IV du présent rapport.

Bien que la plupart des conseils qui sont appelés à avoir des programmes de langue française dans un proche avenir aient déjà des comités de langue française, la Commission estime qu'en cas de demande de création d'un comité de langue française entre deux élections de conseil, les procédures actuelles exposées aux articles 114 et 115 de la VIII^e partie doivent normalement s'appliquer. Cependant, si la demande de création du comité est faite dans les trois mois de l'élection du conseil, la Commission suggère que la création du comité soit reportée jusqu'à l'élection du conseil pour que le comité de langue française puisse être élu dans les mêmes conditions.

Recommandation n° 6

Si un comité de langue française doit être créé entre deux élections de conseil, la Commission recommande de suivre la méthode actuelle (telle quelle est exposée dans

representative, better known, and more effective, and that it will give to it a greater moral authority in its relationship with the board.

Recommendation 3

The Commission recommends that the six French-speaking members of the French Language Committee be elected by the French-speaking ratepayers and parents of students attending French language schools, wings, or classes at the same time as the divisional board and to serve for the same time period.

Recommendation 4

The Commission recommends that the Department of Education prepare the necessary model bilingual forms to be used for the nomination and election of the French Language Committees, and forward them to all boards holding elections for French Language Committees.

Recommendation 5

The Commission recommends that the existing French Language Committees prepare, for the approval of their boards, proposals for the electoral boundaries within each divisional board for the election of the new French Language Committees. Where no French Language Committee exists and an election is to be held, the board should itself prepare such boundaries. In either case, the boundaries of these electoral districts should be subject to appeal to the Linguistic Rights Commission which is proposed in Chapter IV of this report.

Although most board jurisdictions that are likely in the near future to have French language programmes do now have French Language Committees, the Commission believes that in the circumstance that the establishment of a French Language Committee is requested between board elections, the present procedures as set out in sections 114 and 115 of part VIII of *The Secondary Schools and Boards of Education Act* should normally apply. If, however, the request to establish the committee comes within three months of the board election, the Commission suggests that creation of the committee should be deferred until the election, in order that the French Language Committee could then be elected in the same way as the board.

Recommendation 6

The Commission recommends that where a French Language Committee is to be established between board elections, the present method for doing so, as set

la VIII^e partie de la Loi sur les écoles secondaires et les conseils scolaires), à moins que la demande de création du comité ne soit faite dans les trois mois de la date d'une élection au conseil; dans ce cas, la création du comité doit être reportée jusqu'à cette élection pour que les membres du comité de langue française puissent être élus de la manière proposée aux recommandations nos 3, 4 et 5.

3 Attributions

Pour obtenir le maximum d'efficacité, il faut que les rapports entre le comité de langue française et le conseil soient extrêmement étroits et marqués par la confiance et la collaboration mutuelles. Le conseil ne doit pas simplement tolérer le comité mais l'accepter comme le porte-parole des contribuables francophones qui l'ont élu. Dans cet esprit, la Commission estime que la loi stipulant la création de comités de langue française ne doit pas seulement préciser le rôle que le comité doit jouer mais qu'elle doit en outre fixer les attributions du conseil vis-à-vis du comité.

La Commission estime que le conseil doit consulter le comité à propos de toutes les questions qui touchent à la création, au programme et à l'administration des écoles, des pavillons ou des classes de langue française avant de prendre des décisions définitives touchant ces questions. D'autre part, comme le comité doit avoir pour tâche de guider le conseil sur les besoins éducatifs et culturels des élèves francophones, il doit être prêt à préconiser des recommandations de politique générale au conseil à propos de toutes les questions qui touchent ces besoins.

L'une des décisions fondamentales consiste à déterminer le moment à partir duquel il y a suffisamment d'élèves pour créer une école secondaire ou un pavillon de langue française dans une région donnée. Selon la Commission, l'article 113 (1) qui confère au conseil le pouvoir de créer une école secondaire, un pavillon ou une classe de langue française doit demeurer en vigueur. La Commission estime en outre que le paragraphe (2) de l'article 113 doit demeurer en vigueur sous sa forme actuelle en ce qui concerne la création des classes de langue française. Cependant, la Commission est d'avis que le rôle du comité de langue française quant à la création d'une école secondaire ou d'un pavillon de langue française doit être précisé et renforcé.

out in part VIII of The Secondary Schools and Boards of Education Act, be followed unless the request to establish the committee comes within three months of the date of a board election in which case the establishment of the committee should be deferred until that election in order that the members of the French Language Committee may then be elected in the manner proposed in Recommendations 3, 4 and 5 of the Commission.

3 Responsibilities

To be fully effective, the relationship between the French Language Committee and the board must be an extremely close one, characterized by mutual trust and co-operation. The board must not simply tolerate the committee but accept it as the spokesman for the views of the French-speaking ratepayers who elect it. With these considerations in mind, the Commission is of the opinion that the legislation providing for French Language Committees must not only identify the role the committee is to play but that it must, in addition, set out the board's responsibilities towards the committee.

The Commission believes that the board must consult with the committee on all matters affecting the establishment, programme, and administration of French language schools, wings, or classes before any final decisions regarding such matters are taken. In turn, since the committee's responsibility should be to advise the board on the educational and cultural needs of the French-speaking students, it should be prepared to develop policy recommendations for the board on all matters affecting these needs.

One of the key decisions to be made is when there are sufficient numbers of students to establish a French language secondary school or wing in a given area. It is the Commission's view that section 113 (1) of the Act, which provides the legal authorization for a board to take the initiative of creating a French language secondary school, wing, or class should remain. The Commission further believes that subsection (2) of section 113 of the Act should remain as it is with respect to the provision of French language classes. The Commission is of the opinion, however, that the role of the French Language Committee with respect to providing for a French language secondary school or wing in a school should be clarified and strengthened.

Il n'y a pas de formule magique sur laquelle on puisse se baser pour stimuler la construction d'office d'une école ou d'un pavillon dès qu'on aurait atteint un nombre déterminé d'élèves appartenant à la minorité d'une des langues officielles. En vérité, toute formule arbitraire ou simpliste visant à atteindre ces objectifs pourrait fort bien aller à l'encontre des intérêts des minorités en matière d'enseignement. Les situations et les facteurs qui entrent en jeu dans les divers conseils diffèrent beaucoup d'une région à l'autre et varient beaucoup trop pour que l'on puisse régler la question en fixant des chiffres uniformes. Comme alternative, la Commission est convaincue qu'un comité de langue française possédant tous les renseignements sera normalement en mesure de présenter au conseil une recommandation valable sur cette question. Le conseil doit normalement être en mesure d'accepter une telle recommandation et de la mettre en pratique. C'est pourquoi la Commission estime qu'il importe de définir plus clairement le rôle du comité de langue française dans la détermination des circonstances dans lesquelles le conseil doit créer une école secondaire ou un pavillon. La participation totale du comité ne doit pas se borner à cette question. Citons à titre d'exemple d'autres aspects importants de la tâche du conseil: la ligne de conduite touchant le transport des élèves, les limites territoriales d'une région desservie par une école et les programmes de dépenses en immobilisations.

Pour aider le comité à s'acquitter de ces responsabilités, la Commission recommande que le président du comité de langue française ou un membre du comité choisi par lui ait le droit d'assister et de s'adresser à toutes les réunions du conseil ainsi qu'aux réunions des comités permanents et spéciaux créés par le conseil. En outre, tous les membres du comité doivent recevoir un exemplaire de toutes les convocations, tous les ordres du jour, documents et procès-verbaux du conseil et de ses autres comités. Le comité de langue française doit à son tour remettre à chaque membre du conseil tous les textes qui se rapportent à ses réunions. La Commission estime également que le comité doit être constamment à l'ordre du jour de toutes les réunions ordinaires du conseil et qu'il doit avoir le pouvoir de créer les comités ad hoc qu'il juge nécessaire.

Enfin, la Commission estime que le comité doit tenir au moins une fois par an une réunion publique d'information pour mettre les contribuables au courant de la tâche qu'il a accomplie au cours de l'année.

There are no magic figures that can be inserted into the legislation to ensure that such a school or wing is automatically built when such and such a total is reached of students of the minority official language. Indeed, any arbitrary or simplistic formulae for these purposes might well work against the educational interests of the minorities. The situations and considerations in the various board areas are very different from one region to another and vary much too widely for any uniform figures to be set for these purposes. As an alternative, the Commission is convinced that a French Language Committee which has all the facts at its disposal will normally be able to make a sound recommendation on this matter to the board when it arises and that the board should, normally, be able to accept and work with such a recommendation. For this reason, the Commission believes that the French Language Committee's role in setting out the conditions when the board shall establish a secondary school or wing should be more clearly recognized. The development of the board's transportation policy, school boundaries policy, and capital expenditure programme are other examples of important aspects of the board's work in which the committee must be fully involved.

To assist the committee in fulfilling these responsibilities, the Commission is proposing that the Chairman of the French Language Committee, or someone designated by him from among the committee members, have the right to attend and to speak at all meetings of the board as well as at meetings of all standing and special committees created by the board. In addition, all the members of the committee should receive copies of all notices of meetings, agendas, documents and minutes of the board and of its other committees. The French Language Committee must, in turn, ensure that all the material relating to its meetings is sent to all board members. It is also the Commission's view that the committee should be a standing item on the agenda of all regular board meetings, and that it should have the power to set up any ad hoc committees it may deem necessary.

Finally, the Commission would suggest that at least once a year the committee should hold a public informational meeting to acquaint its electors with the work it has done during the year.

La loi devrait également stipuler que, lorsqu'un conseil a créé des écoles et des classes élémentaires de langue française ainsi que des écoles et des classes secondaires de langue française, les attributions du comité de langue française s'étendent du jardin d'enfants à la 13e année.

Recommandation n° 7

La Commission recommande que le conseil consulte le comité de langue française sur toutes les questions qui touchent à la création, aux programmes et à l'administration des écoles, des pavillons et des classes de langue française avant de prendre une décision définitive sur ces questions.

Recommandation n° 8

La Commission recommande de maintenir l'article 113 (1) et la partie du paragraphe (2) qui traite de la création de classes de langue française.

Recommandation n° 9

*La Commission recommande que, sur la recommandation du comité de langue française au conseil et lorsque le nombre d'élèves le justifie, le conseil crée une école ou un pavillon secondaire de langue française.
(article 113 (2).)*

Recommandation n° 10

Lorsqu'il n'est pas possible de créer une école secondaire de langue française, la Commission recommande que le conseil envisage la possibilité

- a d'envoyer ses élèves dans une école secondaire de langue française dans le territoire de compétence d'un conseil avoisinant; ou*
- b d'établir une école secondaire de langue française en collaboration avec un ou plusieurs conseils.*

Recommandation n° 11

La Commission recommande que le comité de langue française ait pour tâche de mettre au point des propositions visant à répondre aux besoins éducatifs et culturels des élèves francophones et de la communauté francophone. En particulier, il doit se tracer une ligne de conduite à propos des points suivants:

- a la création d'une école de langue française ou d'un pavillon ou de classes au sein d'une école;*
- b des emplacements, des locaux et du matériel appropriés;*
- c le fonctionnement et la gestion des écoles, des pavillons ou des classes de langue française;*
- d l'emploi du français et de l'anglais dans l'enseignement et les programmes connexes;*

The legislation should also provide that where a board operates French language elementary schools and classes, as well as French language secondary schools and classes, the responsibilities of the French Language Committee would extend from kindergarten to Grade 13.

Recommendation 7

The Commission recommends that the board must consult with the French Language Committee on all matters affecting the establishment, programme, and administration of French language schools, wings, or classes before any final decisions regarding such matters are taken by the board.

Recommendation 8

The Commission recommends that section 113 (1) and that part of subsection (2) of The Secondary Schools and Boards of Education Act dealing with the provision of French language classes should be maintained.

Recommendation 9

*The Commission recommends that, upon the recommendation of the French Language Committee to the board, and where the number of students so warrants, the board shall provide for a French language secondary school or wing.
(Section 113 (2).)*

Recommendation 10

The Commission recommends that where it is not possible to establish a French language secondary school, the board should explore the possibility of:

- a sending its students to a French language secondary school in the jurisdiction of a neighbouring board; or*
- b jointly establishing with one or more boards a French language secondary school.*

Recommendation 11

The Commission recommends that the French Language Committee should be responsible for developing proposals designed to meet the educational and cultural needs of the French-speaking students and the French-speaking community. In particular, it shall develop policy in the following areas:

- a the establishment of a French language school, or a wing in a school, or classes within a school;*
- b suitable sites, accommodation, and equipment;*
- c the operation and management of the French language schools, wings, or classes;*
- d the use of the French language and of the English language in instruction in French language schools, wings, and classes;*

- e** le recrutement et la nomination du personnel enseignant, d'encadrement et de direction requis;
- f** l'approbation des programmes et des manuels scolaires;
- g** la mise au point et la création de programmes d'enseignement spécialisé;
- h** la mise au point et la création de programmes d'éducation pour adultes;
- i** les limites territoriales des écoles que fréquenteront les élèves de langue française;
- j** le transport d'élèves;
- k** l'accord avec d'autres conseils scolaires pour se prévaloir, moyennant rétribution, de leurs possibilités d'enseignement;
- l** les allocations de repas et de logement d'après les dispositions posées par la province;
- m** l'emploi de tous les établissements et de tous les moyens destinés à répondre aux besoins éducatifs et culturels de la communauté francophone;
- n** cours d'été;
- o** toutes autres questions se rapportant à l'éducation en langue française des élèves francophones. (article 119.)

Recommandation n° 12

La Commission recommande qu'en cas de rejet d'une recommandation du comité de langue française, le conseil indique par écrit dans un délai de trente jours de la réception de la recommandation écrite du comité, la ou les raisons de son refus. (article 119 (3).)

Recommandation n° 13

La Commission recommande que le président du comité de langue française ou un membre du comité de son choix ait le droit d'assister et de s'exprimer à toutes les réunions du conseil ainsi qu'aux réunions de tous les comités permanents et ad hoc du conseil.

Recommandation n° 14

La Commission recommande que tous les membres du comité de langue française reçoivent les avis, ordres du jour, procès-verbaux et documents justificatifs de toutes les réunions du conseil. D'autre part, tous les membres du conseil doivent recevoir les avis, ordres du jour, procès-verbaux et documents justificatifs de toutes les réunions du comité de langue française.

Recommandation n° 15

La Commission recommande que le comité de langue française soit constamment à l'ordre du jour de toutes les réunions ordinaires du conseil. (article 119.)

- e** the recruitment and appointment of the required teaching, supervisory, and administrative staffs;
- f** the approval of the courses of study and textbooks;
- g** the development and establishment of special education programmes;
- h** the development and establishment of adult education programmes;
- i** the school boundaries for the French language students;
- j** transportation;
- k** agreement with other jurisdictions to purchase education and to share supervision and consultative services;
- l** room and board allocations based on provincial provisions;
- m** the use of any facilities and means to foster the educational and cultural needs of the French-speaking community;
- n** summer school programmes;
- o** any other matters pertaining to French language education for French-speaking students. (Section 119.)

Recommendation 12

The Commission recommends that where a board refuses a recommendation of the French Language Committee, it shall within thirty days of receiving the committee's written recommendation set out in writing the reason or reasons for its refusal. (Section 119 (3).)

Recommendation 13

The Commission recommends that the Chairman of the French Language Committee, or someone designated by him from amongst the committee members, shall have the right to attend and to speak at all meetings of the board as well as at meetings of all standing and ad hoc committees of the board.

Recommendation 14

The Commission recommends that all the members of the French Language Committee shall receive notices, agendas, minutes and the supporting documents of all board meetings. In turn, all board members shall receive notices, agendas, minutes and the supporting documents of all French Language Committee meetings.

Recommendation 15

The Commission recommends that the French Language Committee be a standing item on the agenda of all regular board meetings. (Section 119.)

Recommandation n° 16

La Commission recommande que lorsqu'un conseil maintient à la fois des écoles élémentaires et secondaires de langue française, les attributions du comité de langue française s'étendent du jardin d'enfants à la 13e année. (article 112 b.)

Recommandation n° 17

La Commission recommande qu'un comité de langue française puisse, à son gré, créer des comités ad hoc pour l'aider dans sa tâche.

Recommandation n° 18

La Commission recommande que le comité de langue française tienne au moins une réunion publique d'information par an.

4 Ressources et services

La loi doit indiquer clairement (et en pratique cela doit être évident) que les diverses ressources et les divers services fournis par l'administration du conseil aux membres du conseil pour leur faciliter la tâche soient également mis à la disposition des membres du comité de langue française pour faciliter la leur. Le comité doit pouvoir compter sur cet appui pour mener sa tâche à bien. Un aspect vital de cet appui est de maintenir des rapports fructueux entre le comité et le personnel francophone enseignant et de cadre. En particulier, le directeur d'éducation doit veiller à ce que le comité puisse toujours faire appel aux services de l'éducateur francophone à l'emploi du conseil, qui détient le poste le plus élevé.

Le comité pourrait notamment rendre un service précieux au public en dressant un rapport annuel dans les deux langues. Le président du comité devrait, avec le concours du secrétaire du conseil, rédiger ce rapport qui fait un examen de la tâche et des recommandations du comité. Le rapport serait ensuite incorporé dans le rapport annuel du conseil.

En ce qui concerne la rémunération, la Commission estime que les membres du comité de langue française devraient être rémunérés suivant le même principe que les membres du conseil. Cependant, ils seraient payés en fonction du nombre total d'élèves qui fréquentent les écoles et les classes de langue française et non pas en fonction du nombre d'élèves qui relèvent de la compétence du conseil.

Recommendation 16

The Commission recommends that where a board operates both French language elementary and secondary schools the responsibilities of the French Language Committee should extend from kindergarten to Grade 13. (Section 112 (b).)

Recommendation 17

The Commission recommends that a French Language Committee may, if it so wishes, create ad hoc committees to assist it in its work.

Recommendation 18

The Commission recommends that the French Language Committee hold at least one public informational meeting a year.

4 Resources and Services

It must be clear in the legislation, and evident in practice, that all the various resources and services provided by the board administration to board members to assist them with the performance of their duties be also available to the members of the French Language Committee to assist them with the performance of their duties. Access to such assistance is of course essential to the success of the committee's work. A vital aspect of this support will be to ensure that the committee has effective communication with the board's French-speaking supervisory and teaching staff. In particular, the Director of Education should make available to the committee, on a continuing basis, the services of the highest ranking French language official of the board.

One important service that should be provided to the public by the committee is the preparation of an annual bilingual report. The Chairman of the committee should, with the assistance of the secretary to the board, be responsible for the preparation of this report reviewing the committee's work and recommendations. It should then be included in the annual report of the board.

With respect to remuneration, the Commission believes that the members of the French Language Committee should be paid on the same basis as board members. They would be paid, however, in relation to the total number of students attending French language schools and classes, not the total number of students under the jurisdiction of the board.

Les fonds permettant aux membres du comité de voyager et de participer à des congrès et réunions, jugés nécessaires à la tâche du comité, doivent être fournis de la même manière et suivant les mêmes principes que pour les membres du conseil.

Enfin, la Commission estime que les conseils doivent appuyer l'Association provinciale des comités de langue française. Chaque conseil doit être prêt à rembourser un montant raisonnable de cotisations à son comité pour que celui-ci puisse adhérer à cette association. Cette association peut jouer un rôle très utile en établissant des modalités et des lignes de conduite à l'échelon provincial à l'intention des comités. Elle a également l'avantage de fournir aux membres des divers comités de langue française l'occasion de discuter de leurs préoccupations et intérêts communs en matière d'éducation.

Recommandation n° 19

La Commission recommande que le conseil fournisse au comité de langue française les mêmes ressources et les mêmes services qu'il fournit aux autres comités du conseil.
(article 120.)

Recommandation n° 20

La Commission recommande que le président du comité de langue française ait pour tâche de dresser un rapport bilingue annuel devant faire partie du rapport annuel publié par le conseil.

Recommandation n° 21

La Commission recommande que le comité de langue française, par l'entremise du directeur de l'éducation, ait le droit de faire appel aux conseils et au concours des membres francophones du personnel d'enseignement et d'encadrement.

Recommandation n° 22

La Commission recommande que les membres du comité de langue française soient rémunérés suivant les mêmes principes que les membres du conseil sauf que leur rémunération serait calculée d'après le nombre total d'élèves fréquentant les écoles, les pavillons ou les classes de langue française et non pas d'après le nombre total d'élèves relevant de la compétence du conseil. Les fonds devant permettre aux membres du comité de voyager et de participer à des congrès et réunions jugés nécessaires à la tâche du comité doivent être fournis de la même façon et suivant les mêmes principes que pour les membres du conseil.

Funds to enable members of the committee to engage in travel and to participate in conferences and meetings, judged to be necessary to the committee's work, should be provided in the same way and on the same basis as is done for members of the board.

Finally, the Commission is of the view that boards should support the province-wide association of French Language Committees. Each board should be prepared to pay a reasonable membership fee for its committee to join this association. Such an association can play a very useful role in the development of province-wide procedures and policies for the committees and by providing opportunities for members of the various French Language Committees to discuss their common educational interests and concerns.

Recommendation 19

The Commission recommends that the board provide the French Language Committee with all the resources and services provided to the board and its other committees.
(Section 120.)

Recommendation 20

The Commission recommends that the Chairman of the French Language Committee be responsible for the preparation of an annual bilingual report for inclusion in that of the board.

Recommendation 21

The Commission recommends that the French Language Committee, working through the Director of Education, have the right to call upon the advice and the assistance of the French-speaking members of the board's supervisory and teaching staff.

Recommendation 22

The Commission recommends that the members of the French Language Committee should receive remuneration on the same basis as board members, except that it would be calculated in relation to the total number of students attending French language schools, wings, or classes, not to the total number of students under the board's jurisdiction. Funds to enable members of the committee to engage in travel and to participate in conferences and meetings, judged to be necessary to the committee's work, should be provided in the same way and upon the same basis as is done for members of the board.

Recommandation n° 23

La Commission recommande que les conseils soient prêts à verser une cotisation raisonnable au nom de leur comité de langue française pour qu'il puisse adhérer à l'Association provinciale des comités de langue française.

5 Autres modifications à la loi

En plus des changements que la Commission a préconisés dans le présent chapitre qui traite directement du comité de langue française, la Commission désire recommander d'autres modifications à la VIII^e partie de la Loi sur les écoles secondaires et les conseils scolaires.

La Commission estime que l'article 112 (a) devrait élargir la définition du terme "conseil" pour que tous les conseils susceptibles de dispenser un enseignement secondaire entrent dans le cadre de cette définition.

Recommandation n° 24

La Commission recommande que l'article 112 de la Loi sur les écoles secondaires et les conseils scolaires élargisse la définition du terme "conseil" pour que tous les conseils susceptibles de dispenser un enseignement secondaire entrent dans le cadre de cette définition.

Étant donné que la Commission a recommandé d'accroître le nombre des membres du comité de langue française et qu'elle a également recommandé que le comité soit en mesure de créer des sous-comités, l'article 114 (5) et (6) devrait être supprimé. Ces paragraphes prévoyaient l'adjonction au comité, par voie de cooptation, de membres francophones et de membres du conseil.

Recommandation n° 25

La Commission recommande que l'article 114 (5) et (6) de la Loi soit supprimé.

Comme le comité de langue française est appelé à jouer un plus grand rôle, la Commission estime qu'en plus d'un président, le comité doit également élire un vice-président.

Recommandation n° 26

La Commission recommande qu'en plus de l'élection d'un président, l'article 117 (1) stipule l'élection d'un vice-président du comité de langue française.

Recommendation 23

The Commission recommends that boards should be prepared to pay a reasonable membership fee on behalf of their French Language Committees to join the existing Provincial Association of French Language Committees.

5 Other Legislative Amendments

In addition to the changes that the Commission has proposed in this chapter dealing directly with the French Language Committee, there are several other amendments to part VIII of *The Secondary Schools and Boards of Education Act* which the Commission wishes to recommend.

The Commission believes that section 112 (a) should provide a wider definition of the word "board" to ensure that it includes all boards which may offer secondary school education.

Recommendation 24

The Commission recommends that section 112 of The Secondary Schools and Boards of Education Act should provide a wider definition of the word "board" to ensure that it includes all boards which may offer secondary school education.

In view of the fact that the Commission has recommended an addition to the number of members of the French Language Committee, and has also recommended that the committee be able to create sub-committees, section 114 (5) and (6) of the Act should be deleted. These sub-sections provided for the co-opting of additional francophone and board members to the committee.

Recommendation 25

The Commission recommends that section 114 (5) and (6) be deleted from the Act.

As the French Language Committee is being called upon to play an increased role, the Commission believes that, in addition to a chairman, it should also elect a vice-chairman.

Recommendation 26

The Commission recommends that section 117 (1) should provide for the election of a vice-chairman of the French Language Committee, as well as for the election of a chairman.

La Commission a énormément insisté sur l'importance, du point de vue culturel et éducatif, d'un milieu francophone pour les élèves de langue française. Dans son article 123, la Loi actuelle confie au directeur d'école la tâche de décider si un élève doit fréquenter une école de langue française. La Commission estime que cet article doit préciser que ce pouvoir doit être confié à la personne de langue française qui occupe le poste le plus élevé dans l'école, qu'il s'agisse du directeur, du directeur adjoint ou d'un professeur qui coordonne les classes de langue française.

Recommandation n° 27

La Commission recommande la modification de l'article 123 relatif au pouvoir du directeur d'école d'admettre des élèves dans des écoles ou des classes de langue française de manière à remettre cette décision à la personne de langue française qui occupe le rang le plus élevé dans l'école, qu'il s'agisse du directeur, du directeur adjoint ou d'un professeur.

The Commission has placed great emphasis upon the cultural and educational importance of placing francophone students in a French-speaking ambiance. The present Act, in section 123, gives to the school principal the responsibility to decide whether a student should be in a French language school. The Commission believes that this section should make it clear that this authority should be held by the senior francophone official in a school, whether he is the principal, vice-principal, or a teacher co-ordinating the French language classes.

Recommendation 27

The Commission recommends that section 123 regarding the principal's authority to admit students to French language schools or classes should be amended to read that the highest ranking French-speaking official in the school should make this decision whether it is a principal, vice-principal, or teacher.

IV La commission des droits linguistiques en éducation

La Commission est d'avis que la province doit être prête à assumer les responsabilités qui lui incombent en vue de protéger et de servir les droits linguistiques des citoyens anglophones et francophones dans l'éducation. Les implications, tant sur le plan national que provincial, de lignes de conduite justes et efficaces dans le domaine de l'éducation exigent qu'on crée, en Ontario, un mécanisme approprié auquel peuvent faire appel les comités de langue française et les comités de langue anglaise afin d'en appeler d'une décision du conseil scolaire local qu'ils croient être injuste. La Commission propose à cet effet qu'on établisse, pour l'Ontario, une commission des droits linguistiques en éducation. Le rôle de cette commission des droits linguistiques sera de recevoir les appels ou les demandes de conseils et d'assistance de la part des comités de langue française et des comités de langue anglaise ou encore des conseils scolaires sur les questions ayant trait à l'établissement et à la mise en application des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, qu'il s'agisse du français ou de l'anglais. Le gouvernement peut en outre charger la commission d'examiner toutes les questions qu'il désire dans le domaine des droits linguistiques en éducation.

La commission des droits linguistiques serait formée de cinq membres nommés par le Ministre de l'Éducation. Il y aurait un président, et au moins deux membres francophones ainsi que deux anglophones. Le président déterminerait les structures administratives de la commission après avoir consulté le Ministre de l'Éducation. La commission serait responsable au Ministre.

Lorsqu'une question a fait l'objet d'un appel devant la commission des droits linguistiques, le conseil de la localité ne doit prendre aucune décision à ce sujet à moins que la commission des droits linguistiques ne l'en ait chargé.

La Commission espère et croit effectivement que la plupart des litiges seront réglés au palier local. On ne doit épargner aucun effort pour y arriver, et la commission des droits linguistiques doit s'efforcer de résoudre toutes les questions par voie de conciliation avant de recourir à une décision obligatoire pour les deux parties.

IV Linguistic Rights Commission in Education

In the view of the Commission, the province must be prepared to assume its proper responsibilities in protecting and furthering the educational linguistic rights of its anglophone and francophone citizens. Both the national and the provincial implications of just and effective linguistic policies in the field of education require that an appropriate mechanism be created in Ontario whereby French Language Committees and English Language Committees may have recourse to appeal a decision of a local board which they believe to be unjust. For this reason, the Commission is proposing the establishment of a Linguistic Rights Commission in Education for Ontario. The role of this Linguistic Rights Commission will be to receive appeals or requests for advice and assistance from French Language Committees and English Language Committees or from school boards on questions relating to the establishment and operation of programmes of instruction in the language of the minority, whether it be French or English. In addition, the Government may choose to direct it to examine any question that it wishes in the area of educational linguistic rights.

The Linguistic Rights Commission would be composed of five members, appointed by the Minister of Education, of whom one will be Chairman, and of whom at least two will be French-speaking and two English-speaking. The administrative structures of the commission will be determined by the Chairman in consultation with the Minister of Education. The commission will be responsible to the Minister of Education.

When a question has been appealed to the Linguistic Rights Commission, no decision on the matter in question should be taken by the local board unless the Linguistic Rights Commission so directs.

It is the hope and, indeed, the belief of the Commission that most questions will be settled at the local level. Every attempt should be made to do so, and the Linguistic Rights Commission should seek to resolve every issue by conciliation before adopting the recourse of making a formal decision which will be binding on both parties.

Recommandation n° 28

La Commission recommande la création, en Ontario, d'une commission des droits linguistiques en éducation.

Recommandation n° 29

La Commission recommande que cette commission des droits linguistiques soit formée de cinq membres devant être désignés par le Ministre, que l'un d'eux soit nommé président et qu'au moins deux soient francophones et deux anglophones.

Recommandation n° 30

La Commission recommande que la commission des droits linguistiques réponde directement au Ministre de l'Éducation.

Recommandation n° 31

La Commission recommande que la commission des droits linguistiques soit chargée de recevoir les appels ou les demandes de conseils et d'assistance de la part des comités de langue française, des comités de langue anglaise ou des conseils scolaires sur les questions ayant trait à l'établissement et la mise en application de programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, soit en français ou en anglais.

Recommandation n° 32

La Commission recommande que, lorsqu'une question est soumise à la commission des droits linguistiques aucune décision ne soit prise par le conseil local vis-à-vis de cette question en litige à moins que la commission des droits linguistiques ne l'en charge.

Recommandation n° 33

La Commission recommande qu'en cas d'appels soumis à la commission des droits linguistiques, les procédures suivantes soient adoptées:

- a** *dans le cas où un conseil rejette une recommandation formelle du comité, ce conseil doit donner par écrit les raisons de ce refus dans les trente jours qui suivent la présentation écrite de ladite recommandation;*
- b** *dès réception du rejet que le conseil aura formulé par écrit, le comité décidera alors s'il entend interjeter appel contre la résolution prise par le conseil. Si le comité décide d'en appeler à la commission, il doit en informer le conseil par écrit. Les raisons du recours en appel doivent être clairement stipulées et transmises au bureau de la commission, avec copie au conseil;*

Recommendation 28

The Commission recommends the creation of a Linguistic Rights Commission in Education for Ontario.

Recommendation 29

The Commission recommends that the Linguistic Rights Commission be composed of five members, to be appointed by the Minister, one of whom would be named Chairman and at least two of whom would be French-speaking and two English-speaking.

Recommendation 30

The Commission recommends that the Linguistic Rights Commission be directly responsible to the Minister of Education.

Recommendation 31

The Commission recommends that it be the responsibility of the Linguistic Rights Commission to receive appeals or requests for advice and assistance from French Language Committees and English Language Committees or from school boards on questions relating to the establishment and operation of programmes of instruction in the language of the minority, whether it be French or English.

Recommendation 32

The Commission recommends that when a question has been appealed to the Linguistic Rights Commission no decision on the matter in question should be taken by the local board unless the Linguistic Rights Commission so directs.

Recommendation 33

The Commission recommends that the following procedures be adopted for appeals to the Linguistic Rights Commission:

- a** *in the case where a board refuses a formal recommendation of the French Language Committee, it shall set out its reasons for so doing in writing within thirty days of the presentation of the committee's written recommendation;*
- b** *following receipt of the board's written refusal, the committee will decide whether it wishes to appeal the board's decision. If the committee so decides, it will then notify the board in writing of its decision to appeal to the commission. The grounds for the appeal will be set out and forwarded to the commission's office with a copy to the board;*

- c *dès réception de l'appel, un représentant de la commission procédera à l'examen de la plainte;*
- d *dès qu'elle aura reçu le rapport de son représentant, la commission essaiera de résoudre l'objet en litige par voie de conciliation;*
- e *si cette procédure ne donne pas lieu à un règlement, la commission doit préparer dans les trente jours qui suivent, après en avoir informé tant le comité que le conseil, sa propre décision en la matière. Cette décision sera définitive à moins qu'on en appelle au Ministre de l'Éducation dans un délai de trente jours;*
- f *la commission a le droit de refuser d'entendre un appel;*
- g *la commission possède, entre autres prérogatives, le pouvoir de déterminer quels territoires doivent être dotés d'un comité de langue française et ceux qui doivent être dotés d'un comité de langue anglaise. Elle doit aussi donner une décision dans le cas de toute irrégularité qui lui est signalée par le conseil ou par le comité se rapportant à l'élection soit d'un comité de langue française soit d'un comité de langue anglaise.*
- c *upon receipt of the appeal, a representative of the commission will investigate the complaint;*
- d *upon receipt of the representative's report, the commission will try to effect a conciliation of the dispute;*
- e *if such a procedure does not produce a settlement, the commission shall within thirty days of notifying both the committee and the board prepare its decision on the matter in question which shall be final unless appealed to the Minister of Education within thirty days;*
- f *the commission may refuse to hear an appeal;*
- g *the commission shall have the power to determine, inter alia, in which jurisdictions there will be French Language Committees and in which English Language Committees, and shall rule upon any irregularities reported to it by the board or the committee regarding the election of either French Language Committees or English Language Committees.*

V Structures

1 Objectifs à trois niveaux

Il ne suffit pas de stipuler la création d'écoles et de classes de langue française. Il faut également prendre des mesures pour que celles-ci puissent être maintenues et animées avec des moyens tant quantitatifs que qualitatifs comparables à ceux dont bénéficient les écoles de langue anglaise de l'Ontario. Les conséquences d'une telle politique mettent en cause les structures du ministère de l'Éducation à la fois à Toronto, au bureau central, et dans les bureaux régionaux. Les structures locales de l'enseignement doivent être également examinées en vue d'effectuer des changements appropriés dans l'organisation de l'administration et du personnel. A chacun de ces trois paliers de structure, il y a beaucoup à faire pour améliorer la qualité et la quantité des services qui sont fournis à l'heure actuelle à la population francophone.

Les propositions que la Commission désire faire dans ce domaine ont pour but d'améliorer la direction et la coordination des programmes de langue française à l'intention des élèves francophones et de veiller à ce qu'une prise de conscience éclairée des besoins linguistiques et culturels de la population francophone inspire toutes les décisions de politique générale qui préoccupent cette population. Enfin, les propositions de la Commission cherchent à assurer le maintien des écoles de langue française au sein de l'ensemble du système d'enseignement de la province.

2 Ministère de l'Éducation: Le bureau central

A l'heure actuelle, sur les quatre-vingts éducateurs professionnels du bureau central, cinq seulement viennent de milieux franco-ontariens. Aucun n'occupe un rang plus élevé que celui de surintendant adjoint. Ceci veut dire qu'il est pratiquement impossible, en dépit du dévouement de ces dirigeants francophones, d'exercer le genre de planification à long terme nécessaire à la mise au point d'un programme de premier ordre d'enseignement en français.

Par conséquent, la Commission propose qu'un comité permanent des écoles de langue française soit créé au sein du ministère de l'Éducation. La présidence de ce comité serait confiée à un fonctionnaire francophone ayant une connaissance approfondie des écoles de langue française de la province et à qui on accorderait le titre de sous-ministre adjoint. Ce comité permanent devrait se réunir au moins une fois par mois et avoir un mandat très large.

V Structures

1 Objectives at Three Levels

It is not enough simply to provide for the establishment of French language schools and classes. Steps must also be taken to ensure that they can be sustained and animated with the same degree and quality of support as is provided for the English language schools of Ontario. The implications of such a policy affect the structures of the Department of Education both in Toronto, at head office, and in the field, at the regional offices. Structures at the local level of education must also be reviewed with an eye to appropriate changes in the arrangements for administration and personnel. At each of these three levels of structure, a great deal of work must be done to improve the quality and quantity of service currently being provided to the French-speaking community.

The proposals the Commission wishes to make in this field seek to provide for the better leadership and co-ordination of French language programmes for French-speaking students, and to ensure that an informed awareness of the linguistic and cultural needs of the French-speaking community is in fact brought to bear upon all policy decisions of concern to this community. Finally, the Commission's proposals also seek to ensure that the French language schools remain an integral part of the total provincial educational system.

2 Department of Education: The Head Office

At present, of the more than eighty professional educators at the Head Office, only five are from the Franco-Ontarian community. None has a rank higher than that of assistant superintendent. This means that it is virtually impossible, despite the dedication of these francophone officers, to carry out the kind of long-range planning which is necessary for the development of a first-rate programme of French language education.

The Commission, therefore, is proposing that a Standing Committee on French Language Schools be created within the Department of Education. The chairmanship of this committee should be held by a French-speaking official with experience in the French language schools of the province who should carry the title of Assistant Deputy Minister. This Standing Committee should meet no less than once a month, and it should have wide-ranging terms of reference.

En plus du président, la Commission propose également que cinq hauts fonctionnaires de langue française du Ministère soient nommés par le Ministre de l'Éducation pour faire partie du comité permanent.

La Commission attache une grande importance à cette recommandation. Cette proposition qui vient s'ajouter à la création de la commission des droits linguistiques qui a été préconisée et au renforcement du rôle du comité de langue française, doit, selon la Commission, servir de pierre angulaire au nouveau système qu'elle recommande pour l'enseignement en langue française en Ontario. Le "sous-ministre adjoint des écoles de langue française" occuperait un poste de grande responsabilité et aurait l'occasion d'exercer un véritable rôle de leadership. Il conseillerait le sous-ministre et le Ministre pour tout ce qui touche aux questions relatives à l'enseignement en français aux Francophones. Il pourrait également consulter et réunir tous les fonctionnaires francophones du Ministère soit au bureau central, soit dans les bureaux régionaux.

Recommandation n° 34

La Commission recommande que le Ministre de l'Éducation nomme un comité permanent des écoles de langue française comprenant un président et cinq hauts fonctionnaires francophones au ministère de l'Éducation.

Recommandation n° 35

La Commission recommande que le président du comité permanent ait le rang et le titre de sous-ministre adjoint.

Recommandation n° 36

La Commission recommande que le comité permanent, en plus de toutes autres tâches qui lui seraient confiées par le Ministre, se voit attribuer le mandat suivant:

- a** *interpréter la ligne de conduite actuelle du ministère à l'intention des écoles de langue française;*
- b** *veiller à ce que les nouvelles lignes de conduite soient examinées en fonction des besoins des élèves francophones;*
- c** *faire des recommandations touchant tout aspect de l'enseignement dispensé aux élèves francophones en Ontario.*

En plus de la création d'un comité permanent des écoles de langue française et de la nomination d'un sous-ministre adjoint, des fonctionnaires francophones ayant des connaissances approfondies des écoles de langue française de la province devraient être nommés

In addition to the Chairman, the Commission is also proposing that five senior French language officials of the Department be appointed by the Minister of Education to serve upon the Standing Committee.

The Commission attaches great importance to this recommendation. Together with the creation of the proposed Linguistic Rights Commission and the strengthening of the role of the French Language Committee, it believes this proposal serves as a cornerstone for the new framework which the Commission is recommending for French language education in Ontario. The "Sous-ministre adjoint des écoles de langue française" would be in a position of responsibility with an opportunity to exercise real and meaningful leadership. He would advise the Deputy Minister and the Minister on all matters pertaining to French language education for Francophones. He would also be able to consult with and to call together any or all French-speaking officials of the Department, whether at the head office or in the regional offices.

Recommendation 34

The Commission recommends that the Minister of Education appoint a Standing Committee on French Language Schools comprised of a Chairman and five senior French language officials in the Department of Education.

Recommendation 35

The Commission recommends that the Chairman of the Standing Committee hold the rank and title of Assistant Deputy Minister.

Recommendation 36

The Commission recommends that the Standing Committee, in addition to any other duties assigned to it by the Minister, have the following terms of reference:

- a** *to interpret existing departmental policy for French language schools;*
- b** *to ensure that new policies are examined with respect to the needs of French language students;*
- c** *to make recommendations concerning any aspect of the education of French language students in Ontario.*

In addition to the creation of the Standing Committee on French Language Schools and the nomination of an Assistant Deputy Minister, French-speaking officials with experience in the French language schools of the province should be appointed to the Department to meet

au Ministère pour répondre aux différents besoins d'ordre éducatif de la population francophone. Bien que la meilleure façon de circonscrire l'étendue de chaque domaine particulier où le personnel en question sera requis soit de confier cette tâche au comité permanent après sa création, il est très clair que l'on ne saurait se passer de Francophones non seulement en ce qui concerne les programmes et la supervision mais également par exemple, dans le service d'évaluation des certificats et celui des cours par correspondance.

Recommandation n° 37

La Commission recommande que, sur l'avis du comité permanent, des hauts fonctionnaires francophones ayant de l'expérience dans les écoles de langue française soient nommés dans les diverses divisions du ministère là où leur présence et nécessaire.

La Commission comprend fort bien que de telles nominations ne peuvent se faire du jour au lendemain mais il est très important que l'on mette sérieusement en oeuvre des mesures de ce genre au cours du prochain exercice.

3 Ministère de l'Éducation:

Les bureaux régionaux

Le bureau régional joue un rôle considérable dans les questions telles que l'approbation des travaux de construction, le déploiement de services consultatifs, l'octroi de lettre d'attestation, l'approbation de cours expérimentaux et l'approbation des manuels scolaires. Par conséquent, il en est venu à jouer un rôle très important dans le système d'enseignement de l'Ontario. Cependant, la Commission souligne que sur dix directeurs régionaux, on ne trouve aucun Franco-Ontarien. En vérité, un seul bureau régional (à Ottawa) compte des directeurs adjoints francophones connaissant bien les écoles de langue française de l'Ontario.

Selon l'opinion de la Commission, il est de la plus haute importance que dans les régions où l'on trouve une forte proportion d'élèves francophones, le directeur régional ou le directeur régional adjoint soit francophone. En particulier, il est impératif qu'il en soit ainsi dans les bureaux de la région no 2; la région du centre nord et de Sudbury; de la région no 3; la région du nord-est et de North Bay et de la région no 10: la région de la vallée d'Ottawa. En effet, dans ces trois régions, on trouve un grand nombre d'élèves fréquentant des écoles et des classes de langue française.

the needs of the francophone community in all areas of educational activity. Although the full extent of the specific areas in which such personnel are needed can best be determined by the Standing Committee once it is established, it is abundantly clear that Francophones are needed not only in the curriculum and supervision areas but also, for example, in the registrar's branch and the correspondence courses branch.

Recommendation 37

The Commission recommends that, upon the advice of the Standing Committee, French-speaking officials with experience in French language schools be appointed to the various sections of the Department where they are needed.

The Commission is aware that such appointments cannot be made overnight, but it is vital that a serious beginning be made in this matter during the next fiscal year.

3 Department of Education:

The Regional Offices

The Regional Office plays a major role in such matters as the approval of building projects, the deployment of consultative services, the granting of letters of standing, letters of approval and letters of permission, the approval of experimental courses, and the approval of textbooks. It has come to occupy a very important position, therefore, in the Ontario educational system. Yet the Commission notes that of the ten regional directors not one is a Franco-Ontarian. Indeed, only in one regional office, Ottawa, are there assistant directors who are French-speaking and who have experience in the French language schools of Ontario.

In the Commission's opinion, it is critically important that in the regions where there are large concentrations of French-speaking students the regional director or the assistant regional director be French-speaking. In particular, it is imperative that this be the case in the regional offices for Region 2 (the Midnorthern and Sudbury area), Region 3 (the Northeastern and North Bay area), and Region 10 (the Ottawa Valley area). There are large numbers of students attending French language schools and classes in these three regions.

En outre, il peut fort bien être opportun, de temps à autre, de nommer un haut fonctionnaire francophone dans d'autres régions de la province où l'on trouve un nombre assez important, bien que moins élevé, d'élèves francophones pour coordonner et mieux servir les tâches des écoles et des classes de langue française dans ces régions.

Au niveau régional, la question des conseillers en programmes du Ministère revêt une importance particulière. A l'heure actuelle, il y a environ 17 conseillers pédagogiques franco-ontariens sur un total de 194. A l'exception des conseillers en programmes responsables de l'enseignement du français (destiné aux Francophones), ces conseillers sont censés remplir leur rôle à la fois dans les écoles de langue française et de langue anglaise, exactement comme les conseillers en programmes anglophones. La Commission est fermement convaincue que les services des conseillers en programmes du Ministère devraient être offerts dans la langue de l'enseignement et de la communication des élèves en cause. Par conséquent, il est recommandé que les conseillers en programmes francophones ne desservent que les élèves de langue française et qu'ils soient en nombre suffisant pour répondre aux besoins de la population scolaire francophone.

Les conseillers en programmes de l'enseignement des langues fournissent un bon exemple de certaines difficultés auxquelles se heurtent les écoles de langue française. On trouve des groupes distincts de conseillers en programmes pour le cours de Français (langue maternelle) et celui de *French* (langue seconde), mais on n'en trouve aucun qui soit essentiellement responsable du cours Anglais (l'anglais destiné aux élèves francophones). Ces fonctions sont à l'heure actuelle confiées aux conseillers en programmes dont la responsabilité a trait au cours *English* (langue maternelle) et qui appartient, peut-être à juste titre, exclusivement à la communauté anglophone. Selon la Commission, il est absolument nécessaire de constituer un groupe distinct de conseillers en programmes pour le cours Anglais (destiné aux Francophones) et de les recruter dans la population franco-ontarienne parmi ceux qui ont une expérience appropriée dans l'enseignement de l'anglais aux élèves francophones.

In addition, it may well be appropriate, from time to time, to appoint a senior French-speaking official in other regions of the province, where there are significant if smaller numbers of francophone students, in order to co-ordinate and serve better the activities of French language schools and classes in these areas.

Of prime importance at the regional level is the question of departmental programme consultants. At the present time, there are approximately 17 programme consultants, out of a total of 194, from the Franco-Ontarian community. Except for the programme consultants responsible for *Français*, these consultants are expected to serve in both English and French language schools, as are the English-speaking programme consultants. The Commission feels strongly that the services of departmental programme consultants should be available in the language of instruction and communication of the students involved. It is therefore proposed that French-speaking programme consultants should serve French language students only, and that they should be in sufficient numbers to meet the needs of the French-speaking school population.

One problem in particular that illustrates some of the difficulties facing the French language schools concerns the programme consultants for language teaching. There are separate groups of programme consultants for *Français* (native language) and French (second language), but there are none primarily responsible for *Anglais* (English for French-speaking students). These duties are at the present time assigned to the programme consultants whose responsibilities are for English (native language) who are, and perhaps rightly so, exclusively from the English-speaking community. It is the Commission's view that a separate group of programme consultants for *Anglais* is needed, most of whom should be from the Franco-Ontarian community with suitable experience in the teaching of English to French-speaking pupils.

Enfin, la Commission estime qu'il faut faire le nécessaire pour créer trois équipes régionales de conseillers en programmes francophones, chacune étant responsable de la gamme complète des matières. Evidemment un changement de ce genre prendra du temps, mais le Ministère doit s'engager à mettre cette proposition en oeuvre dès que possible.

Puisque le nord de l'Ontario est considéré comme une entité en ce qui concerne les écoles de langue française, l'une de ces équipes devrait desservir les régions du centre nord et du nord-est de la province et devrait siéger à North Bay et à Sudbury.

Une seconde équipe complète de conseillers en programmes francophones devrait siéger au bureau régional d'Ottawa pour desservir la région de l'est de l'Ontario. Le directeur ou le directeur adjoint francophone de la région no 10 devrait se voir confier la tâche de la coordination et de la répartition des membres de ce groupe.

Il est recommandé qu'une troisième équipe desserve la région du centre, de l'ouest et du sud de l'Ontario. Ce groupe devrait siéger au centre de ces régions et la tâche de coordination et de répartition des membres du groupe confiée à un conseiller en programmes d'expérience ou à un fonctionnaire francophone du Ministère.

Recommandation n° 38

La Commission recommande que le directeur régional ou le directeur régional adjoint des régions n° 2, 3 et 10 soient francophones et qu'ils connaissent bien les écoles de langue française. La Commission remarque en outre qu'il peut convenir, à l'occasion, de nommer un haut fonctionnaire francophone dans d'autres régions de la province.

Recommandation n° 39

La Commission recommande que trois équipes complètes de conseillers en programmes de langue française soient nommées pour servir le nord de l'Ontario : l'est de l'Ontario ; le centre, le sud et l'ouest de l'Ontario.

Recommandation n° 40

La Commission recommande que les conseillers en programmes de langue française ne desservent que les besoins des élèves qui fréquentent les écoles, les pavillons ou les classes de langue française.

Finally, the Commission believes that arrangements should be made to establish three regional teams of French-speaking programme consultants, each team covering the full range of subject areas. The Department should commit itself to implement this proposal as soon as possible.

Since Northern Ontario is considered as a unit as far as French language schools are concerned, one of these teams should serve the Midnorthern and Northeastern areas of the province and should be located in North Bay and Sudbury.

A second full team of French-speaking programme consultants should be located in the Ottawa Regional Office to serve Eastern Ontario. The responsibility for co-ordination and deployment of this group should be assigned to the French-speaking Director or Assistant Director of Region 10.

A third team is recommended to serve Central, Western and Southern Ontario. This group should be centrally located with responsibility for co-ordination and deployment assigned to a senior programme consultant within the group or to a French-speaking official at the Department.

Recommendation 38

The Commission recommends that the Regional Director or Assistant Regional Director in regions 2, 3 and 10 be French-speaking and have experience in the French language schools. The Commission notes that, in addition, it may be appropriate, from time to time, to appoint a senior French-speaking official in other regions of the province.

Recommendation 39

The Commission recommends that three full teams of French-speaking programme consultants be appointed to serve Northern Ontario; Eastern Ontario; and Central, Southern and Western Ontario.

Recommendation 40

The Commission recommends that French-speaking programme consultants should serve only the needs of those students attending French language schools, wings, or classes.

Recommandation n° 41

La Commission recommande de nommer un groupe distinct de conseillers en programmes pour le cours Anglais, dont la plupart seront d'origine franco-ontarienne et connaîtront bien l'enseignement de l'anglais destiné aux élèves francophones.

4 Conseils scolaires

En ce qui concerne les structures administratives et le personnel, il est difficile de fixer des normes applicables à tous les conseils locaux. Les conseils varient selon l'importance de la population scolaire qu'ils servent et, par conséquent, selon la nature et la portée de leurs besoins en matière de personnel cadre. Néanmoins, la communauté francophone a un besoin de personnel cadre francophone compétent à l'échelon du conseil local. Lorsqu'il y a suffisamment d'élèves francophones, la Commission estime que le conseil scolaire, après avoir consulté son comité de langue française, doit nommer un surintendant des écoles de langue française. Il importe de nommer d'autres membres du personnel cadre et d'autres conseillers francophones à l'échelon local, selon les besoins, et il importe que leurs attributions aient trait uniquement aux écoles et aux classes de langue française. Le Ministre devrait exercer son pouvoir d'approbation pour ces nominations, conformément à l'article 82 de la Loi sur l'administration des écoles, pour garantir la nomination de fonctionnaires francophones suivant les besoins.

Lorsque le nombre d'élèves francophones qui ressortent de la compétence d'un conseil scolaire ne justifie pas la nomination d'un surintendant d'écoles de langue française à plein temps, le conseil doit explorer la possibilité de partager avec d'autres conseils les services d'un surintendant d'écoles de langue française.

Lorsque le nombre d'élèves francophones n'est pas suffisant pour permettre soit de nommer soit de partager les services d'un surintendant d'écoles de langue française, il faut veiller à ce que les points de vue et les besoins des élèves francophones soient portés à la connaissance du directeur de l'éducation, au comité de langue française et au conseil par l'éducateur francophone qui occupe le rang le plus élevé dans la hiérarchie, qu'il soit surintendant adjoint, directeur, directeur adjoint ou professeur.

Recommandation 41

The Commission recommends that a separate group of programme consultants for Anglais be appointed, most of whom should be from the Franco-Ontarian community, with experience in the teaching of English to French-speaking students.

4 Local Jurisdictions: The Boards of Education

It is difficult to set out norms in regard to administrative structures and personnel which will apply usefully to all local boards. Board jurisdictions vary in the size of the student population that they serve and, therefore, in the nature and extent of their needs for supervisory personnel. Nonetheless, the French-speaking community does have a need for competent French-speaking supervisory personnel at the local board level. The Commission believes that where French-speaking students are in sufficient numbers, a board of education, in consultation with its French Language Committee, should appoint a superintendent of French language schools. Other French-speaking supervisory and consulting staff should be appointed at the local level when and as warranted, with responsibilities for French language schools and classes only. The power of approval of the Minister for such appointments as set out under section 82 of *The Schools Administration Act* should be used to ensure that French-speaking officials are named where needed.

Where the number of French-speaking students under the jurisdiction of a board of education does not warrant the appointment of a full-time superintendent of French language schools, boards should explore the possibility of jointly sharing the services of a superintendent of French language schools.

Where French-speaking students are not in sufficient numbers to make it possible either to appoint or to share the services of a superintendent of French language schools, provision should be made to ensure that the views and the needs of the French-speaking students are made known to the Director of Education, to the French Language Committee, and to the board by the highest ranking French-speaking educator in the system who might be an assistant superintendent, principal, vice-principal, or a teacher.

Lorsqu'on ne peut les obtenir autrement, le ministère de l'Éducation procure des services de supervision en vertu de l'article 82 de la Loi sur l'administration des écoles à son article B. La Commission souligne que l'aide fournie en matière d'encadrement par cette voie est la moins utile pour les écoles, du fait que le fonctionnaire ainsi délégué par le Ministère ne peut souvent passer que peu de temps dans la localité en question. Les comités de langue française doivent, par conséquent, n'épargner aucun effort pour s'efforcer d'obtenir le concours d'un fonctionnaire francophone chargé de la supervision, dans la mesure du possible, d'une manière plus permanente et plus solide.

Recommandation n° 42

Lorsqu'il y a un nombre suffisant d'élèves francophones, la Commission recommande au conseil de nommer un surintendant des écoles de langue française après avoir consulté son comité de langue française.

Recommandation n° 43

La Commission recommande au Ministre de l'Éducation d'exercer son pouvoir d'approbation pour tous les postes de cadres afin de veiller à la satisfaction des besoins des élèves francophones.

Recommandation n° 44

Lorsque la population scolaire francophone dans le territoire d'un conseil ne justifie pas la création de tels postes, la Commission recommande aux conseils d'explorer la possibilité de nommer en commun des fonctionnaires responsables de l'encadrement et des conseillers francophones et d'assurer des services en commun.

Recommandation n° 45

Lorsqu'il n'y a pas suffisamment d'élèves francophones pour permettre à un conseil soit de nommer soit de partager les services d'un surintendant d'écoles de langue française, la Commission recommande que l'éducateur francophone occupant le rang le plus élevé dans ce territoire de compétence soit désigné pour remplir le rôle de coordonnateur aux programmes de langue française à l'intention des élèves francophones.

When not otherwise available, supervision services are offered by the Department of Education under article 82 (1) (b) of *The Schools Administration Act*. The Commission notes that the supervisory assistance obtained through this procedure is the least helpful to the schools, as such an official can often spend little time in the community. The French Language Committees should therefore spare no effort to ensure that the assistance of a francophone supervisory official is available, whenever possible, upon a more substantial and ongoing basis.

Recommendation 42

The Commission recommends that where French-speaking students are in sufficient numbers, the board should, in consultation with its French Language Committee, appoint a superintendent of French language schools.

Recommendation 43

The Commission recommends that the Minister of Education should use his power of approval for all supervisory appointments to ensure that the needs of the French-speaking students are being met.

Recommendation 44

The Commission recommends that boards explore the possibility of joint appointments of French language supervisory officials and consultants, and of providing joint services, where the French-speaking student population in one board area does not warrant such appointments.

Recommendation 45

The Commission recommends that where French-speaking students are not in sufficient numbers to make it possible for a board either to appoint or to share the services of a superintendent of French language schools, the highest ranking French-speaking educator in that jurisdiction should be designated to act as co-ordinator of French language programmes for French-speaking students.

5 Organismes

La Commission estime que le comité permanent des écoles de langue française devrait examiner la manière selon laquelle les organismes ministériels tels que le Conseil des arts de l'Ontario répondent aux besoins de la communauté franco-ontarienne. En outre, il serait bon d'inviter le comité permanent à examiner, en collaboration avec les représentants des autres ministères, la manière dont les organismes responsables vis-à-vis du Ministère des Collèges et Universités, tels que l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario et l'Office de la télécommunication éducative d'Ontario s'acquittent de la même fonction. Il est essentiel que tous les organismes ministériels ou commissions publiques qui traitent d'éducation ou de culture veillent à ce que leurs services soient établis de manière à répondre aux besoins réels des Franco-Ontariens de la manière la plus utile.

Recommandation n° 46

La Commission recommande que le comité permanent des écoles de langue française examine les structures et les services des organismes ministériels relevant du Ministre de l'Éducation qui sont susceptibles de contribuer aux services éducatifs et culturels destinés à la population francophone de l'Ontario.

Recommandation n° 47

La Commission recommande au comité permanent des écoles de langue française d'inviter tous les organismes ou commissions ministériels, quel que soit le ministère, qui s'occupent de questions éducatives ou culturelles à examiner avec lui les moyens selon lesquels ils répondent aux besoins de la communauté franco-ontarienne.

Le ministère de l'Éducation ainsi que le ministère des Collèges et Universités mettent sur pied des commissions spéciales et des comités d'enquête touchant à une grande variété de questions d'ordre éducatif et culturel. De l'avis de la Commission, il serait souhaitable d'assurer une représentation francophone appropriée dans ces groupes.

Recommandation n° 48

La Commission recommande une représentation francophone sur toutes les commissions spéciales et sur tous les comités appropriés mis sur pied par le ministère de l'Éducation et le ministère des Collèges et Universités.

5 Agencys

The Commission believes that the Standing Committee on French Language Schools should examine the way in which such ministerial agencies as the Province of Ontario Council for the Arts are meeting the needs of the Franco-Ontarian community. In addition, the Standing Committee might usefully be invited to review, in co-operation with representatives of the other department of government concerned, the way in which those agencies responsible to the Minister of Colleges and Universities, such as the Ontario Institute for Studies in Education and the Ontario Educational Communications Authority, are performing the same function. It is essential that all ministerial agencies or government commissions that deal with educational or cultural questions should ensure that their services are set up in such a way as to meet the real needs of Franco-Ontarians in the most helpful manner possible.

Recommandation 46

The Commission recommends that the Standing Committee on French Language Schools review the structures and services of those ministerial agencies responsible to the Minister of Education, which may be involved in the provision of educational and cultural services for the Ontario francophone community.

Recommandation 47

The Commission recommends that all ministerial agencies or commissions of the government, of whatever department, which are involved in educational or cultural matters should be invited by the Standing Committee on French Language Schools to join with it in a review of the ways in which they are meeting the needs of the Franco-Ontarian community.

Both the Department of Education and the Department of Colleges and Universities create special commissions and committees of enquiry on a wide variety of educational and cultural matters. In the Commission's view appropriate francophone representation on such bodies should be assured.

Recommandation 48

The Commission recommends that there should be francophone representation on all appropriate special commissions and committees created by the Department of Education and the Department of Colleges and Universities.

VI Services dans les deux langues

Le ministère de l'Éducation doit accroître dans une très large mesure ses services en français. Une telle évolution lui permettrait d'entretenir de meilleurs rapports avec les écoles et classes de langue française dont il a la charge, avec les commissaires d'écoles et fonctionnaires francophones ainsi qu'avec la population franco-ontarienne. Les documents officiels tels que, par exemple, le rapport du Ministre, les programmes cadres, la circulaire n° 14, les dossiers d'élèves, les certificats et contrats des professeurs ainsi que les circulaires numérotées devraient être disponibles aussi bien en français qu'en anglais. Dans certains cas, il conviendrait de préparer ces documents et les autres documents officiels du ministère sous forme de publication bilingue. En outre, il faut sans cesse rassembler des statistiques plus nombreuses concernant les écoles et classes de langue française, les analyser et les porter à la connaissance du public.

Le ministère devra pourvoir à cette augmentation des services dans les deux langues en s'assurant qu'il a les services professionnels de traduction voulus à sa disposition. Le ministère doit également déterminer les voies et moyens selon lesquels non seulement les membres du personnel au bureau central et les organismes ministériels, mais aussi les bureaux régionaux et les conseils scolaires peuvent se prévaloir de ces services de traduction. Il faudra subventionner ces bureaux et conseils pour leur permettre d'avoir davantage de services bilingues.

En plus du ministère de l'Éducation, tous les autres ministères et organismes gouvernementaux qui ont des rapports avec les écoles de langue française devraient également préparer normalement leurs textes en

VI Bilingual Services

The Department of Education needs to extend, very considerably, its French language services. Its communications with the French language schools and classes for which it is responsible, with francophone school trustees and officials, and with French-speaking people of Ontario would all be greatly improved by such a development. Such official documents, for example, as the Minister's report, curriculum guidelines, circular 14, student record cards, teachers' certificates and contracts, and the numbered memoranda should be available in French as well as in English. In some instances, it would be appropriate to prepare these and other official documents of the Department in a bilingual format. In addition, more statistical information regarding French language schools and classes should, on a continuing basis, be gathered, assessed, and made available to the public.

The Department will have to provide for this increase in bilingual services by assuring that it has adequate professional translation facilities at its disposal. The Department should also determine the ways and means by which not only members of staff at head office and in the ministerial agencies but also regional offices and school boards can avail themselves of these translation services. The latter will need assistance if they are to augment their own provision of bilingual services.

In addition to the Department of Education, all other government departments and agencies that deal with French language schools should also, as a matter of standard practice, prepare their material in French as well

français comme en anglais. Les affiches, avis et instructions relatifs à la prévention des incendies, à la sécurité routière, aux précautions à prendre avec le courant électrique et aux soins d'hygiène devraient, par exemple, être disponibles en français quand ils s'adressent aux écoles de langue française. Bien sûr, certains de ces textes sont à l'heure actuelle envoyés en français, mais cela devrait être la règle générale. Il est au mieux peu pratique, au pire dangereux et toujours grotesque, que les renseignements et les directives relatifs aux mesures de sécurité touchant par exemple l'incendie et l'hygiène soient envoyés en anglais aux écoles de langue française.

Recommandation n° 49

La Commission recommande au ministère de l'Éducation de communiquer en français avec les écoles de langue française de la province.

Recommandation n° 50

La Commission recommande au ministère d'envisager les voies et moyens d'aider les conseils scolaires à pourvoir à leurs besoins de traduction.

as in English. Posters, notices and instructions concerning fire prevention, road safety, hydro, and health care, for example, should be available in French for the French language schools. Although some of this material is presently sent out in French, all of it should be. It is at best impractical, at worst dangerous, and always ludicrous, that information and instructions about safety procedures in regard to such matters as fire and health should be sent in English to French language schools.

Recommendation 49

The Commission recommends that the Department of Education deal in French with the French language schools of the province.

Recommendation 50

The Commission recommends that the Department consider ways and means of assisting school boards to meet their translation needs.

VII Autres préoccupations

La Commission a eu notamment pour tâche de préconiser des recommandations en vue d'améliorer les moyens de répondre aux besoins d'éducation de la population franco-ontarienne. Selon la Commission, en modifiant le rôle des comités de langue française, en créant une commission des droits linguistiques, en nommant un sous-ministre adjoint francophone, en établissant un comité permanent des écoles de langue française et en stipulant des changements dans les structures de l'éducation dans la province, on aboutira à créer un nouveau contexte dans lequel les décisions concernant l'éducation en français seront prises par des Francophones.

Dans ce chapitre, la Commission n'a pas l'intention de s'efforcer de déterminer tous les autres points dans le domaine de l'éducation qui préoccupent encore à juste titre la population francophone. Il y en a tellement que cette tâche exigerait beaucoup plus de temps et beaucoup plus de ressources que la Commission ministérielle n'a pu disposer. Si les recommandations de la Commission sont acceptées, l'élaboration de la ligne de conduite touchant les écoles de langue française reviendra en bonne logique au sous-ministre adjoint et au comité permanent, aux comités de langue française dont les pouvoirs auront été accrus et à la commission des droits linguistiques dont la création a été préconisée. Néanmoins, tant dans les mémoires qui ont été soumis à la Commission qu'au cours de ses délibérations, un certain nombre de points ont été soulevés et la Commission estime qu'il est opportun de les commenter ici. La Commission souligne ces préoccupations dans le souci de faire ressortir certains problèmes majeurs et, dans certains cas, de proposer des moyens possibles de les résoudre. Dans tous les cas, la Commission compte sur le comité permanent pour examiner les recommandations préconisées sur ces points et pour examiner d'autres questions connexes auxquelles on n'a pas donné suite dans le présent rapport.

VII Other Areas of Concern

The Commission's main task has been to make recommendations to improve the way in which the educational needs of Ontario's French-speaking community are met. It is the Commission's belief that by altering the role of the French Language Committee, creating a Linguistic Rights Commission, naming a French-speaking Assistant Deputy Minister, setting up a Standing Committee on French Language Schools, and providing for changes in the province's educational structures a new framework will be created within which the decisions regarding French language education will be made by Francophones.

It is not the Commission's intention in this chapter to attempt to set out all the many other areas in the field of education that are of understandable concern to the French-speaking population. Such a task would take both a great deal more time and more resources than were available to the Ministerial Commission. The function of developing policies for French language schools will, with the acceptance of the Commission's recommendations, be more properly carried out by the Assistant Deputy Minister and the Standing Committee, by the strengthened French Language Committees, and by the proposed Linguistic Rights Commission. Nonetheless, both in the briefs submitted to it and in its discussions, a number of points were raised which the Commission wishes to comment on at this time. By noting these concerns, it is the Commission's desire to point out some major problems and, in some instances, to suggest possible paths to follow. In all cases, the Commission expects that the Standing Committee will review recommendations made in these areas and examine other related questions which have not been pursued in this report.

1 Services éducatifs

i Manuels scolaires, télévision éducative et aides pédagogiques

Il est capital pour le progrès et la qualité de l'enseignement offert dans les écoles de langue française de l'Ontario que l'on ait suffisamment de manuels, de programmes de télévision éducative et d'autres aides pédagogiques de bonne qualité. Il faut élaborer la ligne de conduite à court terme et à long terme pour répondre aux besoins immédiats et pour coordonner et encourager la préparation de textes, de programmes et d'autres aides pédagogiques pour l'avenir.

Il y a, à l'heure actuelle, une grande pénurie de manuels en langue française autorisés en Ontario. Ce problème général devient encore plus aigu chaque fois que l'on a besoin d'un texte touchant un domaine spécialisé. Il suffit de lire la circulaire n° 14 (la publication ministérielle qui énumère les manuels approuvés) pour voir nettement que l'on souffre d'une pénurie grave de manuels appropriés au milieu et répondant aux besoins des Franco-Ontariens. La Commission estime que l'une des premières tâches du comité permanent doit être d'examiner les procédés et de fixer de nouveaux critères pour l'approbation des textes à l'intention des élèves francophones.

Recommandation n° 51

La Commission recommande au comité permanent des écoles de langue française d'examiner les procédés et de fixer de nouveaux critères pour l'approbation des manuels à l'intention des élèves francophones.

En outre, le ministère doit prendre des mesures pour encourager la préparation, l'adaptation ou la traduction de textes et d'autres aides pédagogiques, soit en encourageant ce travail, soit en créant un programme de subventions visant à la mise en oeuvre de tâches précises que les conseils scolaires, les professeurs et d'autres organismes et particuliers intéressés pourraient solliciter.

Recommandation n° 52

La Commission recommande de prendre des mesures pour encourager la préparation, l'adaptation et la traduction de manuels et d'autres aides pédagogiques, soit que ce travail soit accompli directement sous l'égide du ministère soit que l'on mette sur pied un programme de subventions visant à la mise en oeuvre de tâches précises, que les conseils scolaires, les professeurs et d'autres organismes et particuliers intéressés pourraient solliciter.

1 Educational Services

i Textbooks; Educational Television; and Learning Materials.

The provision of appropriate textbooks, educational television programmes, and other learning materials in sufficient numbers and of good standards is of basic importance to the future development and to the quality of the instruction offered in the French language schools of Ontario. Policies for both the short and long term must be worked out in order to meet the immediate needs, and to co-ordinate and stimulate the preparation of texts, programmes, and other learning materials for the future.

There is at the present time a great dearth of French language texts available and approved for use in Ontario. This general problem becomes still more acute whenever there is need for a text dealing with a specialized area. A reading of Circular 14 (the departmental publication that lists approved texts) will show clearly the serious lack of textbooks relevant to the situation and needs of Franco-Ontarians. The Commission believes that one of the first tasks of the Standing Committee must be to review procedures and to set new criteria for the approval of texts for French-speaking students.

Recommendation 51

The Commission recommends that the Standing Committee on French Language Schools should review procedures and set new criteria for the approval of texts for French-speaking students.

In addition, the Department should take steps to stimulate the preparation, adaptation or translation of texts and of other learning materials either through sponsoring such work itself or by establishing a programme of grants to carry out specific projects, for which school boards, teachers, and other interested organizations and individuals could apply.

Recommendation 52

The Commission recommends that steps should be taken to stimulate the preparation, adaptation, and translation of texts and of other learning materials either through direct sponsorship of such work by the Department itself, or by the establishment of a programme of grants, to carry out specific projects, for which school boards, teachers, and other interested organizations and individuals could apply.

En outre, la Commission espère qu'un jour, sous l'égide ou avec le concours du ministère, on instituera un programme de recherches et de rédaction de l'histoire et de la culture de la population franco-ontarienne dans le cadre d'un programme plus vaste d'études ontariennes.

Recommandation n° 53

La Commission recommande d'instituer, sous l'égide ou avec le concours du ministère, un programme de recherches et de rédaction de l'histoire et de la culture de la population franco-ontarienne dans le cadre d'un programme plus vaste d'études ontariennes.

Dans le chapitre sur les structures, la Commission a recommandé la nomination d'un plus grand nombre de fonctionnaires francophones au ministère. A cet égard, il est essentiel d'étoffer la division des programmes d'un fonctionnaire supplémentaire pour coordonner et mettre au point la ligne de conduite dans ce domaine général des manuels et d'autres aides pédagogiques.

Recommandation n° 54

La Commission recommande qu'un fonctionnaire francophone soit nommé :

- a** *pour assumer la responsabilité de tous les moyens pédagogiques de langue française et pour collaborer avec les fonctionnaires du ministère responsables de la circulaire n° 14, des aides pédagogiques et, en outre, pour servir d'agent de liaison avec l'Office de la télécommunication éducative d'Ontario à propos des questions relatives aux écoles de langue française;*
- b** *pour coordonner l'autorisation des textes à l'intention des élèves francophones;*
- c** *pour établir et maintenir les contacts nécessaires avec les maisons d'édition et les autres organismes qui s'occupent de produire des livres et des aides pédagogiques;*
- d** *pour encourager la préparation et la production de textes d'enseignement en français;*
- e** *pour établir des rapports étroits avec ceux qui s'occupent, dans d'autres provinces et dans des pays étrangers, d'aspects analogues de l'enseignement en français;*
- f** *pour recommander et élaborer une ligne de conduite visant à résoudre à court et à long terme les problèmes dans le domaine;*
- g** *pour s'assurer que les écoles sont parfaitement au courant des textes qu'elles peuvent se procurer.*

Further, the Commission looks forward to the time when the Department will sponsor, or at least assist in the sponsorship of, a programme of research and writing about the history and culture of the Franco-Ontarian community as part, indeed, of a wider programme of Ontario studies.

Recommendation 53

The Commission recommends that the Department sponsor, or assist in the sponsorship of, a programme of research and writing about the history and culture of the Franco-Ontarian community, as part of a wider programme of Ontario studies.

In the chapter on structures, the Commission recommended the appointment of more French-speaking officials to the Department. In this connection, it is essential that an official be added to the Curriculum Branch to co-ordinate and develop policy in this whole field of textbooks and other learning materials.

Recommendation 54

The Commission recommends that a French-speaking official be appointed to :

- a** *assume the responsibility for all French language learning materials and to work with the departmental officials responsible for Circular 14 and for learning materials, and, in addition, to act as liaison officer with the Ontario Educational Communications Authority on French language school matters;*
- b** *co-ordinate the authorization of texts for French-speaking students;*
- c** *establish and maintain the necessary contacts with publishing firms and other bodies involved with the production of books and learning materials;*
- d** *encourage the preparation and production of educational material in the French language;*
- e** *establish close relationships with those involved in other provinces, and in foreign countries, in similar aspects of French language education;*
- f** *recommend and develop policy for the short and long term solution to problems in this field;*
- g** *ensure that the schools are aware of the materials available to them.*

ii Bibliothèques

La création et le bon fonctionnement d'une bibliothèque scolaire bilingue est un point où notamment les frais supplémentaires pour les écoles de langue française et les écoles dans lesquelles le français est employé comme langue d'enseignement sont indéniables. Le fait qu'au niveau secondaire les bibliothèques scolaires doivent être constituées en même temps dans les deux langues impose un fardeau supplémentaire. En outre, du fait de l'étroitesse du marché, les livres de langue française sont généralement plus chers que les mêmes livres en anglais.

Recommandation n° 55

La Commission recommande au comité permanent d'étudier les frais résultant de la construction de bibliothèques dans les écoles de langue française et dans les écoles de langue anglaise où le français est également utilisé comme langue d'enseignement et d'effectuer dans les formules de subventions de la province d'autres redressements appropriés jugés nécessaires pour le respect de l'égalité des normes dans les services de bibliothèques fournis dans les écoles secondaires anglophones et francophones de l'Ontario.

Les écoles de langue française doivent pouvoir compter sur un nombre suffisant de professeurs-bibliothécaires francophones. Il importe de prendre des mesures pour encourager les étudiants à s'engager dans cette voie.

Recommandation n° 56

La Commission recommande au comité permanent d'étudier les besoins présents et futurs des écoles et des programmes de langue française ainsi que le nombre de bibliothécaires francophones disponibles à l'heure actuelle et, en prévision de l'avenir, de déterminer dans quelle mesure les cours actuels universitaires et post-secondaires répondent aux besoins de la population francophone à cet égard.

Les mesures nécessaires doivent également être prises pour que la population, dans son ensemble, puisse facilement puiser dans les ressources offertes par les bibliothèques et les écoles de langue française. A cet égard, une collaboration étroite devrait être établie avec l'administration responsable des bibliothèques municipales. A leur tour, un grand nombre de bibliothèques municipales devraient répondre beaucoup plus qu'elles ne le font à l'heure actuelle aux besoins de la population francophone dans les localités qu'elles desservent.

ii Libraries

One area in which there are unmistakable added costs for French language schools and schools in which French is used as a language of instruction is in establishing and maintaining a "bilingual school library". An additional burden is imposed by the fact that at the secondary level school libraries have to be started at the same time in both languages. Moreover, French language books generally are more expensive than their equivalent in the English language because of the smaller market open to them.

Recommendation 55

The Commission recommends that the Standing Committee study the costs of libraries in French language schools and in English language schools in which French is also used as a language of instruction, and that further appropriate adjustments which may be found necessary in order to achieve equality of standards in the library services provided in anglophone and francophone Ontario secondary schools be made in the provincial grant formulae.

It is essential that an adequate supply of francophone teacher-librarians be provided for the French language schools. Steps should be taken to encourage students to enter this field.

Recommendation 56

The Commission recommends that the Standing Committee review the present and anticipated needs of French language schools and programmes and the supply of French-speaking librarians presently available and in prospect, to determine to what extent existing university and community college courses meet the needs of the French-speaking community in this regard.

The necessary steps should also be taken to make the library resources in French language schools readily available to the community as a whole. In this connection, close co-operation should be developed with the authorities responsible for municipal libraries. In turn, many municipal libraries should reflect far more adequately than they do at present the needs of the French-speaking people in the communities they serve.

Recommandation n° 57

La Commission recommande d'encourager toutes les localités où il y a population francophone à être conscientes du besoin de nommer un nombre suffisant de Franco-Ontariens pour faire partie de leur conseil de bibliothèque municipale; elle recommande également que le budget, le personnel, les services, les livres, les bandes magnétiques, les disques et les films de la bibliothèque municipale répondent, dans une proportion équitable, aux besoins des deux populations, anglophone et francophone.

iii Programmes d'études

Le programme d'études des écoles de langue française doit s'inspirer des principaux principes pédagogiques et des règles fondamentales d'instruction fixés pour toutes les écoles de l'Ontario. Par ailleurs, le programme doit néanmoins atteindre des objectifs précis et répondre à des besoins propres aux écoles de langue française. Pour que ce programme corresponde bien aux exigences de la population francophone, les enseignants francophones qui connaissent bien les besoins culturels et éducatifs de la population francophone doivent jouer un rôle dans l'élaboration des grandes lignes de la politique provinciale en matière d'éducation. C'est là une tâche capitale que le comité permanent ne devrait jamais cesser d'assumer. Il faut essayer d'obtenir le point de vue des professeurs, des parents, des élèves et des commissaires francophones.

Les liens établis entre les éducateurs francophones du ministère et la population franco-ontarienne doivent être étroits et imprégnés de compréhension. Par ailleurs, ces rapports doivent s'intégrer d'une manière constructive et harmonieuse dans le système global d'éducation de la province.

Recommandation n° 58

La Commission recommande que le comité permanent s'assure, dans le cadre de ses attributions continues, que le programme d'études des écoles de l'Ontario réponde aux besoins propres à la population francophone.

iv Orientation scolaire

Les services d'orientation scolaire destinés aux élèves francophones doivent être confiés à des Francophones spécialistes en la matière. De même, les divers tests, instruments, évaluations et tous autres moyens nécessaires aux programmes d'orientation scolaire doivent être fournis en français pour les élèves et le personnel francophones.

Recommandation 57

The Commission recommends that all communities with a francophone population should be encouraged to bear in mind the need to appoint a fair and sufficient number of citizens from the French-speaking community to their Municipal Library Boards and that the Municipal Library budget, personnel, services, books, tapes, records, and films should reflect, in just proportion, the needs of both the English and French-speaking populations.

iii Curriculum

The curriculum for the French language schools should follow the main pedagogical principles and basic instructional guidelines set for all Ontario schools. At the same time, however, the curriculum should meet specific goals and needs that pertain to French language schools. In order to ensure that it does correspond to the requirements of the French-speaking population, French-speaking educators who are familiar with the cultural and educational needs of the Franco-Ontarian community must be involved in the development of provincial guidelines. This should be one of the continuing responsibilities and a key task of the Standing Committee. The views of the French-speaking teachers, parents, students, and trustees must be sought.

The liaison established between the French-speaking educators in the Department and the Franco-Ontarian community must be a close and responsive one. This entire operation must, in turn, be related in a constructive and harmonious manner with the total educational system of the province.

Recommandation 58

The Commission recommends that the Standing Committee ensure, as a continuing responsibility, that the curriculum for Ontario schools meets the particular needs of the French-speaking population.

iv Counselling

The counselling services for French-speaking students should be conducted by French-speaking guidance specialists. Similarly, the various testing and evaluation documents, and any other materials needed for the counselling programme should be supplied in French for the use of francophone students and staff.

Les services d'orientation scolaire et services analogues doivent être assurés en français au même niveau et suivant les mêmes principes qu'ils sont offerts en anglais aux échelons provincial, régional et local

Recommandation n° 59

La Commission recommande au comité permanent d'étudier les besoins des écoles de langue française en ce qui a trait aux services d'orientation scolaire et de présenter les recommandations destinées à répondre à ces besoins.

v Education spéciale

Les besoins des familles francophones et de leurs enfants dans le domaine de l'éducation spéciale n'ont pas jusqu'à présent toujours été équitablement ou suffisamment satisfaits en Ontario.

Les écoles de l'Ontario à l'intention des aveugles et des sourds n'ont rien prévu pour l'éducation des enfants francophones. À l'heure actuelle, les enfants aveugles ou sourds venant de familles franco-ontariennes peuvent fréquenter, aux frais de la province, des écoles spéciales dont l'enseignement est dispensé en français, à Montréal. Le comité permanent des écoles de langue française devrait peut-être se pencher sur la question pour voir s'il n'est pas possible d'assurer un service en Ontario.

Il n'y a pas d'écoles de langue française pour les enfants inadaptés. Les enfants francophones qui souffrent déjà de déficience physique ou mentale et dont les parents désirent qu'ils fréquentent une école en Ontario doivent donc faire face à un handicap supplémentaire, à savoir s'instruire dans une langue qui n'est pas leur langue maternelle.

Les programmes actuels dans d'autres domaines de l'enseignement spécial tels que les maternelles et les cours par correspondance ne répondent pas non plus jusqu'à présent aux besoins de la population francophone.

Recommandation n° 60

La Commission recommande au comité permanent des écoles de langue française de faire un rapport sur les besoins des enfants francophones dans tous les domaines de l'éducation spéciale et de préconiser des recommandations sur les points suivants:

- a** *des écoles ou des classes à l'intention des aveugles et des sourds;*
- b** *des écoles ou des classes à l'intention des enfants inadaptés;*

At the departmental, regional and local levels, guidance and other consultative services should be supplied in the French language at the same level and on the same basis as they are provided in English.

Recommendation 59

The Commission recommends that the Standing Committee review the needs of the French language schools with respect to counselling services and make recommendations to meet those needs.

v Special Education

The needs of French-speaking families and their children in the areas of special education have not, as yet, always been fairly or adequately met in Ontario.

Ontario schools for the blind and the deaf do not make special provision for the education of French-speaking children. At present, blind or deaf children from Ontario's French-speaking families may attend special schools which are conducted in French in Montreal at government expense. This situation should perhaps be examined by the Standing Committee on French Language Schools to see if a better service could now be provided in Ontario.

There are no French language schools for retarded children. French-speaking children who are already physically or mentally handicapped and whose parents wish them to attend school in Ontario must, therefore, often face the added burden of receiving instruction in a language other than their native tongue.

Present programmes in other areas of special education, such as nursery schools and correspondence courses, also do not, as yet, meet the needs of the French-speaking population.

Recommendation 60

The Commission recommends that the Standing Committee on French Language Schools should report upon the needs of French-speaking children in all areas of special education and make recommendations with respect to:

- a** *schools or classes for the blind and the deaf;*
- b** *schools or classes for the retarded;*

- c** des services à l'intention des enfants qui ont des troubles émotionnels ou des problèmes de la perception;
- d** des cours en français dans les diverses matières offertes par la division des cours par correspondance;
- e** des maternelles à l'intention des enfants francophones qui répondent aux besoins socio-culturels aussi bien que socio-économiques;
- f** tous les autres domaines de l'enseignement spécial.

vi Education permanente

L'éducation permanente au niveau secondaire pour les adultes entre dans le cadre des responsabilités des conseils scolaires. Au cours des dernières années, on a observé une augmentation dans certaines régions du nombre des cours offerts en français. La mise sur pied d'écoles secondaires de langue française a suscité un nouvel intérêt chez la population francophone à l'égard de ces cours et de plus en plus on est en mesure de se prévaloir des services des professeurs francophones pour dispenser ces cours.

Recommandation n° 61

Lorsque les conseils scolaires offrent des programmes au niveau secondaire en français, la Commission recommande au ministre, par l'intermédiaire du comité permanent et des conseils en cause, de stipuler la création et le développement de classes d'éducation permanente en français et de prendre les mesures nécessaires pour assurer la publicité des cours et leur assurer les voies et moyens voulus.

vii Activité culturelle et loisirs

L'école tient une place centrale dans la vie culturelle de la minorité linguistique. Par conséquent, il est important pour l'épanouissement culturel de la population francophone que les écoles jouent la part la plus complète dans ce domaine. Les écoles de langue française doivent vraiment être des écoles au service de la communauté, facilement accessibles à l'ensemble de la population appartenant au groupe linguistique pour lequel elles ont été créées. Les comités de langue française, en collaboration avec les conseils scolaires, doivent trouver les voies et moyens visant à garantir ce principe.

- c** facilities for the emotionally disturbed and for the perceptually handicapped;
- d** courses in the French language in the various subject areas offered by the Correspondence Courses Branch;
- e** nursery schools for French-speaking children based on socio-cultural as well as socio-economic needs;
- f** any other areas of special education.

vi Continuing Education

Continuing education at the secondary level for adults is the responsibility of boards of education. In recent years there has been an increase in some areas of the number of courses offered in French. The advent of French language secondary schools has sparked a new interest in the French-speaking community in such courses and the availability of French-speaking teachers for these courses is steadily increasing.

Recommendation 61

The Commission recommends that where boards of education are offering French language secondary school programmes, provision should be made by the Department through the Standing Committee and the boards concerned for the establishment and expansion of French language continuing education classes with suitable arrangements for publicity of the courses and for their viability.

vii Cultural and Recreational Activities

The school occupies a central role in the cultural life of the linguistic minority. It is therefore important to the cultural development of the French-speaking community that their schools should play the fullest role possible in this field. The French language schools must truly be community schools and easily accessible to the general population of the linguistic group they exist to serve. The French Language Committees, in co-operation with the school boards, must find the ways and means to ensure that such a development occurs.

Il importe également de faire des efforts pour garantir que les divers comités culturels et récréatifs à l'échelon local dans toute la province représentent plus équitablement que cela n'a parfois été le cas la population francophone de leur région tant à l'égard de la composition des comités qu'en ce qui concerne l'emploi des fonds dans le domaine culturel et sportif. Ces comités doivent également s'efforcer d'améliorer, au niveau local où ils fonctionnent, leurs propres services en français comme en anglais.

Recommandation n° 62

La Commission recommande que les écoles de langue française soient considérées et deviennent les centres de la vie et de l'activité culturelles de toute la population francophone qu'elles desservent.

Recommandation n° 63

La Commission recommande au comité permanent d'examiner le rôle joué par les Francophones dans les organismes locaux, culturels, récréatifs et de sport amateur pour déterminer si la population francophone est équitablement représentée et si elle reçoit sa juste part des deniers publics dans ce domaine.

Le rapport de 1969 du comité d'étude culturelle franco-ontarien (le comité Saint-Denis) reste l'examen le plus poussé et le plus approfondi des besoins culturels de la population franco-ontarienne et ses recommandations doivent continuer de servir de guide à la politique des pouvoirs publics.

Recommandation n° 64

La Commission recommande que le comité permanent étudie dans quelle mesure les recommandations du rapport Saint-Denis ont été mises en oeuvre et, d'après ces examens, prépare des recommandations en vue des mesures à prendre à l'avenir dans le domaine culturel et récréatif.

viii Formation des maîtres

La formation des maîtres des écoles élémentaires et secondaires de langue française est dispensée à l'heure actuelle à la faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa et à l'École normale de Sudbury (pour l'échelon élémentaire seulement).

Les professeurs qui auront pour tâche de préserver et d'enrichir la culture et la langue françaises de par leurs fonctions dans les écoles élémentaires et secondaires de langue française devraient recevoir leur

It is also important that efforts be made to ensure that the various cultural and recreational committees, which exist at the local level throughout the province, reflect more adequately than has sometimes been the case the French-speaking population of their region, both in terms of the composition of the committees and in terms of the use of the funds expended by them on cultural and sporting activities. These committees must also seek to improve, at the local level on which they operate, the provision of their own services in French as well as in English.

Recommendation 62

The Commission recommends that French language schools should be regarded and developed as centres for the cultural life and activities of the entire French language community that they serve.

Recommendation 63

The Commission recommends that the Standing Committee examine the role played by Francophones in local cultural, recreational, and amateur sport bodies, to determine if the French-speaking population is adequately represented and if it is receiving its fair share of the public funds expended on such activities.

The 1969 Report of the Franco-Ontarian Cultural Study Committee (The Saint-Denis Committee) remains the most intensive and in-depth examination of the cultural needs of the Franco-Ontarian community, and its recommendations should continue to be used as a guide for government policy.

Recommendation 64

The Commission recommends that the Standing Committee determine the extent to which recommendations of the Saint-Denis Report have been implemented and, on the basis of such a review, make recommendations for future action in the sphere of cultural and recreational activities.

viii Teacher Education

The education of teachers for elementary and secondary French language schools is presently being carried out at the Faculty of Education of the University of Ottawa and at the Sudbury Teachers' College (elementary only).

Teachers who will be assigned the responsibility of preserving and enriching the French culture and the French language through their duties in French language elementary and secondary schools should receive their own training as teachers in French language institutions which must provide a rich cultural environment for their

formation de maître dans des établissements de langue française qui offrent un milieu culturel enrichissant pour leurs étudiants. Cette formation ne peut être dispensée dans une institution qui s'efforce de préparer des maîtres destinés à l'enseignement à la fois dans les écoles de langue française et de langue anglaise. Les maîtres de langue française pourront, par la suite, entretenir des rapports avec leurs collègues anglophones en participant aux diverses associations professionnelles d'enseignants ainsi qu'aux journées d'étude prévues à cette fin.

Bien que la pénurie de professeurs francophones à l'échelon élémentaire ait conduit à l'acceptation, dans une certaine mesure, des normes d'admission moins élevées dans les instituts de formation des maîtres francophones, la situation se redresse progressivement. A l'échelon secondaire la situation s'améliore également mais à un rythme plus lent du fait de la création de nombreuses écoles de langue française au cours des dernières années. On continuera pendant plusieurs années à souffrir d'une pénurie de professeurs pleinement qualifiés. Le ministère de l'Éducation doit étudier la possibilité d'organiser des programmes d'été spéciaux à l'intention des candidats francophones. Si l'on offre de tels cours, tous les candidats doivent pouvoir en profiter quels que soient leur lieu d'emploi.

Enfin, étant donné l'importance de la formation des maîtres, le ministère doit avoir du personnel francophone pour ses rapports avec les établissements assurant la formation des maîtres de langue française.

Recommandation n° 65

La Commission recommande d'harmoniser progressivement les normes d'admission aux écoles normales et aux collèges de pédagogie de langue française avec celles imposées aux candidats anglophones.

Recommandation n° 66

La Commission recommande au ministère d'engager un fonctionnaire francophone à plein temps pour sa direction de formation des maîtres et de lui confier des attributions spéciales pour les programmes de formation des maîtres en langue française.

Recommandation n° 67

La Commission recommande au ministère de l'Éducation d'étudier la possibilité de mettre sur pied des programmes spéciaux d'été à l'intention des candidats francophones pendant une certaine période et, si l'on dispense de tels cours, de donner les mêmes possibilités de les suivre à tous les candidats quel que soit leur lieu d'emploi.

students. This cannot be done in a college that attempts to prepare teachers for both English and French language schools. Contacts with English-speaking teachers can be developed, subsequently, through participation in the different professional teachers' organizations and in seminars planned for this purpose.

Although the dearth of French-speaking teachers at the elementary level has resulted in the acceptance, to some extent, of lower standards for admission to French language elementary teacher education institutions in Ottawa and Sudbury, the situation is steadily improving. At the secondary school level, the situation is also improving but at a slower rate as a result of the establishment of numerous French language schools in recent years. A shortage of fully qualified teachers will likely exist for a few more years. The Department of Education should study the feasibility of retaining special summer programmes for French-speaking candidates. If such courses are offered, they should be available to all candidates regardless of their place of employment.

Finally, in view of the importance of teacher education, the Department must have French-speaking personnel to deal with French language teacher training institutions.

Recommendation 65

The Commission recommends that admission requirements to French language Teachers' Colleges and Colleges of Education be progressively brought into line with those for English-speaking candidates.

Recommendation 66

The Commission recommends that a full-time French-speaking official be hired by the Department for its Teacher Education Branch with special responsibility for French language teacher education programmes.

Recommendation 67

The Commission recommends that the Department of Education study the feasibility of retaining special summer programmes for French-speaking candidates for a certain period of time and, if such courses are offered, that they be available to all candidates regardless of their place of employment.

ix Perfectionnement professionnel des maîtres

L'expansion rapide des programmes de langue française à l'intention des élèves francophones a créé des besoins spéciaux dans le domaine du perfectionnement professionnel des maîtres. Selon la Commission, le comité permanent des écoles de langue française doit déterminer très sérieusement quels sont les besoins propres à la population francophone à cet égard, dans quelle mesure on les satisfait et, le cas échéant, comment améliorer la situation actuelle.

Selon la Commission, étant donné leur plus petit nombre et, dans de nombreux cas, les distances plus grandes à parcourir, les membres de la minorité linguistique ont à faire face à des problèmes qui ne se présentent pas pour ceux qui appartiennent au groupe majoritaire. Les cours de perfectionnement professionnel offerts en français doivent, par conséquent, être dispensés dans les régions où l'on observe une densité assez forte de professeurs francophones. De plus, il y a un besoin de fonctionnaires ministériels responsables du perfectionnement professionnel en vue de travailler en étroite collaboration avec les professeurs, avec leurs fédérations et les conseils scolaires pour organiser et mettre sur pied le genre de cours dont on a le plus besoin.

Dans le cas des cours qui s'adressent aux directeurs d'école, il faut prendre des mesures pour réunir les candidats francophones dans un même cours. Un tel regroupement favoriserait énormément l'efficacité du programme.

Enfin, la Commission recommande instamment de mettre au point des cours spéciaux à l'intention des professeurs francophones qui ont enseigné dans les écoles anglaises mais qui, à l'heure actuelle, entrent dans les écoles de langue française. Un grand nombre de ces professeurs, surtout en ce qui concerne l'enseignement professionnel, éprouvent le besoin d'améliorer leurs connaissances de la terminologie du français dans leur spécialité. Des programmes spéciaux, qui pourraient être reconnus, devraient être offerts aux professeurs désireux de les suivre.

Recommandation n° 68

La Commission recommande au comité permanent d'étudier les besoins de la population francophone dans le domaine du perfectionnement professionnel à l'intention des maîtres et de préparer des recommandations, le cas échéant, pour répondre à ces besoins.

ix Professional Development for Teachers

The rapid expansion of French language programmes for French-speaking students has created special needs in the area of professional development for teachers. The Commission believes that the Standing Committee on French Language Schools must determine very carefully what the particular needs of the French-speaking community are in this regard, to what extent they are being met, and how to improve, where necessary, upon the present situation.

In the Commission's view, because of their smaller numbers and, in many cases, the greater distances to be travelled, the linguistic minority must face problems which the majority community does not meet. The professional development courses offered in French, therefore, must be provided in those areas where there are concentrations of French-speaking teachers. Furthermore, there is a real need for the departmental officials in charge of professional development to work closely with teachers, and with their federations and school boards, to plan and arrange the kinds of courses that are most needed.

In the case of the Principals' Course, steps should be taken to enable French-speaking candidates to attend the same course. Such a grouping would permit a much more effective programme.

Finally, the Commission would urge that special courses should be developed for those French-speaking teachers who have been teaching in the English language schools but who are now entering the French language schools. Many of these teachers, particularly in the vocational areas, feel the need to improve their command of the French terminology in their fields. Special programmes, which could be accredited, should be provided for those teachers desiring them.

Recommendation 68

The Commission recommends that the Standing Committee review the needs of the French-speaking community in the area of professional development for teachers and make recommendations, where necessary, to meet those needs.

2 Programmes d'anglais et de français

i Anglais (aux élèves francophones)

L'enseignement de l'anglais (*Anglais*) aux élèves francophones est obligatoire de la cinquième à la douzième année. Cependant, en fait, l'enseignement de l'anglais comme langue seconde dans les écoles de langue française commence, en général, dès la deuxième ou la troisième année. Très rares sont les écoles de langue française où l'enseignement de l'*Anglais* ne commence plus tard qu'en troisième année.

Le programme cadre d'*Anglais*, publié en 1970 par le ministère de l'Éducation est le document fondamental permettant d'élaborer des programmes locaux. Il fixe les buts et objectifs du programme d'enseignement de l'*Anglais*:

"Buts et Objectifs"

Ce programme doit aider tous les élèves dont la langue maternelle est le français à:

acquérir une connaissance pratique de l'anglais comme langue seconde et des méthodes permettant d'enrichir leur connaissance de cette langue et de les appliquer établir des rapports efficaces avec les condisciples anglophones tant au cours des années scolaires qu'après leurs études

se préparer à être admis dans une école supérieure ou une université où l'instruction serait dispensée en anglais

participer aux affaires commerciales, politiques, civiques et sociales des populations susceptibles d'être essentiellement anglophones

acquérir la compréhension et le goût, par l'étude de la littérature et de la langue, des valeurs et traits culturels de leurs voisins anglophones sans que cet enrichissement ne se produise aux dépens de la culture française."

Ce programme d'études offre beaucoup de latitude pour l'établissement d'une variété de programmes destinés à répondre aux besoins particuliers des élèves franco-ontariens dans toutes les régions de la province sans restreindre la qualité des cours. En fait, dans certaines régions la gamme et les normes des cours d'*Anglais* sont presque identiques aux cours d'Anglais (English) offerts aux élèves anglophones.

2 Anglais and Français

i Anglais (English to French-speaking students)

The teaching of English (*Anglais*) to French-speaking students is compulsory from grades five to twelve. In fact, however, the teaching of English as a second language in French language schools generally begins in grade two or three. Very few French language schools begin the teaching of *Anglais* later than the third grade.

The Curriculum guideline *Anglais*, published in 1970 by the Department of Education, is the basic document from which local programmes may be designed. It sets out the aims and objectives of the *Anglais* programme:

"Aims and Objectives"

"This program should help all pupils whose mother tongue is French to:

gain a practical knowledge of English as a second-language and to acquire methods of developing and applying it

establish effective communication with English speaking companions both during school years and after leaving school

prepare for admission to an advanced school or a university where instruction may be in English

participate in the commercial, political, civic, and social affairs of communities that may be predominantly English-speaking

acquire comprehension and appreciation, through literature and language, of the values and cultural characteristics of their English-speaking neighbours although not at the expense of French culture."

This Curriculum guideline provides ample latitude for the establishment of a variety of programmes to suit the specific needs of Franco-Ontarian students in all areas of the province without limiting the quality of the courses. Indeed, in certain areas the range and standard of the courses offered in *Anglais* are almost identical to the English courses offered to English-speaking students.

ii Français (aux élèves francophones)

La Commission a remarqué avec plaisir un accueil très général de la part des élèves francophones à l'égard des possibilités plus grandes de suivre les cours de *Français* (destinés aux élèves francophones) qui sont le résultat du développement des programmes secondaires de langue française en Ontario au cours des dernières années. Le nombre total des élèves qui suivent les cours de *Français* a plus que doublé, passant à 28,000 depuis l'introduction des réformes législatives, recommandées par la Comité Bériault en 1968. La Commission se réjouit de cette évolution et espère que tous les efforts continueront d'être faits pour permettre aux élèves franco-ontariens d'aspirer aux normes les plus élevées dans l'usage de leur langue maternelle.

3 Niveau post-secondaire

La Commission remarque que l'enseignement du français au niveau secondaire ne peut être considéré indépendamment de ce qui est offert, soit au niveau élémentaire soit au niveau post-secondaire.

Au cours des années '60, on a observé un progrès marqué dans l'enseignement du français tant à l'intention des Anglophones que des Francophones au niveau universitaire en Ontario. Le nombre de ces étudiants qui suivent à plein temps des programmes dispensés en partie ou en totalité en français est passé de moins de 2,500 en 1960 à 7,774 en 1967-68 et à bien au-delà de 10,000 en 1970-71. Cependant, en dépit de la croissance continue de l'Université d'Ottawa et de la fondation de l'Université Laurentienne à Sudbury ainsi que du développement extraordinaire des cours de français dans la plupart des autres universités de la province, le système universitaire de l'Ontario n'offre cependant pas aux Franco-Ontariens la possibilité de suivre, dans leur propre langue, la gamme et la variété des cours que les étudiants anglophones peuvent suivre depuis longtemps dans leur propre langue dans la province de Québec.

On pourrait utilement inviter le sous-ministre adjoint francophone et le comité permanent des écoles de langue française du ministère de l'Éducation à collaborer avec le ministère des Collèges et Universités pour examiner cette situation.

Recommandation n° 69

La Commission recommande d'examiner les structures et les disponibilités de personnel du ministère des Collèges et Universités en vue de garantir une représentation et une participation appropriées de la population franco-ontarienne au sein du ministère.

ii Français

The Commission noted with pleasure that there has been a massive response by francophone students to the increased opportunities to take *Français* (French for French-speaking students) which have resulted from the expansion of the French language secondary programme in Ontario in recent years through the opening of new schools, wings of schools, and classes for Francophones. The total number of students taking *Français* has in fact more than doubled, rising to some 28,000, since the introduction of the legislative reforms recommended by the Bériault Committee in 1968. The Commission welcomes this development and would hope that every effort will continue to be made to enable and to encourage Ontario's French-speaking students to aspire to the highest standards in the spoken and written use of their native tongue.

3 Post-Secondary Level

The Commission notes that French language education at the secondary level cannot be viewed in isolation from that available at either the elementary or post-secondary levels.

The decade of the 1960s saw a very substantial expansion in French language education for both the Anglophones and Francophones at the university level in Ontario. The number of full-time equivalent students taking programmes taught partly or wholly in French rose from less than 2,500 in 1960 to 7,774 in 1967-1968, and to well over 10,000 in 1970-1971. However, despite continued growth at the University of Ottawa and the founding of Laurentian University in Sudbury, as well as the great expansion of French language courses at most of the other universities of the province, the Ontario university system does not yet offer to Franco-Ontarians the opportunity to study in their own tongue the range and variety of courses which it has long been possible for English-speaking university students to take in their tongue in the province of Quebec.

The French-speaking Assistant Deputy Minister and the Standing Committee on French Language Schools of the Department of Education might usefully be invited to work with the Department of Colleges and Universities in reviewing this situation.

Recommendation 69

The Commission recommends that the structures and personnel arrangements of the Department of Colleges and Universities should be examined with a view to ensuring adequate representation and participation of the Franco-Ontarian community within the Department.

Recommandation n° 70

La Commission recommande au ministère des Collèges et Universités d'envisager la création d'un comité consultatif de l'enseignement post-secondaire en langue française.

Au niveau des collèges communautaires le collège Algonquin à Ottawa est le seul établissement bilingue de la province. Il couvre surtout les besoins de la population francophone de l'est de l'Ontario. La Commission recommande que des mesures soient prises afin que soient satisfaits les besoins au niveau de ces collèges de l'importante population francophone du nord de l'Ontario.

Recommandation n° 71

La Commission recommande de déclarer le Cambrian College, collège communautaire bilingue afin de pouvoir servir la population francophone du nord de l'Ontario.

Enfin il faut éviter que les divers établissements bilingues d'enseignement post-secondaire ne subissent des pertes, que ce soit dans le domaine éducatif ou financier, du fait de frais supplémentaires dus au bilinguisme. Le ministère doit faire en sorte que les frais supplémentaires, le cas échéant, soient couverts grâce à un système de subventions.

Recommandation n° 72

La Commission recommande au ministère des Collèges et Universités de déterminer dans quelle mesure les frais supplémentaires entraînés par leurs objectifs et mesures touchant au bilinguisme sont à la charge des établissements bilingues post-secondaires et de considérer ces frais supplémentaires comme des dépenses normales pour l'enseignement supérieur engagées dans l'intérêt public.

4 Religion

Il est évident qu'un des soucis principaux de nombreux parents et éducateurs francophones porte toujours sur la place de l'enseignement religieux dans les programmes des écoles secondaires. En fait, cette question a été soulevée sous une forme ou sous une autre dans la plupart des mémoires remis à la Commission par les organismes francophones. Bien que l'on ait souvent rencontré une approbation à l'égard du nouveau cours sur "Les Grandes Religions" institué par le ministère pour les élèves des 11^e et 12^e années, il appert que de nombreux Franco-Ontariens croient que ce cours ne répond pas à leurs besoins.

Recommandation 70

The Commission recommends that the Department of Colleges and Universities consider appointing an Advisory Committee on French language post-secondary education.

At the community college level, Algonquin College in Ottawa is the only bilingual institution in the province. It serves the needs, primarily, of the French-speaking population of Eastern Ontario. The Commission recommends that the necessary steps should be taken to meet the community college needs of the substantial francophone population in Northern Ontario.

Recommandation 71

The Commission recommends that Cambrian College be designated a bilingual community college to serve the French-speaking population of Northern Ontario.

Finally, it is essential that the various bilingual post-secondary institutions in Ontario should not suffer academically and financially because of the added costs of bilingualism. Where such supplementary costs exist, the Department should ensure that they are covered through the grants structure.

Recommandation 72

The Commission recommends that the Department of Colleges and Universities should determine the extent to which added costs fall upon bilingual post-secondary institutions, because of their bilingual objectives and arrangements, and that it should regard such additional costs as legitimate expenditures on higher education which are in the public interest.

4 Religion

It is clear that one of the basic concerns of many French-speaking parents and educators continues to be the place of religious instruction in the secondary schools' curriculum. Indeed, this question has been raised in one form or another in most of the briefs submitted to the Commission by francophone organizations. While support was often indicated for the recent introduction by the Department of the course "World Religions" for grades 11 and 12, there were also indications that many Franco-Ontarians do not believe that such a course meets their needs.

Ils s'inquiètent en particulier du fait qu'en vertu du système actuel imposé par le Ministère, aucun crédit ne peut être accordé pour l'enseignement ou l'étude d'un cours d'instruction religieuse à l'exception du cours sur "Les Grandes Religions". Bien qu'un certain nombre de cours de religion aient été offerts dans le passé, en vertu de la Section n° 45 (maintenant Section 42 du règlement 191 R.S.O. 1970) qui autorise les conseils à offrir différentes sortes de programmes d'enseignement religieux ces programmes n'ont pas été approuvés pour fin de crédit.

La Commission comprend et respecte le désir de nombreux parents francophones qui cherchent des moyens pour améliorer l'enseignement moral donné actuellement dans les écoles secondaires. Précisons cependant, que cette question est extrêmement complexe et que les Ontariens ont à ce sujet des points de vue fort divergents et auxquels ils tiennent fermement. Ce ne sont pas des questions linguistiques ou culturelles qui les opposent mais la place de la religion dans nos écoles. La Commission ne croit pas que l'on puisse trouver une solution simple qui permettrait de résoudre le problème en toute équité, ou que l'on puisse accorder à un groupe particulier des privilèges que l'on refuserait aux autres. Compte tenu de ces considérations, la Commission propose la recommandation suivante.

Recommandation n° 73

La Commission recommande qu'à la fin de la première année (1972-73) du cours sur "Les Grandes Religions", le ministère de l'Éducation et le comité permanent des écoles de langue française fassent une étude qui permette de déterminer dans quelle mesure ce cours a répondu aux besoins des Francophones et des Anglophones.

5 Considérations d'ordre financier

Du fait qu'elles font partie intégrante du système des écoles publiques, les écoles secondaires de langue française jouissent d'office de la même aide financière que les autres écoles secondaires de l'Ontario. Cependant, le ministère de l'Éducation a reconnu l'existence des besoins propres à ces écoles en accordant des subventions spéciales aux conseils en cause pour alléger leur lourd fardeau dû aux frais supplémentaires qu'entraîne l'enseignement dans les deux langues. Ceci fut fait bien avant que n'intervienne l'accord fédéral-provincial sur l'aide fédérale relative aux programmes d'enseignement bilingue qui a débuté

Of particular concern is the fact that under the Department's present arrangements, apart from "World Religions", no credits can be given for either the teaching or the study of any religious course. Although a number of courses in religion have been offered over the years under Section 45, (now Section 42 of Regulation 191, R.S.O. 1970) which allows boards the discretion to permit different kinds of religious instruction programmes, these programmes were not accredited.

The Commission understands and respects the desire of many francophone parents to seek ways of improving the kind of moral instruction currently available in the secondary schools. It must be added, however, that this question is a very complex one on which Ontarians hold, and hold strongly, widely different points of view. These differences are not based on language and cultural grounds, but upon differing views about the place of religion in our schools. The Commission does not believe that there is one simple solution that would resolve these differences equitably, or that one group can be given special privileges denied to others. With these comments in mind the following recommendation is proposed.

Recommendation 73

The Commission recommends that at the end of the first year of "World Religions" (1972-73), a review should be made by the Department of Education and the Standing Committee on French Language Schools to determine the extent to which this course has met the needs of both the anglophone and francophone communities.

5 Financial Considerations

As an integral part of the public school system, the French language secondary schools automatically receive the same financial support as other Ontario secondary schools. Nonetheless, the Department of Education has recognized the particular needs of such schools by making special grants to the boards concerned to help them with the additional costs of providing education in two languages. This was done well before the federal-provincial agreement on federal aid for bilingual education programmes began in 1970.

en 1970. De l'avis de la Commission, il est important d'accepter que l'enseignement dans deux langues entraîne nécessairement des dépenses supplémentaires. On a déjà pu s'apercevoir de la validité de ce point dans ce rapport quand, par exemple, on a envisagé la question des frais supplémentaires qu'entraîne l'achat des manuels et d'aides pédagogiques dans les deux langues ainsi que la création et le bon fonctionnement des bibliothèques dans les écoles de langue française ou mixtes.

Bien d'autres problèmes ayant des incidences financières peuvent se poser et se posent effectivement, par exemple en ce qui concerne le transport des élèves. Etant donné le nombre moins grand d'écoles qui desservent le groupe linguistique minoritaire, les étudiants appartenant à ce groupe doivent souvent parcourir de plus grandes distances en vue de pouvoir fréquenter une école ou suivre un programme où l'enseignement est dispensé dans leur propre langue. Certains conseils scolaires reconnaissent cette difficulté et fournissent un système de transport plus élaboré. D'autres conseils par contre n'offrent pas un tel service, de telle façon que dans certains cas les étudiants doivent parcourir des distances considérables pour aller à l'école ou sont simplement privés d'un enseignement dans leur propre langue. Il y a d'autres exemples, tels que le rapport numérique élève-professeur dans les petites écoles ou dans les écoles mixtes, le nombre de place-étudiant requises dans les écoles de langue française et anglaise pour justifier des projets de construction et les services de supervision et de consultation, qui indiquent clairement les coûts additionnels inhérents au fonctionnement d'une école dans deux langues.

Un problème supplémentaire préoccupe particulièrement les Francophones résidant dans les régions isolées, c'est celui de l'aide financière pour les frais de pension. Les élèves de la partie nord de l'Ontario qui sont obligés de vivre loin de chez eux pour pouvoir faire leurs études reçoivent une aide de ce genre. La Commission est d'avis que les élèves francophones résidant dans d'autres régions de l'Ontario, où aucuns programmes ne sont offerts en langue française, devraient, de la même façon, bénéficier d'aide financière pour payer leurs frais de pension afin de pouvoir étudier en français. Le montant hebdomadaire de cette aide devrait tenir compte du coût de la vie actuel.

The Commission believes it is important to face the fact that additional costs will inevitably arise when education is provided in two languages. This point was demonstrated earlier in this report when, for example, the extra costs were noted regarding the provision in two languages of textbooks and learning materials, and also regarding the creation and running of libraries in French language or mixed schools.

Many other problems with cost consequences can arise, and indeed do, for example regarding the transportation of pupils. As there are fewer schools to serve the minority linguistic group, students from this group must often travel greater distances in order to attend a school or a programme that is operated in their own language. Some boards of education recognize this difficulty and provide a more elaborate transportation system. Other boards, however, do not offer such a service so that in some instances students have considerable distances to travel to attend school or are simply deprived of an education in their own language. There are other examples, such as the pupil-teacher ratio in mixed or small schools, the number of student-places in English and French language schools needed to justify building proposals, and supervisory and consultative services, which indicate clearly the built-in additional costs in operating schools in two languages.

One further problem of particular concern to Francophones living in isolated areas is that of financial assistance for room and board. In the Northern part of the province, students who must live away from home in order to attend school receive such assistance. The Commission believes that French-speaking students who live in other areas in Ontario where there are no French language programmes should, in the same way, be assisted with the costs of room and board so that they can receive a French language education. The amount per week of this assistance should be related to the current cost of living.

La Commission appuie la ligne de conduite du ministère en reconnaissant les coûts qu'entraîne la nécessité de fournir l'enseignement dans deux langues et elle préconise que ces coûts devraient être entièrement assumés dans une mesure appropriée.

Enfin, nous sommes d'avis qu'il faut exercer un contrôle plus sévère à l'égard de l'emploi des fonds fédéraux accordés à la province pour l'enseignement de la langue française aux deux groupes linguistiques officiels, l'un majoritaire, l'autre minoritaire. Ces fonds doivent effectivement servir à atteindre les objectifs pour lesquels ils ont été accordés.

Recommandation n° 74

La Commission recommande au comité permanent de déterminer dans quelle mesure le fait de dispenser un enseignement en langue française aux élèves francophones entraîne des frais supplémentaires et de préconiser des recommandations pour que ces frais supplémentaires soient effectivement engagés dans tous les cas où leur bien-fondé est reconnu.

Recommandation n° 75

La Commission recommande que le ministère de l'Éducation veille à ce que les fonds de source fédérale accordés pour l'enseignement en langue française aux deux groupes linguistiques officiels, majoritaire et minoritaire, soient effectivement employés par les conseils scolaires à la réalisation des objectifs pour lesquels ils ont été accordés.

The Commission supports the policy of the Department in recognizing the costs of providing education in two languages, and would urge that these costs should be fully met to the extent appropriate.

Finally, it is our belief that the use of the Federal funds which are made available to the province for French language instruction to both the official language majority and minority communities should be more tightly controlled. These funds should be spent upon the purposes for which they were intended.

Recommendation 74

The Commission recommends that the Standing Committee determine the extent to which there are additional costs in providing French language education for French-speaking students, and that it make recommendations intended to ensure that such additional expenditures are made whenever they are judged to be valid.

Recommendation 75

The Commission recommends that the Department of Education should ensure that the funds made available by the Federal government for French language instruction to both the official language majority and minority communities are used by school boards for the purposes for which they were intended.

VIII Programmes d'enseignement en français aux élèves anglophones

Une des absurdités que l'on retrouve dans l'histoire de notre pays, y compris l'histoire de l'éducation dans notre province, c'est que l'on ait refusé aux élèves anglophones, à quelques exceptions près jusqu'à ces dernières années, la possibilité d'étudier le français avec des professeurs francophones. Cette possibilité aurait pu se développer si naturellement au Canada si l'on avait fait preuve d'un peu d'imagination. On constate, au contraire, l'existence d'une coutume selon laquelle un français aride et sans vie était dispensé à la plupart des écoliers anglophones par des anglophones qui, pour beaucoup l'enseignaient comme une langue étrangère ou morte et non pas comme une langue moderne et vivante. Pendant plusieurs générations, l'enseignement du français s'est fait comme celui d'Euclide ou du grec; on oubliait qu'il s'agissait d'une langue contemporaine qui aurait pu servir de moyen de communication entre peuples qui se partageaient un même pays. Cette expérience lamentable et déprimante a été imposé à un très grand nombre d'écoliers en Ontario, et il est surprenant que quelque sentiment de sympathie à l'endroit du Canada français ait pu survivre.

Compte-tenu de ce passé, la Commission se réjouit particulièrement de l'expansion massive et du perfectionnement remarquable de l'enseignement du français que l'on constate dans les écoles de langue anglaise de la province depuis quelques années. Au cours des années 1960, le nombre des élèves anglophones apprenant le français dans les écoles publiques élémentaires a connu un accroissement constant et considérable. En 1962-1963, quelque 75,000 élèves anglophones apprenaient le français, soit environ 6.5 p. 100 de l'effectif total des écoles publiques élémentaires. En 1967-1968, ce nombre est passé à 328,000 élèves, soit 25.5 p. 100 de l'effectif total. En 1968-1969, il s'est encore accru et a atteint 378,400. En 1969-1970, environ 430,000 élèves du jardin d'enfants à la 8e année, soit le tiers de l'effectif total des écoles publiques élémentaires de l'Ontario, apprenaient le français. En 1971-1972, leur nombre atteignait 569,756, soit plus de 40 p. 100 de l'effectif total des écoles élémentaires. En outre, 243,135 élèves anglophones étudiaient le français comme langue seconde dans les écoles secondaires de la province.

VIII French Language Programmes for English-speaking Students

It is one of the absurdities of our country's history, including the history of education in this province, that, with few exceptions, English-speaking students, until recent years, have been denied the opportunity of studying French with French-speaking teachers. With the exercise of a little imagination this opportunity might have been developed so very naturally in Canada to the mutual advantage of English-speaking students and the French-speaking community. Instead, a pattern was set whereby most English-speaking school children were taught a lifeless, dessicated French by English-speaking teachers for most of whom it was a foreign or dead language rather than a modern, living tongue. For generations, the teaching of French was handled as a subject akin to Euclid or Greek, rather than as a contemporary language that might provide a means of communication between peoples who shared a common country. It was a wretched and depressing experience imposed upon countless thousands of Ontario school children, and it is remarkable that any sympathetic feeling for French-speaking Canada has survived the experience.

In terms of this background, the Commission notes with particular pleasure the massive enlargement and the remarkable revitalization of the programme of French instruction which has taken place in the English language schools of the province in the past few years. There was a vast and steady increase throughout the 1960s in the number of English-speaking pupils taking French in the public elementary schools. In 1962-1963, some 75,000 English-speaking pupils were taking French, representing about 6.5 per cent of the total enrolment of the public elementary schools. In 1967-1968, this had risen to 328,000 pupils, representing 25.5 per cent of the total enrolment. In 1968-1969, this had risen further to 378,400 pupils. In 1969-1970, approximately 430,000 pupils, nearly one-third of the total enrolment in Ontario's public elementary schools, from kindergarten to grade 8, were taking French. In 1971-1972, this figure had risen to 569,756 pupils, over 40 per cent of the total enrolment in elementary schools. A further 243,135 English-speaking students were taking French as a second language in the province's secondary schools.

Cette croissance extraordinaire témoigne des demandes de plus en plus nombreuses que les élèves anglophones et leurs parents présentent aux responsables de l'enseignement afin d'obtenir de meilleures possibilités de devenir bilingues. Comme nous l'avons souligné dans les prémisses du rapport, la Commission partage ce désir et le juge conforme à l'intérêt provincial, national et à celui des personnes concernées. La Commission a cependant fait remarquer que le droit des élèves francophones à recevoir une éducation dans leur langue maternelle dispensée dans des écoles, des pavillons et des classes, ne doit pas être compromis dans le but de voir cet objectif se réaliser.

En outre, selon la Commission, bien que de nombreux Canadiens anglophones soient en faveur d'une éducation bilingue, il faudra procéder à de nouvelles recherches afin de déterminer la meilleure façon de dispenser cette éducation. De l'avis de la Commission, le ministère de l'Éducation devrait inciter les conseils à préparer des programmes de langue française plus intensifs à l'intention des élèves anglophones quand la demande le justifie. L'ampleur, la complexité et le caractère pressant de la question sont tels cependant que la Commission propose la mise sur pied d'un groupe d'étude ministériel qui préparerait un rapport sur la meilleure manière de répondre aux besoins et aux aspirations des Anglophones en matière d'éducation bilingue.

La Commission tient à préciser qu'il s'agit d'une question urgente, particulièrement dans la région de la capitale nationale et dans celles de la province que le gouvernement fédéral a désignées comme districts bilingues. Le ministère de l'Éducation doit s'assurer que, tout en préparant des programmes de langue française à l'intention des élèves francophones pour répondre à leurs besoins légitimes, on en fasse autant pour les élèves anglophones qui désirent devenir tout à fait bilingues. Il serait souhaitable que le groupe d'étude dont il a été question devienne sans retard une réalité et que son rapport soit exigé pour la fin de l'année.

Recommandation n° 76

La Commission recommande de constituer un groupe d'étude ministériel spécial pour déterminer la meilleure manière de satisfaire les besoins de la population anglophone dans le domaine de l'éducation bilingue.

This extraordinary growth reflects the increasing demand which is being made of the educational system by anglophone students and their parents for greater opportunities to become bilingual. As was stressed in the premises of this report, the Commission sympathizes with this desire, believing it to be in the provincial interest, the national interest, and the interest of the individuals concerned. The Commission noted, however, that the right of French-speaking students to an education in their mother tongue through French language schools, wings, and classes must not be jeopardized to achieve the realization of this aim.

Further, it is the Commission's view that while many English-speaking Canadians have expressed support for bilingual education, more study needs to be undertaken to determine how such education can best be achieved. The Commission believes that the Department of Education should encourage boards to develop more intensive French language programmes for English-speaking students where there is a sufficient demand to do so. The magnitude, complexity, and immediacy of the question are such, however, that the Commission is proposing the creation of a special departmental task force to prepare a report on how the needs and expectations of the English-speaking community in the field of bilingual education can best be met.

The Commission wishes to stress that this is an urgent question, particularly in the National Capital Region and in those areas of the province that have been designated by the Federal government as bilingual districts. At the same time as French language programmes for French-speaking students are being developed to meet their legitimate needs, the Department of Education must ensure that no less is done for those English-speaking students who wish to become fully bilingual. The proposed task force should be set up without delay and requested to report before the end of the year.

Recommendation 76

The Commission recommends that a special departmental task force be created to determine how the needs of the English-speaking community in the field of bilingual education can best be met.

IX Conclusion

Beaucoup a été fait au cours des dernières années pour promouvoir l'égalité d'accès en éducation envers la population francophone d'Ontario. De nombreuses mesures ont été prises pour que soit appliqué le principe selon lequel les Canadiens anglophones et francophones aient le droit à être instruits dans leur propre langue. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire pour pouvoir assurer le même traitement et les mêmes possibilités aux élèves anglophones et francophones de cette province. De l'avis de la Commission, il est temps d'entreprendre un plus grand effort afin de réaliser ce but. Il en va de l'intérêt de tous les Ontariens, aussi bien anglophones que francophones, que nous agissions maintenant.

IX Conclusion

A great deal has been done in recent years to promote equality of educational opportunity for the French-speaking people of Ontario. Many steps have been taken to implement the principle that English-speaking and French-speaking Canadians have a right to an education in their own tongue. However, much still remains to be done to ensure equality of treatment and of opportunity for anglophone and francophone students in this province. In the judgement of this Commission, the time has come to undertake an even greater effort to achieve this goal. It is in the best interests of all Ontarians, English-speaking and French-speaking alike, that we do so now.

X Annexes

- 1** Lois en vigueur concernant les écoles de langue française
 - i** Loi sur le ministère de l'Éducation, 12 (1) 20a
 - ii** Loi sur l'administration des écoles, Partie IV
 - iii** Loi sur les écoles secondaires et conseils scolaires, Partie VIII
 - iv** Loi sur l'administration des écoles, Partie VII-82
 - v** Loi sur l'administration des écoles, 22 (1) e)
- 2** Carte de l'Ontario sur laquelle sont indiqués les régions scolaires et les bureaux régionaux relevant du ministère de l'Éducation
- 3** Nombre d'élèves francophones par année fréquentant les écoles secondaires, 1969-71
- 4** Nombre d'élèves dans les écoles élémentaires de langue française, septembre 1968—septembre 1971
- 5** Inscription par année et par région des élèves de langue française dans les écoles secondaires, septembre 1971
- 6** Ecoles secondaires de langue française en Ontario, septembre 1971
- 7** Ecoles mixtes (fréquentées par des élèves francophones et anglophones), septembre 1971
- 8** Avis au public concernant les mémoires à adresser à la Commission ministérielle

X Appendices

- 1** Existing Legislation regarding French Language Schools
 - i** The Department of Education Act, 12 (1) 20a
 - ii** The Schools Administration Act, Part IV
 - iii** The Secondary Schools and Boards of Education Act, Part VIII
 - iv** The Schools Administration Act, Part VII—82
 - v** The Schools Administration Act, 22 (1) (e)
- 2** Map of Ontario showing Department of Education Regions and Regional Offices
- 3** Enrolment by Grade of French-speaking pupils in Secondary Schools, 1969-1971
- 4** Enrolment in French Language Elementary Schools September 1968-September 1971
- 5** Enrolment by Grade and Region of French-speaking Pupils in Secondary Schools/September 1971
- 6** French Language Secondary Schools in Ontario September 1971
- 7** Mixed Schools (attended by both French and English-speaking students)—September 1971
- 8** Public Notice regarding submissions to the Ministerial Commission

1 Loi en vigueur concernant les écoles de langue française

i Loi sur le ministère de l'Éducation

12 (1) Sous réserve des dispositions de tout statuts à cet effet et sous réserve de l'approbation du Lieutenant-gouverneur en conseil, le Ministre a le pouvoir d'instituer des règlements à l'égard des écoles ou classes créées en vertu de la Loi sur les écoles publiques, la Loi sur les écoles séparées, la Loi sur l'administration des écoles, la Loi sur les écoles secondaires et les conseils scolaires ou la présente Loi ou encore toute loi antérieure à celles-ci et à l'égard de toutes les autres écoles subventionnées totalement ou en partie par les deniers publics.

20a pour fixer la ou les langues dans lesquelles toute matière sera enseignée dans une année du programme dans une école ou dans une classe quelconque;

ii Loi sur l'administration des écoles

Partie IV — Conseils et conseillers

35d (1) Un conseil régional de l'éducation, un conseil des écoles publiques ou un conseil des écoles séparées peut créer et entretenir des écoles primaires ou des classes dans des écoles primaires y compris des classes de jardins d'enfants pour assurer l'enseignement en français aux élèves francophones.

(2) Lorsqu'au moins dix contribuables francophones d'une région scolaire, d'une section d'école ou d'une zone d'écoles séparées demandent par écrit au conseil dont elles relèvent que les élèves francophones reçoivent l'enseignement en français et que

(a) les parents ou tuteurs d'au moins trente élèves francophones de la division primaire, junior ou intermédiaire choisissent le français comme langue d'enseignement pour leurs enfants et qu'il est possible de réunir ces élèves à cette fin dans une ou dans des classes faisant partie d'une école, le conseil dispensera l'enseignement en français dans cette ou ces classes;

(b) en outre lorsque, selon l'opinion du conseil, le nombre des élèves francophones est suffisant, le conseil leur assurera l'enseignement en français dans une école primaire de langue française.

1 Existing Legislation regarding French Language Schools

i The Department of Education Act

12-(1) Subject to the provisions of any statute in that behalf and to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Minister may make regulations with respect to schools or classes established under The Public Schools Act, The Separate Schools Act, The Schools Administration Act, The Secondary Schools and Boards of Education Act, or this Act, or any predecessor of any of such Acts, and with respect to all other schools supported in whole or in part by public money,

20a prescribing the language or languages in which any subject or subjects shall be taught in any grade or grades in any schools or classes;

ii The Schools Administration Act

Part IV—Boards and Trustees

35d-(1) A divisional board of education, public school board or separate school board may establish and maintain elementary schools or classes in elementary schools, including kindergarten classes, for the purpose of providing for the use of the French language in instruction of French-speaking pupils.

(2) Where ten or more French-speaking ratepayers of a school division, school section or separate school zone apply in writing to the board thereof for the use of the French language in instruction of French-speaking pupils, and,

(a) the parents or guardians of thirty or more French-speaking pupils in the primary, junior or intermediate division elect to have such pupils taught in the French language, and such pupils can be assembled for this purpose in a class or classes as part of a school, the board shall provide for the use of the French language in instruction in such class or classes, and

(b) in the opinion of the board the number of such French-speaking pupils so warrants, the board shall provide for the use of the French language in instruction in a French-language elementary school.

(3) Lorsque le français est la langue d'enseignement dans une école publique ou séparée et qu'au moins dix contribuables anglophones d'une région scolaire, d'une section d'école ou d'une zone d'écoles séparées demandent par écrit au conseil dont elles relèvent que les élèves anglophones reçoivent l'enseignement en anglais et que

(a) les parents ou tuteurs d'au moins trente élèves anglophones de la division primaire, junior ou intermédiaire choisissent l'anglais comme langue d'enseignement pour leurs enfants et qu'il est possible de réunir ces élèves à cette fin dans une ou dans des classes faisant partie d'une école, le conseil dispensera l'enseignement en anglais dans cette ou ces classes;

(b) en outre lorsque, selon l'opinion du conseil, le nombre des élèves anglophones est suffisant, le conseil leur assurera l'enseignement en anglais dans une école primaire de langue anglaise.

(4) Nonobstant les paragraphes 1 et 2, l'anglais peut être enseigné dans toutes les années et il doit être enseigné de toute manière en 5e, 6e, 7e et 8e année.

(5) A la demande du père, de la mère ou du tuteur d'un élève, un conseil peut admettre cet élève dans les classes qu'il a constituées en vertu des paragraphes 1 et 2 si l'élève a le droit de fréquenter une école dirigée par le conseil et si le directeur estime que sa présence en classe ne retardera pas le progrès des élèves francophones.

iii Loi sur les écoles secondaires et conseils scolaires

Partie VIII—Ecoles Secondaires de Langue Française

112 Dans la présente partie,

(a) le terme "conseil" signifie un conseil scolaire régional ou un conseil scolaire d'une municipalité selon la définition de la Loi sur la municipalité de la région métropolitaine de Toronto;

(b) le terme "comité" signifie un comité de langue française institué pour les fins d'école secondaire en vertu de la présente partie.

113 (1) Un conseil peut créer et entretenir des écoles secondaires ou des classes dans les écoles secondaires aux fins d'assurer l'enseignement en français ou peut conclure un accord avec un autre conseil pour assurer cet enseignement dans la ou les écoles qui sont sous la compétence de ce dernier conseil pour les élèves domiciliés dans le premier.

(3) Where French is the language of instruction in a public or separate school and ten or more English-speaking ratepayers of the school division, school section or separate school zone apply in writing to the board thereof for the use of the English language in instruction of English-speaking pupils, and,

(a) the parents or guardians of thirty or more English-speaking pupils in the primary, junior or intermediate division elect to have such pupils taught in the English language, and such pupils can be assembled for this purpose in a class or classes as part of a school, the board shall provide for the use of the English language in instruction in such class or classes, and

(b) in the opinion of the board the number of such English-speaking pupils so warrants, the board shall provide for the use of the English language in instruction in an English-language elementary school.

(4) Notwithstanding subsections 1 and 2, English may be a subject of instruction in any grade and in any case shall be a subject of instruction in Grades 5, 6, 7 and 8.

(5) On the request of a parent or guardian of a pupil, a board may admit such pupil to classes formed by it under subsection 1 or 2 if such pupil has a right to attend a school operated by the board and the principal is satisfied that the attendance of such pupil will not delay the progress of the French-speaking pupils.

iii The Secondary Schools and Boards of Education Act

Part VIII—French Language Secondary Schools

112 In this Part,

(a) "board" means a divisional board of education or a board of education of an area municipality as defined in The Municipality of Metropolitan Toronto Act;

(b) "committee" means a French-language committee for secondary school purposes formed under this Part.

113-(1) A board may establish and maintain secondary schools or classes in secondary schools for the purpose of providing for the use of the French language in instruction, or may enter into an agreement with another board to provide for such instruction in the school or schools maintained by the latter board for resident pupils of the first-mentioned board.

(2) Lorsque pour les fins d'écoles secondaires, il est possible de grouper, dans une région scolaire, un nombre suffisant d'élèves qui choisissent de suivre les cours en français, dans des classes ou groupes de 20 élèves ou plus dans chaque programme ou section, le conseil assurera l'enseignement en français dans lesdites classes ou groupes et lorsque, selon l'opinion du conseil, le nombre de ces élèves le justifie, le conseil assurera l'enseignement en français dans une école polyvalente.

(3) Le paragraphe 1 s'applique mutatis mutandis aux conseils scolaires et aux conseils des écoles secondaires.

114 (1) Lorsque

- (a)** au moins dix contribuables francophones d'une région scolaire demandent par écrit au conseil la création ou l'agrandissement dans une école secondaire d'une classe, d'un groupe ou d'un programme où l'enseignement est déjà ou sera dispensé en français ou que
- (b)** le conseil crée ou agrandit ou décide de créer ou d'agrandir une classe, un groupe ou un programme où l'enseignement est ou sera dispensé en français le conseil instituera un comité qui servira de comité consultatif du conseil dans les deux mois de ladite demande, de ladite création ou dudit agrandissement ou de ladite décision de créer ou d'agrandir ladite classe, ledit groupe ou ledit programme.

(2) Le comité qui comprendra sept membres sera composé:

- (a)** de trois membres du conseil nommés par ce dernier et
- (b)** de quatre contribuables francophones qui ne font pas partie du conseil mais qui remplissent les conditions requises pour en faire partie, choisis par les contribuables francophones de la région scolaire, mais un contribuable élu pour faire partie du comité peut être membre d'un conseil scolaire élémentaire.

(3) Tout membre d'un comité restera en fonction pendant la durée du mandat des membres du conseil et jusqu'à ce qu'un nouveau conseil soit établi.

(4) Le conseil convoquera une assemblée des contribuables francophones de la région scolaire pour élire les membres du comité et il fera connaître dans chacune de ses écoles l'endroit et le lieu de la réunion et il prendra toute mesure supplémentaire pour l'avis d'assemblée qu'il jugera à propos.

(2) Where for secondary school purposes in a school division a sufficient number of pupils who elect to be taught in the French language can be assembled for this purpose in classes or groups of twenty or more in each programme or branch, the board shall provide for the use of the French language in instruction in such classes or groups, and where, in the opinion of the board, the number of such pupils so warrants, the board shall provide for the use of the French language in instruction in a composite school.

(3) Subsection 1 applies mutatis mutandis to boards of education and high school boards.

114-(1) Where,

- (a)** ten or more French-speaking ratepayers of a school division apply in writing to the board for the establishment or extension in a secondary school of a class, group or programme in which the French language is or is to be used in instruction; or
- (b)** the board establishes or extends or decides to establish or extend a class, group or programme in which the French language is or is to be used in instruction,

the board shall, within two months of the application, establishment, extension or decision to establish or extend, provide for the establishment of a committee, which shall be an advisory committee of the board.

(2) The committee shall consist of seven members and shall be composed of,

- (a)** three members of the board appointed by the board; and
- (b)** four French-speaking ratepayers who are not members of the board but have the qualifications required for members of the board, elected by the French-speaking ratepayers of the school division, except that a ratepayer elected to the committee may be a member of an elementary school board.

(3) A member of a committee shall hold office during the term of the members of the board and until a new board is organized.

(4) The board shall make provision for a meeting of the French-speaking ratepayers of the school division to elect members to the committee, and shall advertise in each of its schools the place and time of the meeting, and shall take such additional action to publicize the meeting as it deems expedient.

(5) Le comité pourra, s'il le juge nécessaire, au cours d'une année quelconque, lors d'une réunion tenue pour cette fin et dont un avis aura été signifié à tous les membres, nommer pour faire partie du comité un ou deux contribuables francophones supplémentaires qui auront les conditions requises pour être élus membres.

(6) Le conseil nommera pour faire partie du comité un ou deux autres membres du conseil régional, suivant le cas; il en nommera le même nombre que celui de membres supplémentaires nommés en vertu du paragraphe 5.

115 Lorsqu'un comité aura été établi et qu'un nouveau conseil aura été élu, une assemblée des contribuables francophones de la région scolaire sera convoquée pour l'élection des membres au comité et l'étude de toute autre question dont elle sera saisie, le second mercredi suivant la première réunion du conseil nouvellement élu; elle sera ouverte à 8 heures du soir à l'endroit fixé par le conseil et les dispositions du paragraphe 4 de l'article 114 touchant l'avis de l'assemblée seront en vigueur.

116 (1) Le secrétaire du conseil ouvrira la séance aux assemblées des contribuables francophones prévues en vertu des articles 114 et 115 et il présidera l'assemblée en vue d'élire un président d'assemblée.

(2) Le président de l'assemblée nommera un secrétaire qui tiendra un procès-verbal des délibérations de l'assemblée et accomplira toute autre fonction qui lui sera confiée par le président.

(3) Le président présidera à l'assemblée et procédera à l'élection des membres du comité et soumettra toutes les motions devant l'assemblée selon le voeu de la majorité; le président a le droit de vote sur toute motion et, en cas de partage des voix pour l'élection des membres du comité, il procédera au tirage au sort pour déterminer le candidat qui sera élu; en cas de partage des voix sur une motion, la motion sera censée avoir été repoussée.

(4) Le secrétaire de l'assemblée signifiera au secrétaire du conseil un avis par écrit où il désignera par leur nom les personnes élues membres du comité et où il inscrira leur adresse.

117 (1) Lors de la première réunion du comité, les membres éliront un membre du comité au poste de président.

(5) The committee may, in any year, at a meeting called for the purpose and for which notice has been given to all members, appoint to the committee one or two additional French-speaking ratepayers as it may deem necessary, who shall have the qualifications of an elected member.

(6) The board shall appoint to the committee one or two additional members of the divisional board, as the case may be, to equal the number of additional members appointed under subsection 5.

115 Where a committee has been established and a new board has been elected, a meeting of the French-speaking ratepayers in the school division, to elect members to the committee and to consider any other matters brought before it, shall be held on the second Wednesday following the first meeting of the newly elected board, commencing at 8 o'clock in the afternoon at such place as the board may determine, and the provisions of subsection 4 of section 114 respecting the publicizing of the meeting apply.

116-(1) The secretary of the board shall call to order the meetings of the French-speaking ratepayers under sections 114 and 115 and shall preside at the meeting for the purpose of electing a chairman of the meeting.

(2) The chairman of the meeting shall appoint a secretary who shall record the proceedings of the meeting and perform such other duties as are required by the chairman.

(3) The chairman shall preside at the meeting and shall hold the election of members of the committee and submit all motions to the meeting in the manner desired by the majority, and the chairman is entitled to vote on any motion, and, in the case of a tie vote with respect to the election of members of the committee, the chairman shall provide for drawing lots to determine which of the candidates is elected, and, in the case of a tie vote on a question, the question is deemed to be negatived.

(4) Notice in writing shall be given by the secretary of the meeting to the secretary of the board designating by their names and addresses the persons elected as members of the committee.

117-(1) At the first meeting of the committee, the members shall elect one of themselves as chairman.

(2) Une majorité de tous les membres du comité est nécessaire pour former un quorum et les suffrages de la majorité des membres présents lors d'une réunion sont nécessaires pour lier le comité.

(3) Le président peut voter sur chacune des motions et toute motion donnant lieu au partage des voix sera censée avoir été repoussée.

(4) Le président du comité peut convoquer une réunion spéciale du Comité et il doit le faire sur demande écrite de deux membres du Comité qui préciseront les questions à propos desquelles le Comité doit se réunir et lesdites questions figureront sur l'avis de convocation de la réunion.

118 Toute vacance au sein du Comité pour une cause quelconque sera pourvue par nomination du conseil dans le cas des membres nommés et par les membres élus du Comité dans le cas des membres élus; toute personne ainsi nommée restera en fonction pendant le reste de la durée du mandat du membre dont le siège est devenu vacant.

119 (1) Le Comité présentera un rapport lors de chaque réunion ordinaire du conseil.

(2) Le comité fera les recommandations au conseil quant aux voies et moyens pour répondre aux besoins éducatifs et culturels des élèves francophones et collaborera avec tous les comités du conseil sur les points suivants:

- (a)** les emplacements, le logement et le matériel nécessaire aux fins de l'article 113;
- (b)** l'emploi du français dans l'enseignement et les programmes connexes;
- (c)** la nomination du personnel enseignant, des surintendants et des administrateurs;
- (d)** la création de classes spéciales pour adultes dans une école secondaire de langue française et
- (e)** l'emploi de tous les moyens d'enseignement en français jugés souhaitables pour répondre aux besoins éducatifs et culturels de la communauté francophone.

(3) Le conseil étudiera tout rapport et recommandation qui lui seront soumis par le comité et ne pourra refuser son approbation avant d'avoir donné au comité l'occasion d'exprimer son point de vue devant le conseil ou devant l'un de ses comités qui ait été saisi dudit rapport ou de ladite recommandation.

(2) A majority of all the members constituting the committee is necessary to form a quorum, and the vote of a majority of the members present at a meeting is necessary to bind the committee.

(3) On every question, the chairman may vote, and any question on which there is an equality of votes shall be deemed to be negatived.

(4) A special meeting of the committee may be called by the chairman of the committee and shall be called by the chairman upon the request in writing of two members of the committee who shall specify the objects for which the meeting is to be held, and the objects shall be stated in the notice calling the meeting.

118 Every vacancy on a committee for any cause shall be filled by appointment by the board in the case of appointed members and by the elected members of the committee in the case of elected members, and every person so appointed shall hold office for the unexpired term of the member whose seat has become vacant.

119-(1) The committee shall report at each regular meeting of the board.

(2) The committee shall make recommendations to the board with respect to ways and means of meeting the educational and cultural needs of the French-speaking pupils, and shall co-operate with all committees of the board with respect to,

- (a)** suitable sites, accommodation and equipment for the purposes of section 113;
- (b)** the use of the French language in instruction and the related courses of study;
- (c)** the appointment of the required teaching, supervisory and administrative staff;
- (d)** the establishment of special classes for adults in a French-language secondary school; and
- (e)** the use of any facilities for instruction in the French language that are considered desirable to foster the educational and cultural needs of the French-speaking community.

(3) The board shall consider any report or recommendation submitted to it by the committee, and shall not refuse its approval without having given the committee an opportunity to be heard by the board or by any committee thereof to which such report or recommendation is referred.

120-(1) Le conseil mettra à la disposition du comité tout le personnel et les services que le conseil jugera nécessaires pour le bon fonctionnement du comité.

(2) Le conseil peut verser à chaque membre du comité qui ne fait pas partie du conseil des honoraires de \$25 au maximum pour chaque mois au cours duquel il a rempli les fonctions de membre du comité et les paragraphes 4, 5 et 6 de l'article 36 de la Loi sur l'administration des écoles s'appliquent mutatis mutandis aux membres du comité.

121 Nonobstant toute autre disposition dans la présente partie, l'anglais sera une matière obligatoire tous les jours pour tous les élèves de la 9^e à 12^e année inclusivement et sera une matière obligatoire pour chaque certificat et diplôme émis pour ces années.

122 Lorsqu'un conseil a établi une école secondaire ou des classes dans une école secondaire en vertu de l'article 113 et lorsqu'on peut grouper un nombre suffisant d'élèves qui choisissent de suivre les cours en anglais, le conseil assurera ladite instruction et les dispositions de l'article 113 s'appliqueront mutatis mutandis à l'égard de ces élèves.

123 A la demande du père ou de la mère ou du tuteur d'un élève, un conseil d'une région scolaire peut admettre cet élève dans des classes constituées en vertu de l'article 113 si cet élève a le droit de fréquenter une école secondaire dans la région scolaire et si le directeur estime que sa présence en classe ne retardera pas le progrès des élèves francophones.

iv Lois sur l'administration des écoles

Partie VII

82 (1) Dans le cas où un conseil nomme un ou plusieurs fonctionnaires d'encadrement, le conseil.

- (a)** doit assigner à chaque fonctionnaire son titre et ses attributions;
- (b)** doit nommer un fonctionnaire d'encadrement anglophone pour les écoles et les classes où l'anglais est la langue d'enseignement et un fonctionnaire d'encadrement francophone pour les écoles et les classes où le français est la langue d'enseignement ou doit s'entendre avec un autre conseil ou avec le Ministre à l'égard des services d'un fonctionnaire d'encadrement anglophone ou d'un fonctionnaire d'encadrement francophone, s'il n'en est pas de nommé par le conseil; et

120-(1) The board shall make available to the committee such personnel and services as the board deems necessary for the proper functioning of the committee.

(2) A board may pay to each member of the committee who is not a member of the board, an honorarium not exceeding \$25 for each month that he is a member of the committee, and subsections 4, 5 and 6 of section 36 of The Schools Administration Act apply mutatis mutandis to the members of the committee.

121 Notwithstanding any other provisions in this Part, English shall be an obligatory daily subject of instruction for all pupils of Grades 9 to 12 inclusive and shall be a required subject for each certificate and diploma issued for standing in these grades.

122 Where a board has established a secondary school or classes in a secondary school under section 113 and where a sufficient number of pupils who elect instruction in the English language can be assembled, the board shall provide such instruction, and the provisions of section 113 shall apply mutatis mutandis in respect of such pupils.

123 On the request of a parent or guardian of a pupil, a board of a school division may admit such pupil to classes formed under section 113 if such pupil has a right to attend a secondary school in the school division and the principal is satisfied that the attendance of such pupil will not delay the progress of the French-speaking pupils.

iv The Schools Administration Act

Part VII

82-(1) Where a board appoints one or more supervisory officers, the board,

- (a)** shall designate the title and the area of responsibility of each such officer;
- (b)** shall appoint an English-speaking supervisory officer for schools and classes where English is the language of instruction, and a French-speaking supervisory officer for schools and classes where French is the language of instruction, or shall arrange with another board or with the Minister for the services of an English-speaking supervisory officer or a French-speaking supervisory officer where such officer is not appointed by the board; and

(c) peut exercer son pouvoir discrétionnaire pour attribuer des fonctions à un fonctionnaire d'encadrement qui soient d'ordre administratif, en plus de celles stipulées par les règlements.

(2) La nomination ou le déplacement d'un fonctionnaire d'encadrement ne prend effet qu'après l'approbation du Ministre.

(3) Lorsque le conseil nomme un directeur général ou un surintendant des écoles séparées, c'est lui qui doit être non seulement directeur en chef des études mais aussi premier administrateur du conseil.

v Loi sur l'administration des écoles

22 (1) Un professeur est tenu,

(e) dans l'enseignement et dans tous les rapports avec les élèves qui touchent à la discipline et à l'administration de l'école

(i) de se servir de l'anglais, sauf lorsqu'il est peu pratique de le faire parce que l'élève ne comprend pas cette langue et sauf dans le cas où l'enseignement est dispensé dans une autre langue que l'anglais lorsque cette langue est enseignée à titre de matière au programme, ou

(ii) de se servir du français dans les écoles où les classes dans lesquelles l'enseignement est dispensé en français lorsqu'il est peu pratique de le faire parce que l'élève ne comprend pas cette langue et sauf dans le cas où l'enseignement est dispensé dans une autre langue que le français lorsque cette langue est enseignée à titre de matière au programme.

(c) may assign to a supervisory officer such administrative duties, in addition to those prescribed in the regulations, as the board deems expedient.

(2) The appointment or removal of a supervisory officer is not effective until approved by the Minister.

(3) Where a board appoints a director of education or a superintendent of separate schools, in addition to being the chief education officer, he shall be the chief executive officer of the board.

v The Schools Administration Act

22-(1) It is the duty of a teacher,

(e) in instruction and in all communications with the pupils in regard to discipline and the management of the school,

(i) to use the English language, except where it is impractical to do so by reason of the pupil not understanding English, and except in respect of instruction in a language other than English when such other language is being taught as one of the subjects in the course of study, or

(ii) to use the French language in schools or classes in which French is the language of instruction except where it is impractical to do so by reason of the pupil not understanding French, and except in respect of instruction in a language other than French when such other language is being taught as one of the subjects in the course of study.

Carte de l'Ontario indiquant les régions et les bureaux régionaux relevant du ministère de l'Éducation

- | | |
|----------------|--------------------|
| 1 Nord-ouest | 6 Niagara |
| 2 Centre nord | 7 Ouest |
| 3 Nord-est | 8 Centre est |
| 4 Sud-ouest | 9 Est |
| 5 Centre ouest | 10 Vallée d'Ottawa |

■ Bureaux régionaux

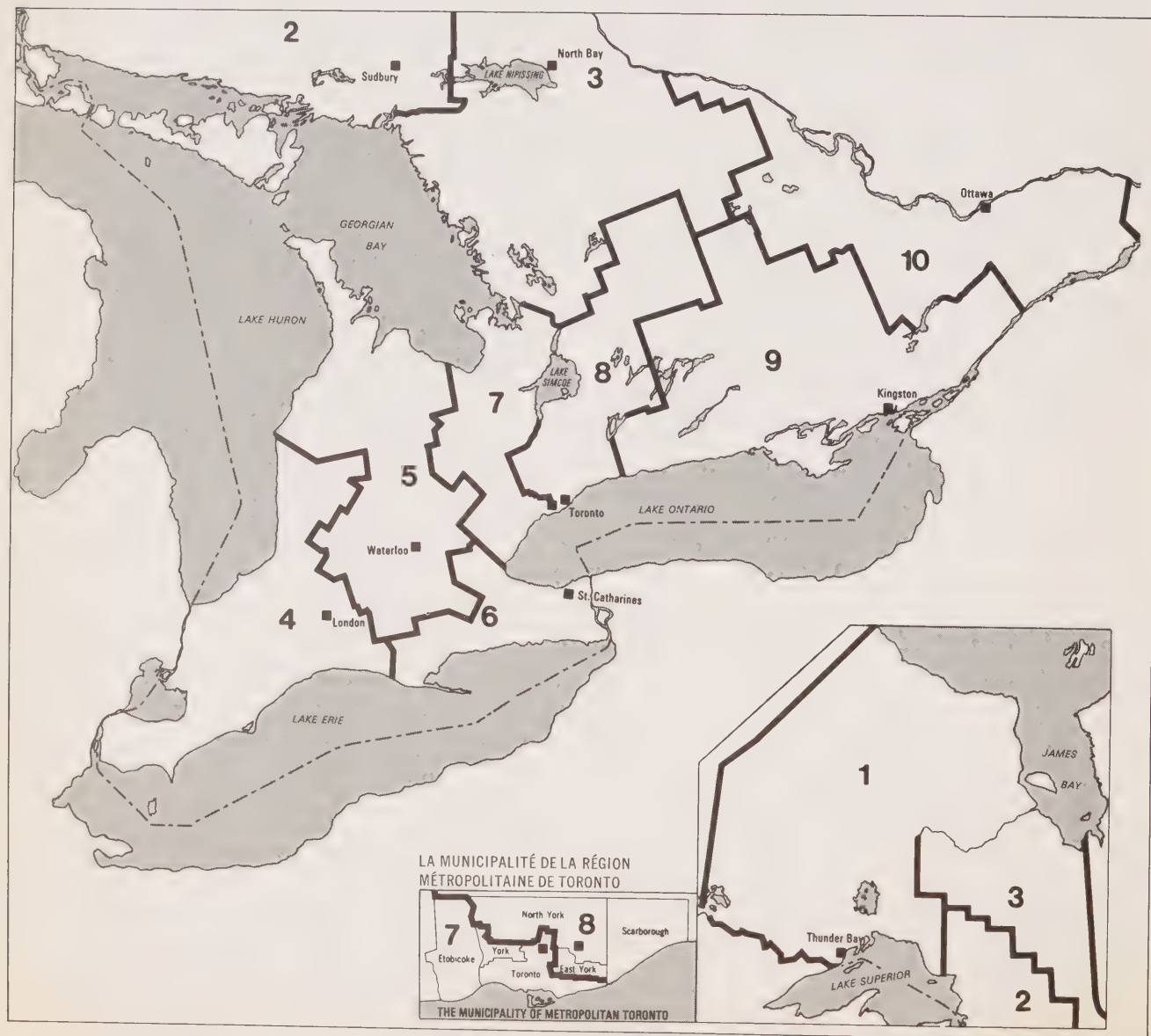
— Limites des régions

Educational Regions in Ontario

- | | |
|----------------|------------------|
| 1 Northwestern | 6 Niagara |
| 2 Midnorthern | 7 West Central |
| 3 Northeastern | 8 East Central |
| 4 Western | 9 Eastern |
| 5 Midwestern | 10 Ottawa Valley |

■ Regional Offices

— Regional Boundaries



Inscription par année des élèves de langue française dans les écoles secondaires

Enrolment by Grade of French-speaking Pupils in Secondary Schools

Année Year	9e année Grade 9	10e année Grade 10	11e année Grade 11	12e année Grade 12	13e année Grade 13	Total Total
Septembre 1971 September 1971	8,770	7,324	5,604	4,450	1,859	28,007
Septembre 1970 September 1970	7,977	6,693	5,085	3,771	1,666	25,208
Septembre 1969 September 1969	7,181	5,832	4,082	3,325	1,170	21,590

Inscription dans les écoles élémentaires de langue française/Septembre 1968—Septembre 1971

Enrolment in French Language Elementary Schools/September 1968—September 1971

Régions	Ecoles séparées		Ecoles publiques		9e année		10e année		Classes spéciales		Total	
Regions	Separate Schools		Public Schools		Grade 9		Grade 10		Special Classes		Total	
	1968	1971	1968	1971	1968	1971	1968	1971	1968	1971	1968	1971
1	—	599	—	—	—	—	—	—	—	—	—	599
2	15,024	17,603	—	14	229	82	195	77	324	462	15,772	18,238
3	25,154	20,902	25	—	220	—	183	—	263	249	25,845	21,151
4	4,968	4,669	37	21	109	58	109	53	12	16	5,235	4,817
5	—	280	—	—	—	—	—	—	—	—	—	280
6	1,481	1,582	1,614	1,495	—	—	—	—	55	38	3,150	3,115
7	2,059	2,115	594	534	—	—	—	—	—	39	2,653	2,688
8	428	430	—	—	64	—	42	—	81	17	615	447
9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
10	37,289	35,355	—	—	325	14	267	10	796	904	38,677	36,283
	86,403	83,535	2,270	2,064	947	154	796	140	1,531	1,725	91,947	87,618

Région/Region 1 Nord-ouest de l'Ontario/Northwestern Ontario—Thunder Bay

Région/Region 2 Centre nord de l'Ontario/Midnorthern Ontario—Sudbury

Région/Region 3 Nord-est de l'Ontario/Northeastern Ontario—North Bay

Région/Region 4 Sud-ouest de l'Ontario/Western Ontario—London

Région/Region 5 Centre ouest de l'Ontario/Midwestern Ontario—Waterloo

Région/Region 6 Niagara/Niagara—St. Catharines

Région/Region 7 Ouest de l'Ontario/West Central Ontario—Toronto

Région/Region 8 Centre est de l'Ontario/East Central Ontario—Toronto

Région/Region 9 Est de l'Ontario/Eastern Ontario—Kingston

Région/Region 10 Vallée d'Ottawa/Ottawa Valley—Ottawa

Inscription par année et par région des élèves de langue française dans les écoles secondaires
Septembre 1971

Enrolment in by Grade and Region of French-speaking Pupils in Secondary Schools/September 1971

Régions	9e année	10e année	11e année	12e année	13e année	Total
Regions	Grade 9	Grade 10	Grade 11	Grade 12	Grade 13	Total
1	51	—	12	—	—	63
2	1,629	1,325	948	642	269	4,813
3	2,381	1,996	1,469	1,176	481	7,503
4	182	155	94	61	11	503
5	—	—	—	—	—	—
6	270	254	181	166	57	928
7	76	53	47	47	14	237
8	113	102	87	62	48	412
9	—	—	—	—	—	—
10	4,068	3,439	2,766	2,296	979	13,548
	8,770	7,324	5,604	4,450	1,859	28,007

6
Ecoles secondaires de langue française en Ontario/Septembre 1971
French Language Secondary Schools in Ontario/September 1971

Régions	Ecoles	Inscription
Regions	Schools	Enrolment
2	Ecole secondaire de Hanmer, Hanmer	1,017
	Ecole secondaire Macdonald-Cartier, Sudbury	1,335
	Ecole secondaire Rayside, Azilda	752
3	Ecole secondaire la Cité des Jeunes, Kapuskasing	725
	Ecole secondaire Algonquin, North Bay	1,111
	Ecole secondaire Ste-Marie, Haileybury	666
	Ecole secondaire de Sturgeon Falls, Sturgeon Falls	1,170
	Ecole secondaire Thériault, Timmins	1,462
4	Ecole secondaire de Paincourt, Paincourt	97
6	Ecole secondaire Confédération, Welland	881
8	Ecole secondaire Etienne Brûlé, North York	412
10	Ecole secondaire André Laurendeau, Vanier	1,246
	Ecole secondaire Belcourt, Ottawa	1,230
	Ecole secondaire Canterbury, Ottawa	1,010
	Ecole secondaire Cartier, Ottawa	736
	Ecole secondaire Champlain, Ottawa	826
	Ecole secondaire de la Salle, Ottawa	1,556
	Ecole secondaire de Casselman, Casselman	636
	Ecole secondaire d'Embrun, Embrun	330
	Ecole secondaire de Rockland, Rockland	363
Total		17,561

Ecoles mixtes
(fréquentées par étudiants francophones et anglophones)

Mixed Schools
(attended by both French and English-speaking students)

Septembre/September 1971

Régions	Ecoles	Etudiants francophones
Regions	Schools	French-speaking Students
1	Geraldton Composite School, Geraldton	56
	Manitouwadge High School, Manitouwadge	7
2	Chapleau High School, Chapleau	100
	Espanola High School, Espanola	67
	Michipicoten High School, Wawa	45
	Blind River District High School, Blind River	222
	Elliot Lake Secondary School, Elliot Lake	169
	Sudbury High School, Sudbury	22
	Nickel District Secondary School, Sudbury	331
	Chelmsford Valley D.C.S., Chelmsford	115
	French River District Secondary School, Noëlville	396
	Confederation Secondary School, Val Caron	170
	Lakeway Coll. & Voc. School, Sault Ste-Marie	72
	Cochrane High School, Cochrane	272
3	Iroquois Falls Secondary School, Iroquois Falls	444
	Hearst Secondary School, Hearst	666
	Kapuskasing District High School, Kapuskasing	406
	Smooth Rock Falls High School, Smooth Rock Falls	101
	Kirkland Lake C.I. & V.S., Kirkland Lake	293
	F. J. McElligott High School, Mattawa	87
	Sturgeon Falls Secondary School, Sturgeon Falls	100
	Belle River District High School, Belle River	194
4	Sandwich Secondary School, Amherstburgh	42
	Windsor High School of Commerce, Windsor	68
	Northern C. & V. School, Sarnia	63
	Tilbury District High School, Tilbury	39

Régions	Ecoles	Etudiants francophones
Regions	Schools	French-speaking Students
6	Scott Park Secondary School, Hamilton	47
7	Penetanguishene Secondary School, Penetanguishene	237
10	Champlain High School, Pembroke	89
	Gloucester High School, Ottawa 9	476
	Hawkesbury District High School, Hawkesbury	1,113
	Plantagenet High School, Plantagenet	816
	Vankleek Hill D. C. I., Vankleek Hill	398
	Général Vanier Secondary School, Cornwall	563
	St. Lawrence High School, Cornwall	1,341
	Glengarry District High School, Alexandria	537
	Maxville High School, Maxville	89
	Charlottenburgh & Lancaster D.H.S., Williamstown	193
Total		10,446

Avis au public concernant les mémoires à adresser à la Commission ministérielle

Public Notice regarding submissions to the Ministerial Commission

AVIS

Commission ministérielle sur l'éducation secondaire en langue française

La Commission ministérielle sur l'éducation secondaire en langue française est très intéressée à recevoir des exposés d'opinions de la part de tout groupe ou particulier qui désirent soumettre leurs points de vue à la Commission. Les groupes ou les particuliers voulant adresser leur exposé sont priés de le faire jusqu'à vendredi, 19 novembre 1971.

Les termes du mandat constitutif de la Commission sont les suivants:

La Commission fera des recherches quant à l'efficacité de la législation actuelle permettant de mettre en pratique un programme d'éducation en langue française dans les écoles de l'Ontario. Ce faisant, la Commission attachera une attention particulière à l'établissement, au fonctionnement et aux progrès réalisés dans les écoles secondaires de langue française ainsi qu'aux cours de langue française dans les écoles secondaires.

La Commission soumettra son rapport définitif aussitôt que possible et présentera, en outre, un rapport préliminaire au ministre de l'éducation avant ou au plus tard, le 30 décembre 1971.

Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, la Commission peut présenter des recommandations au sujet:

1. des compétences dévolues aux conseils de l'éducation pour dispenser l'enseignement en langue française;
2. du fonctionnement de comités consultatifs de langue française;
3. de l'efficacité des mesures devant assurer la continuité de l'enseignement en langue anglaise là où l'instruction est dispensée en langue française; et
4. de toutes autres questions que la Commission jugera pertinentes.

Les demandes de renseignements et les exposés seront beaucoup appréciés. Veuillez les adresser comme suit:

Commission ministérielle sur l'éducation secondaire en langue française, Edifice Mowat, Queen's Park—Toronto 182.



NOTICE

Ministerial Commission on French-language Secondary Education

The Ministerial Commission on French-Language secondary education is interested in receiving briefs from all groups and individuals who wish to make their views known to the Commission. Any person or group wishing to submit a brief is requested to do so by Friday, 19 November, 1971.

The terms of reference of the Commission are as follows:

The Commission shall inquire into the effectiveness of the legislation to implement a programme of French-language education in the schools in Ontario. The Commission shall direct particular attention to the establishment, operation, and progress of French-language secondary schools and French-language classes in secondary schools.

The Commission shall submit a final report as soon as possible, and shall make a preliminary report to the Minister of Education on or before 30 December, 1971.

Without restricting the generality of the foregoing, the Commission may make recommendations in respect of:

1. the jurisdiction of boards of education to provide French-Language education;
2. the functioning of French-Language Advisory Committees;
3. the effectiveness of the safeguards for the continuance of English-Language instruction where instruction of the French language is provided; and
4. such other matters the Commission considers relevant.

Enquiries and submissions will be very welcome and should be directed to:

Ministerial Commission on French-Language Secondary Education, Mowat Block, Queen's Park—Toronto 182.

